

amira

**amélioration des méthodes d'investigation
et de recherche appliquées au développement**

brochure n° 62

**Les diverses approches méthodologiques
du secteur non structuré**

Bibliographie analytique par pays

Rita CORDONNIER

Paris, décembre 1991

A M I R A

BROCHURE N° 62

*LES DIVERSES APPROCHES METHODOLOGIQUES DU SECTEUR
NON STRUCTURE*

Bibliographie analytique par pays.

R. CORDONNIER

Cette étude effectuée pour le compte du groupe Amira a été financée par le fonds d'aide et de Coopération (FAC).

SOMMAIRE

	page
Avant-Propos	3
Introduction	5
I Généralités	17
A Références théoriques	17
B Références de mesures statistiques et de méthodologie des recensements	45
C Références de politiques d'intervention et de formation en faveur du secteur non structuré	54
II Afrique Noire	
A Références théoriques et méthodologiques	58
B Références par pays	71
III Afrique du Nord	101
A Références théoriques et méthodologiques	101
B Références par pays	102
IV Amérique du Sud	107
A Références théoriques et méthodologiques	107
B Références par pays	116
V Inde - Asie du Sud-Est	147
A Références théoriques et méthodologiques	147
B Références par pays	149

Avant-Propos

La bibliographie commentée quadrille le secteur informel des trois continents : l'Afrique, l'Asie, l'Amérique du Sud. Les ouvrages et articles retenus contiennent souvent une bibliographie qui permet de pousser l'investigation des auteurs, des théories, des terrains, à leur exhaustivité, pour chaque pays. Notre objectif a été de passer en revue les apports méthodologiques et théoriques les plus importants d'une problématique enrichie par vingt années de recherches. Nous remercions tout particulièrement le Bureau International du Travail qui nous a communiqué 385 références informatisées et dont la contribution a été capitale pour la recension des publications. Mais comme la perfection s'obtient au prix d'une longue (im)patience, nous espérons accueillir des critiques, commentaires et suggestions qui enrichiront les éditions ultérieures, éventuelles.

Les bibliothèques parisiennes consultées ont été celles de l'Institut de Sciences Politiques, de Nanterre, de l'ORSTOM (CEDID), de l'IRESO, de l'INSEE, de l'IEDES et du BIT. Beaucoup d'ouvrages sont accessibles aux lecteurs de langue française.

D'autre part, les équipes d'enseignants-chercheurs, économistes et sociologues qui, en France, ont analysé le secteur informel, sont particulièrement nombreuses : citons l'IEDES, l'ORSTOM, Paris X, Paris II, Paris I, Grenoble, Bordeaux, l'INSEE, et ajoutons-y les autres équipes du GEMDEV et les recherches individuelles qui s'inspirent des diverses approches. Une armature théorique se construit ainsi pour analyser un phénomène socio-économique qui concerne des millions de travailleurs des pays du Tiers-Monde. Mais la question n'est pas close, des colloques se préparent et des solutions n'ont pas encore été trouvées pour soulager la pauvreté et récompenser le travail.

Rita CORDONNIER

INTRODUCTION

Approches macro-économiques et anthropologiques du secteur non structuré

par Jacques CHARMES

L'utilisateur d'une bibliographie portant sur un domaine relativement circonscrit tel que le secteur informel ou non structuré est censé y chercher ces éléments généraux de réflexion qui éclairent les données d'un problème posé de façon abstraite (qu'est-ce que le secteur informel et quel est son rôle dans la théorie et la stratégie du développement ?) ou de façon concrète (qu'est-ce que le secteur informel et quel est son rôle dans un pays tel que le Sénégal par exemple ?).

Il faut savoir que dans un domaine qui reste encore vierge après -et malgré- 20 ans de recherches intensives mais souvent désordonnées, ce sera bien souvent au chercheur de se reporter aux données statistiques disponibles, d'en organiser l'agencement, le traitement et l'analyse, et le cas échéant, de procéder lui-même à la collecte de données originales. C'est pourquoi, il paraît logique d'introduire cette bibliographie sur le secteur informel ou non structuré par la description d'une demande empirique visant à rassembler et interpréter les sources statistiques classiques, et à proposer des méthodes de collecte simples et légères permettant d'éclairer les données statistiques macro-économiques disponibles.

Conçu et "découvert" par des réflexions et des modèles macro-économiques, le secteur informel ou non structuré est resté, par la suite, le plus souvent cantonné dans les limites trop étroites des études urbaines, lorsqu'il s'est agi de l'appréhender scientifiquement. Les conséquences ont été :

- un défaut d'appréciation globale de l'ampleur du phénomène, spécialement en ce qui concerne sa contribution à la formation du produit national ;
- un excès de généralisation à partir de cas particuliers, spécifiques, souvent limités à une ville, un quartier, une branche d'activité.

L'approche préconisée vise à replacer l'appréhension du secteur non structuré dans une problématique macro-économique où l'anthropologie économique pourra effectivement jouer son rôle qui est de fonder le processus de

généralisation sur des bases statistiques et socio-économiques représentatives et complémentaires.

L'approche macro-économique consiste :

- d'une part, à procéder à une analyse comparative des sources de données sur l'emploi, ce qui implique une véritable investigation auprès des concepteurs et collecteurs de données. C'est précisément le thème d'un séminaire organisé à Rabat en octobre 1984 par l'Association Internationale des Statisticiens d'Enquête ;

- d'autre part, à étudier de façon systématique, les méthodes d'estimation du secteur non structuré dans les comptes nationaux. Plus encore que dans le domaine de l'emploi, ces règles ne sont pas codifiées ni écrites, et il s'agit donc d'en dresser l'inventaire, et les résultats ;

- la mise en regard des deux démarches précédentes est à l'origine de la thèse selon laquelle le secteur non structuré est une poche de sous-emploi où les activités sont peu productives et faiblement rémunérées. C'est pourquoi un rapprochement s'impose avec les données directement collectées par voie d'enquêtes.

1 - Approches macro-économiques du secteur non structuré

1.1. Les statistiques de l'emploi et le secteur non structuré

On a coutume d'analyser la situation de l'emploi dans un pays, à partir des seules statistiques de ménages (Recensements de Population lorsque les questions sur l'activité sont exploitées ; Enquêtes par sondage auprès des Ménages, lorsqu'il en existe). Ces sources permettent en général une bonne connaissance relative de la population active, occupée et en chômage ; elles fournissent plus rarement la répartition par branche d'activité. Le mérite essentiel de ces sources est d'appréhender le phénomène dans sa totalité, sinon dans son détail, et de servir ainsi de base pour les projections des planificateurs.

En regard de ces statistiques démographiques, les statistiques d'entreprises ont longtemps été négligées : Enquêtes et recensements, statistiques d'origine administrative portant sur les entreprises et établissements économiques sont surtout utilisées en Comptabilité Nationale. Parce que l'exhaustivité de leur couverture est rarement assurée, ces sources sont faiblement exploitées en vue d'éclairer les problèmes de l'emploi. Lorsqu'elles l'ont été (parce que certaines

des informations ainsi collectées sont d'une qualité nettement supérieure : statut, branche d'activité, taille de l'entreprise...), on s'est rarement préoccupé de faire le lien avec les données globales issues des Recensements de Population : l'absence de données sur le secteur informel (ou non structuré) et l'artisanat ne permettait d'ailleurs pas d'aller très loin en ce sens.

De ce fait, les statistiques d'emploi par branche d'activité sont souvent très insuffisantes, et il n'est guère possible de relier les données de population active avec les données de production, ce qui constitue un handicap prohibitif pour le planificateur. Enfin la répartition de l'emploi selon la taille des entreprises, et selon leur statut, sont des éléments issus des statistiques d'entreprises, dont on perçoit mieux aujourd'hui l'importance en matière de définition des politiques d'emploi et d'adéquation formation-emploi.

En ce sens, il est clair qu'une analyse comparative systématique des diverses sources d'information disponibles est une orientation majeure permettant d'éclairer d'un jour nouveau les phénomènes de l'emploi, du sous-emploi et du chômage. Sans doute les variations dans les concepts, définitions, nomenclatures, méthodes d'observation et champs d'investigation, rendent-elles difficiles de telles comparaisons. Mais cet obstacle une fois surmonté, on s'aperçoit que les modalités d'appréhension des phénomènes peuvent en être radicalement modifiées, et les méthodes de prévision et de planification considérablement améliorées.

L'appréhension directe (par voie d'enquêtes) ou indirecte (par l'analyse comparative) du secteur non structuré pose des problèmes tout aussi délicats de définition et de champ d'investigation.

S'il existe de nombreuses définitions du secteur non structuré, en particulier lorsqu'elles sont établies a posteriori sur la base d'une pluralité de critères, en revanche les définitions empiriques a priori destinées à déterminer le champ de l'investigation partent en général toutes du même principe : appartiennent au secteur non structuré toutes les activités non agricoles qui ne ressortissent pas au secteur moderne, c'est-à-dire qui ne sont pas couvertes par les statistiques d'entreprises (statistiques d'enquêtes ou administratives). Parfois ce principe revient à un critère de taille (nombre d'emplois), mais le plus souvent il s'agit d'un critère de tenue de comptabilité qui rend évidemment difficiles les comparaisons internationales.

1.1.1. Inventaire des sources d'information sur l'emploi et le secteur informel ou non structuré

Les inventaires ne consistent pas seulement en une simple liste des sources, mais en la description détaillée de ces sources pour tout ce qui touche les problèmes d'emploi selon la grille suivante :

Source : - recensements et enquêtes auprès des ménages

(Recensements de Population, enquêtes sur l'emploi auprès des ménages ; autres enquêtes auprès des ménages...);

- recensements et enquêtes auprès des entreprises ou des établissements (Recensements d'établissements, enquêtes annuelles d'entreprises, enquêtes sur le secteur non structuré...);

- sources administratives et fichiers (Caisse de Sécurité sociale, déclarations de salaires, fichier des patentes, déclarations fiscales, etc.)¹

Critères descriptifs : date des opérations, périodicité, objectifs, champ géographique et socio-économique, concepts, définitions, unités d'observation, nomenclatures, questionnaires ou support des informations, fiabilité, utilisations, résultats disponibles, publications... Pour les fichiers, on précisera également les méthodes de mise à jour et l'interconnexion éventuelle avec d'autres fichiers.

La description doit être détaillée et approfondie : en particulier, les concepts et définitions sont précisés en se référant éventuellement au manuel d'instructions aux enquêteurs ; par exemple, les enquêteurs ont-ils reçu l'instruction de vérifier si les femmes s'étant déclarées "au foyer" donc inactives, n'exerçaient pas en réalité une activité économique en tant qu'aides familiales ou indépendantes ?

La description doit être faite en vue de faciliter l'analyse comparative, en précisant par exemple les modalités de passage d'une nomenclature à l'autre.

¹ Ces énumérations ne sont données qu'à titre indicatif. Tout complément ou toute précision jugés utiles à la connaissance du phénomène étudié sont les bienvenues.

1.1.2. Approches du secteur non structuré à travers les enquêtes sur l'emploi et les Recensements de Population

Les enquêtes sur l'emploi auprès des ménages et les recensements de population sont mis à contribution dans la mesure où les concepts et nomenclatures utilisés, et les données collectées, permettent une certaine perception du secteur non structuré.

C'est le cas par exemple, des activités dites marginales dans les enquêtes tunisiennes.

Mais on pense ici particulièrement au statut dans la profession (indépendant, patron avec tant de salariés, aide familial...), au mode d'exercice de l'activité (domicile, avec local ou sans local...), au rythme d'activité (temps plein, temps partiel, avec un ou plusieurs employeurs...) et bien sûr à la catégorie professionnelle, tous critères qui, croisés entre eux, ou par leur propre détermination, peuvent éclairer le champ de certaines catégories d'artisans ou de commerçants, ou d'activités "non structurées" d'une façon générale.

1.1.3. Présentation d'enquêtes ou de sources originales

Dans les pays où des enquêtes spécifiques ont couvert le champ de l'artisanat, du petit commerce du secteur non structuré ou informel, une présentation détaillée doit être faite de ces enquêtes, selon le canevas précédemment proposé, et en insistant sur la présentation des résultats, les objectifs poursuivis et les utilisations de l'enquête, et les comparaisons avec le secteur moderne.

La limitation de ces enquêtes à la capitale ou à une ou plusieurs grandes villes (ou au contraire au milieu rural) ne doit pas empêcher de procéder aux comparaisons avec le secteur moderne.

On donne ci-dessous un premier inventaire des sources originales actuellement disponibles sur le continent africain. Il est évidemment très souhaitable que de tels inventaires descriptifs soient réalisés sur le continent latino-américain et le continent asiatique. Les enquêtes réalisées en Afrique sur le secteur non structuré sont les suivantes :

- les enquêtes du Bureau International du Travail réalisées à travers le Programme des Emplois et des Compétences Techniques en Afrique (PECTA), dans les villes de Nouakchott, Lomé, Ouagadougou,

Yaoundé, Bamako, Kigali. Ces enquêtes ont été réalisées selon des méthodologies comparables et sont donc susceptibles de comparaisons directes ; on peut y associer les enquêtes du Centre d'économie du Développement de l'Université de Bordeaux sur Bangui, Abengou ;

- l'enquête du PECTA sur la ville de Niamey ;
- les enquêtes nationales réalisées en Tunisie ;
- le recensement des Etablissements réalisé en Côte d'Ivoire ;
- les enquêtes sur l'artisanat réalisées au Sénégal, ainsi que diverses enquêtes plus ponctuelles ;
- les diverses investigations indirectes permettant d'approcher l'importance du secteur non structuré : Djibouti, Egypte, etc. Ces dernières présentations nous introduisent à l'analyse comparative des sources de données sur l'emploi.

Plus rarement les sources autres que les enquêtes ont pu faire l'objet d'exploitations systématiques et spécifiques en vue de dénombrer le secteur non structuré : c'est le cas par exemple du fichier des patentes en Côte d'Ivoire.

Ces expériences ne doivent pas être négligées, même si elles sont rares.

1.1.4. Analyse comparative des sources

Qu'ils aient mené ou non des investigations spécifiques sur le secteur non structuré, un certain nombre de pays ont procédé à des analyses comparatives de sources de données sur l'emploi, afin d'en faire ressortir le volume d'emploi que représente le secteur non structuré. On peut citer entre autres les cas de la Tunisie, de la Côte d'Ivoire, du Togo, de l'Egypte, du Maroc, de l'Algérie...

La description des diverses sources disponibles énumérées et analysées au point 1 doit permettre de faire ressortir les principales composantes de l'emploi non agricole au niveau national, à savoir :

- administration ;
- secteur public et à participation publique ;
- secteur privé moderne ;

- secteur non structuré des petits établissements ;
- secteur non structuré non localisé en établissements.

Et cela, par branche d'activité.

Sans doute n'est-il pas toujours possible de descendre jusqu'à un tel degré de détail, mais la présentation de cas précis doit conduire à examiner dans quelle mesure de telles analyses sont possibles pour d'autres pays.

Ce découpage de l'emploi entre ses diverses composantes est un élément important pour l'amélioration de la planification de l'emploi qui peut être considérée comme l'un des principaux objectifs poursuivis par l'approche statistique du secteur non structuré.

1.2. Le secteur non structuré dans les Comptes Nationaux et le niveau des revenus

En l'absence de données spécifiques sur le secteur non structuré, le Comptable national procède généralement à des équilibres ressources-emplois ou utilise des techniques particulières selon les branches d'activités, en vue d'estimer la contribution des diverses branches à la formation du Produit National.

L'inventaire de ces méthodes est un exercice permettant d'approcher de façon critique les Comptes Nationaux. Etant donné que ces méthodes - contrairement à ce qui se fait de plus en plus couramment dans le domaine de l'emploi - ne sont généralement pas codifiées, ni écrites, leur relevé systématique ressortit, d'une certaine manière, à l'enquête anthropologique. A l'instar de ce qui a été fait en Côte d'Ivoire, une telle investigation pourrait revenir aux statisticiens ou aux assistants techniques en poste et pourrait prendre la forme d'un questionnaire systématique envoyé aux services de la Comptabilité Nationale, sur le modèle de ce qu'avait tenté le service de Coopération de l'INSEE sur le champ beaucoup plus large de l'élaboration des Comptes Nationaux.

D'une façon générale, les Comptes ne distinguent pas entre le secteur non structuré et le secteur moderne : le relevé des méthodes spécifiques ne fournit donc pas immédiatement l'estimation du secteur non structuré dans les Comptes Nationaux. Il convient donc de dresser parallèlement, branche par branche, les données statistiques disponibles sur le secteur moderne (fournies, selon les pays,

par les enquêtes industrielles, les déclarations statistiques et fiscales, etc.). C'est en comparant ces données avec les estimations globales des Comptes que l'on pourra faire ressortir le solde comptable à comparer avec les statistiques d'emploi correspondantes.

C'est ici l'occasion de comparer les résultats obtenus à partir des estimations de Comptabilité Nationale, avec les très nombreuses études qu'a suscitées le secteur non structuré : études du BIT sur les villes africaines, mais aussi études sectorielles ou de branches. Le bilan de ces études, nécessaire dans le domaine anthropologique, l'est aussi dans le domaine statistique : nombre de ces études débouchent en effet sur des données quantitatives. Mais le bilan proposé doit être critique, car un certain nombre de ces données quantitatives n'ont pas été élaborées sur des bases scientifiques sûres. En particulier, les données dont les conditions de collecte et d'élaboration n'auront pas été suffisamment précisées, devront être rejetées.

Passant de la valeur ajoutée aux revenus, et usant des mêmes précautions, il est indispensable de comparer les données quantitatives dont on dispose à partir des résultats des enquêtes spécifiques sur le secteur non structuré, tant en ce qui concerne les revenus salariaux que les revenus non salariaux. Afin de comparer ce qui est comparable, on prendra soin de préciser :

- la définition du secteur non structuré ;
- la taille de l'échantillon et sa représentativité (branche, région) ;
- l'année de la collecte et pour cette même année, un certain nombre d'indicateurs tels que le SMAC, le revenu agricole moyen, le SMIC, le salaire moyen du secteur moderne, le salaire moyen de la fonction publique, ou tout autre élément de comparaison disponible ;
- le contenu de la notion de revenu : salaires avec ou sans les apprentis, avec ou sans les primes, avec ou sans les charges sociales ; revenus non salariaux, après défalcation des salaires fictifs des aides familiaux et du patron, ou/et de la rémunération du capital ?

A ce point de l'investigation, il n'est pas possible de préciser si les revenus dans le secteur non structuré sont à un niveau de subsistance ou non. La réponse à cette question dépend de deux facteurs :

- la définition du secteur non structuré : jusqu'ici l'on ne s'est préoccupé que de la définition donnée par les auteurs des enquêtes examinées. Il conviendra de revenir ultérieurement sur ces définitions, mais on insistera ici sur le champ plus ou moins large des concepts utilisés ;

- le niveau des revenus des ménages : les enquêtes budget-consommation permettent-elles de déterminer le niveau de revenu des ménages dont le chef (ou dont un membre) est entrepreneur ou salarié du secteur non structuré ? Permettent-elles par ailleurs de définir un seuil de pauvreté (ou de subsistance) ?

* * *

Sources de données sur l'emploi, sources de Comptabilité Nationale, enquêtes spécifiques sur le secteur non structuré, enquêtes budget-consommation... Dans nombre de pays, de telles enquêtes n'existent pas ou fournissent des données insuffisamment précises pour l'objet qui nous concerne. Dès lors l'approche anthropologique peut jouer un rôle déterminant pour la compréhension du secteur non structuré. Et même si les enquêtes existent, l'éclairage qu'elle donne peut permettre une meilleure appréhension et compréhension des données statistiques macro-économiques.

2 - Approches anthropologiques du secteur non structuré

Les monographies de métiers

La recherche du quantitatif pour lui-même, et dans des conditions de représentativité rarement probantes ou suffisantes, a largement occulté la recherche qualitative de type anthropologique, dans le domaine du secteur non structuré. On ne s'est intéressé jusqu'ici qu'aux enquêtes déjà réalisées, les moyens ou l'opportunité d'en effectuer en vraie grandeur faisant souvent défaut. En revanche, les monographies de métiers, procédant par interview au magnétophone d'un petit nombre d'entrepreneurs, constituent un domaine où la recherche de terrain est en principe accessible à chacun, et où des méthodologies personnelles peuvent être mises en oeuvre de façon originale.

Les interviews d'artisans de la production et des services, et de travailleurs des petits métiers (vendeurs de rues...) doivent être réalisées dans la langue des intéressés. C'est parce que cette règle de base n'a pas été observée que l'on ne dispose que de très peu de données qualitatives valables. Il est vrai qu'elle est difficile à mettre en oeuvre. Mais le recueil de telles données est une tâche

essentielle si l'on veut avancer dans la compréhension du fonctionnement et du rôle du secteur non structuré.

Les interviews concernent l'individu en tant que chef d'entreprise d'une part, et en tant que chef (ou membre) de ménage d'autre part. L'objet des interviews porte essentiellement sur cinq thèmes :

- biographie ou itinéraire de l'artisan ou du travailleur : comment est-il parvenu à l'activité qu'il exerce aujourd'hui ? Comment a-t-il réussi à s'installer à son compte ?

- modalités de l'apprentissage, et contenu de la formation dispensée ;

- relations de travail au sein de l'atelier et entre les ateliers : apprentis, diverses formes de salariat ou de dépendance, échanges de travail et de main-d'oeuvre ;

- quantification et mesure de la production et des revenus des petits entrepreneurs. Comment poser les questions permettant d'y parvenir ?

- le revenu du petit entrepreneur du secteur non structuré dans l'ensemble des revenus du ménage : utilisation des revenus, notamment en dépenses cérémonielles, ostentatoires ou improductives ?

Etant donné que ces interviews doivent être réalisées dans les principales branches d'activité, aussi bien pour les activités sédentaires, l'échantillon ne devra pas être très important, mais devra être varié quant à la taille des ateliers, à la composition de leur main-d'oeuvre, à leur localisation.

L'ensemble des matériaux ainsi recueillis et traduits pourraient être analysés de façon systématique et comparative, et être mis à la disposition des chercheurs, au même titre que les données quantitatives.

3 - Le secteur non structuré dans la théorie et la politique du développement. Apport des recherches récentes à la théorie du secteur non structuré

On peut s'interroger sur la place et le rôle attribués au secteur non structuré dans et par les théories et les politiques courantes du développement économique, et sur les remises en cause de cette place et de ce rôle - ou au contraire sur leur confirmation - à travers les recherches récentes, et en particulier à la lumière des données empiriques collectées dans les enquêtes précédemment énumérées.

Sans prétendre à l'exhaustivité, les points qui méritent interrogation sont les suivants :

- les modèles dualistes ou trialistes et les modèles fonctionnels : de quelles données empiriques dispose-t-on réellement aujourd'hui sur la question des relations de dépendance ou de concurrence entre le secteur non structuré et le secteur moderne ou capitaliste ?

- les définitions du secteur non structuré et les critiques empiriques que l'on peut en faire ;

- les théories du secteur de subsistance et de l'involution : que ressort-il des enquêtes en ce qui concerne le sous-emploi et la productivité dans le secteur non structuré ? Qu'en est-il du niveau des revenus salariaux et non salariaux, et de leurs évolutions ?

- les théories du secteur de transition et du secteur intermédiaire : que sait-on de l'utilisation des revenus dans le secteur non structuré ? Y a-t-il des exemples d'accumulation ou au contraire de stérilisation en dépenses improductives ?

- les politiques à l'égard du secteur non structuré : ignorance, négation ou promotion. Les enquêtes permettent-elles de dresser un bilan des avantages et des inconvénients du laisser-faire, de la réglementation, de l'interventionnisme en matière de promotion et d'aide ?

- une dernière question pourrait être la suivante : si, comme cela semble être le cas, il est possible de soutenir des thèses aussi différentes sur le secteur non structuré, est-on certain de parler de la même chose ? N'est-il pas nécessaire de revenir aux diverses définitions utilisées dans la pratique afin d'examiner la comparabilité des champs couverts par l'investigation ?

L'essentiel reste d'étayer toute thèse présentée ou toute affirmation par des données empiriques dont on précisera toujours la façon dont elles ont été collectées (concepts, champ, méthode). Toute affirmation non ainsi étayée doit être clairement présentée comme hypothèse nécessitant une vérification empirique. On doit exclure les argumentations abstraites dont le caractère péremptoire évite en général d'avoir à en démontrer le bien-fondé : il ne suffit pas de prétendre que telle thèse ou telle méthode de collecte est fondée sur le dualisme pour éviter d'aller plus avant dans son examen ; le problème n'est pas

de savoir si telle thèse est dualiste ou marxiste, mais si elle a été ou non démontrée empiriquement et de façon convaincante.

I GENERALITES

A Références théoriques

L'ECONOMIE INFORMELLE

ADAIR Ph.

Anthropos, Paris, 1985, 100 p.

L'excellent ouvrage succinct que nous livre ici Philippe Adair permet de faire le point sur la plupart des discussions, des thèmes de recherche et des méthodes d'évaluation qui ont cours aujourd'hui à propos de l'économie informelle, plus souvent qualifiée de souterraine dans les pays industrialisés, seuls à être considérés par l'auteur. Les diverses orientations ainsi mises en lumière sont resituées dans les grands courants des théories économiques, démarche qui est loin d'être inutile, même si elle donne parfois un aspect quelque peu scolaire à la présentation.

Une typologie des modes de production et d'échange informels est tout d'abord établie à partir de trois critères : le caractère monétaire ou non de l'activité, l'aspect de réciprocité ou de redistribution qui lui est conféré, et enfin le caractère licite ou illégal de l'activité. Cette présentation a le mérite de montrer que l'économie informelle ne se réduit pas aux seules activités marchandes illicites (drogue, jeux, prostitution) ou à l'exercice illicite d'activités licites (travail noir, travail clandestin). L'explosion ou la redécouverte de l'autoproduction (bricolage, jardinage, ...) dont le travail domestique est partie intégrante, et de l'entraide (parentèle, voisinage, associations, ...) donne à ces formes de production ou d'échange une importance renouvelée.

La théorie néo-classique du marché du travail serait, selon l'auteur, impuissante à expliquer la montée du travail noir, les études empiriques ne démontrant pas le rôle du chômage volontaire indemnisé, de la segmentation du marché du travail ou encore de la pression fiscale. Sur ce dernier point cependant, le fait que l'évasion fiscale soit une caractéristique inhérente à certaines professions n'est pas un argument suffisant, et les coefficients de redressement du CERC (Centre d'Etude des Revenus et des Coûts), calculés en forme de palmarès pour les professions indépendantes, peuvent très bien se

modifier ou s'aggraver ; et les salariés ne restent pas à l'écart de ce type de comportement.

Quant à la théorie du consommateur, son utilisation nécessite la conversion du temps en argent : le travail domestique évalué en terme de coûts d'opportunité aurait ainsi représenté entre 37 et 46 % du revenu moyen disponible des ménages en 1974. Mais le temps domestique est discontinu, et la maximisation de l'utilité sous contrainte de coûts ne peut intervenir.

Les approches macro-économiques, quant à elles, se sont efforcées de mesurer le phénomène selon plusieurs méthodes :

1. l'évaluation de l'écart entre revenu et dépense (les coefficients de redressement du CERC en sont issus) ;

2. l'estimation à partir des agrégats monétaires : masse monétaire et vitesse de circulation sont comparées à une période dite normale dont on sent immédiatement que le choix est capital : Gutmann évalue ainsi l'économie souterraine aux USA de 11 à 14 % du PNB en 1976-79 (dont 1/3 d'activités illégales et 1/2 de travail noir), cependant que Feige l'évalue à la même date entre 22 et 33 %. Passant de la théorie quantitative de la monnaie à la théorie néo-quantitative, Tanzi élabore une fonction de demande de monnaie qui lui permet d'estimer le travail noir à 4,4 % du PNB des USA en 1976 ; de façon comparable, Barthélémy l'évalue à près de 6,7 % en 1979 en France ;

3. une troisième méthode consiste à comparer la population active et la population occupée à laquelle on ajoute les chômeurs répertoriés. Le Bureau International du Travail arrive ainsi à la conclusion que l'économie clandestine représentait en 1977 de 3 à 5 % de la population active de l'OCDE. On remarquera ici que seule cette méthode paraît utilisable dans les pays en développement où les statistiques d'emploi sont généralement plus fiables ou, à tout le moins, plus nombreuses que celles portant sur les revenus ou la monnaie ;

4. enfin le travail domestique, bien que non pris en considération par la comptabilité nationale, a fait l'objet d'estimations depuis quelques années. Les travaux d'A. Chadeau et A. Fouquet, pour la France, sont bien connus, qui aboutissent à la conclusion que le travail domestique représenterait 32 % du PIB en l'évaluant au coût du travail sur le marché, à 41,5 % en l'évaluant au coût des biens et services sur le marché, et à 50 % (77 % avec les cotisations sociales) en l'évaluant au coût d'opportunité.

Néanmoins, ces analyses et ces estimations échouent à représenter une vision dynamique du phénomène, laquelle devrait décrire "les rétroactions du formel sur l'informel (marché du bricolage et de l'autoproduction), les bifurcations (de l'entraide au travail noir), les dissipations (l'autoconsommation des ménages) qui affectent les modes de production et d'échanges informels soumis au magnétisme (de l'économie formelle)".

Refusant de voir dans l'économie informelle une solution à la crise de régulation que connaissent nos économies, l'auteur -proche des travaux de l'Observatoire du Changement Social de H. Mendras et J. Lautman- voit dans une sociologie de l'autonomie et de la convivialité, une alternative à cette incapacité de l'analyse économique à saisir la dynamique du phénomène et de ses protagonistes.

Les pratiques de travail libre comme apprentissage avant l'installation à son propre compte, de production de valeurs d'usage et de convivialité, se combinent et se traduisent en stratégies d'acteurs : stratégies contraintes de chômeurs, de femmes, de retraités, stratégies parasitaires ou délinquantes ou utopiques pour lesquelles le temps est préféré à l'argent, la réciprocité à l'équivalence...

L'économie informelle apparaît ainsi comme l'émergence de nouveaux rapports sociaux, la recomposition d'un tissu social. Mais cette approche ethnographique n'est pas quantifiable et l'extrapolation ou la généralisation ne se fait qu'à partir de cas exemplaires. De sorte qu'à l'issue de cette lecture stimulante, l'on reste un peu sur sa faim et l'on est amené à regretter l'acceptation par l'auteur de ce no-bridge apparent entre l'économie et l'anthropologie, dont on sait pourtant que le franchissement peut être un gage de progrès dans la connaissance et la compréhension des phénomènes socio-économiques tel que l'économie informelle.

Un excellent petit ouvrage donc, malgré cette insatisfaction finale. Parfois un peu touffu et incohérent dans sa présentation. Une bibliographie assez fournie mais d'utilisation très peu pratique.

**SECTEUR INFORMEL OU NON STRUCTURE : DES APPELLATIONS
CONTESTEES**

AKINDES F.A., COUTY Ph., OUDIN X., CHARMES J.

in *Abordages*, n° 2, AMIRA, Paris, Décembre 1986, 15 p.

**A DUALISTIC LABOUR SYSTEM ? A CRITIQUE OF THE INFORMAL SECTOR
CONCEPT**

BREMAN J.

in *Economic and political weekly*, vol. II, n° 48, pp. 1870-1876, n° 49, pp. 1905-1908 et n° 50, pp. 1939-1944, Novembre-Décembre 1976

THE INFORMAL SECTOR IN RESEARCH : THEORY AND PRATICE

BREMAN J.

in *Comparative Asian Studies Programme*, CASP, Erasmus University, Rotterdam, 1980

La critique de J. Breman part de la constatation qu'il existe des barrières à l'entrée du secteur informel. Les emplois sont comptés et ceux qui n'utilisent aucun capital ont des revenus informels. Beaucoup d'activités du secteur informel sont contrôlées par des groupes, identifiés par leur appartenance ethnique, villageoise ou de caste ou bien encore de tradition mercantile. Ils n'acceptent pas les nouveau-venus. Le marché du travail n'est pas dualiste, il est fragmenté par des particularismes.

Breman propose une division de la population économiquement active entre travailleurs salariés et petite bourgeoisie appartenant au secteur formel d'une part et les non-protétaires et les très pauvres du secteur informel d'autre part. Ces pauvres urbanisés habitent les bidonvilles aux pourtours des grandes villes.

Pour le secteur informel, les biens et services sont fabriqués par des pauvres pour des pauvres. Ils sont de mauvaise qualité et de faibles prix. 80 % des

ressources vont à l'alimentation, 20 % à l'habillement et aux biens et services à bon marché (barbiers, petits restaurants, cinémas). La sous-traitance commandée par le secteur formel s'opère dans un contexte de concurrence féroce et à bas prix. Les biens sont ensuite assemblés et revendus plus chers dans le secteur moderne, ce qui augmente d'autant la marge bénéficiaire des grandes firmes.

L'existence du secteur informel tient à la capacité du secteur moderne d'y insuffler des emplois. Elle a pour origine les migrations rurales-urbaines, la surpopulation, et la faible productivité du secteur agricole.

Breman (dans son article paru en 1976) affirme que la structure du marché du travail en vigueur dans les pays développés ne correspond pas exactement au modèle probabilistique de migrations rurales-urbaines, développé par Todaro.

Il accepte la bi-sectorisation mais refuse l'idée d'une mobilité de l'informel au formel. Le marché du travail est compartimenté.

THE URBAN INFORMAL SECTOR. CRITICAL PERSPECTIVES ON EMPLOYMENT AND HOUSING POLICIES.

BROMLEY R.

Oxford , Pergamon Press, 1979, 170 p.

Ouvrage collectif privilégiant une approche interdisciplinaire sur le secteur informel.

Les études de cas se rapportent à l'Inde, au Brésil, au Nigéria, au Sénégal, à la Colombie et au Chili. (Tableau et bibliographie).

Ce livre est la réédition du numéro spécial de la revue "World Development" (vol. 6, n° 9-10, 1978), consacré au secteur non structuré. Les articles qu'il contient ont, pour la plupart, été présentés à la conférence sur "le secteur non structuré urbain dans le Tiers-Monde", organisée par l'Institute of British Geographers à Londres, le 19 mars 1977. Il contient douze contributions que l'on peut classer en trois parties :

1. discussions sur le concept de secteur non structuré et son application dans les politiques de développement ;

2. études à l'échelle de la nation, sans collecte originale de données ;
3. études spécifiques, à la suite de travaux sur le terrain.

Ray Bromley se situe d'emblée dans une perspective critique du concept de secteur non structuré, en présentant neuf déficiences majeures de l'analyse dualiste, sans pour autant en conclure ouvertement à un manque de pertinence du concept. Puis, il cherche les raisons de sa rapide diffusion, qui tiennent d'après lui à la nécessité, pour l'opinion libérale et les institutions internationales, de trouver des réponses à la pauvreté croissante dans les villes du Tiers-Monde ; ce sont les études puis les recommandations du BIT qui en ont été le véhicule. Deux longs articles reprennent plus en détail les termes de ce débat, l'un (C. Moser) estimant que le concept de petite production marchande est plus satisfaisant, l'autre (V.E. Tokman) se concentrant sur l'évolution probable du secteur non structuré, à travers l'étude de ses relations avec le secteur moderne. Les implications de ces choix théoriques pour les politiques de développement sont fréquemment soulignées.

La seconde série des contributions débute par une analyse des marchés du travail dans le Sud de l'Inde (B. Harris). Relatant le fonctionnement de ces marchés (partie très intéressante) d'après les travaux de trois sociologues, l'auteur en arrive à la conclusion que la dichotomie structuré/non structuré est sans valeur dans la pratique ; en effet, le marché non structuré du travail comprend beaucoup d'éléments de "structuration" (par exemple, le contrôle de l'embauche dans des professions castées). Les trois autres contributions de cette partie ne se situent pas vraiment dans l'optique du secteur non structuré. L'une (H.C. Tolosa) s'intéresse aux causes de la pauvreté au Brésil, et aux effets des investissements "sociaux". Les deux autres ont trait au problème du logement des personnes à bas revenus ; il s'agit d'un débat (entre R. Burgess et J. Turner) sur les politiques de logement (avec référence à l'Amérique Latine) et la construction spontanée ("self-housing").

Quatre études de cas, à Dakar, Cali(Colombie) et Santiago concluent cet ouvrage. Chris Gerry situe d'emblée les petits producteurs dans l'ensemble de l'économie sénégalaise, laquelle est d'ailleurs largement dépendante de l'extérieur. Il insiste sur les liens entre la petite production et les grandes maisons de commerce ou industries manufacturières. C'est le secteur capitaliste qui retire tous les bénéfices de ces relations (entretien et reproduction de main-d'oeuvre à bas prix, monopole sur les biens d'équipement, etc.). Gerry donne un exemple de la subordination des petits producteurs : il explique comment l'entreprise

Bata a réussi à obtenir le monopsonne du cuir fin importé, grâce à la protection du gouvernement, pouvant ainsi casser la concurrence des petits producteurs. Il conclut sur l'accélération du sous-développement et l'appauvrissement des petits producteurs.

Deux études sur Cali soulignent également la subordination des travailleurs indépendants vis-à-vis des grandes entreprises. Ray Bromley est pessimiste sur les possibilités de défendre les commerçants de rues, en raison de multiples intérêts divergents et de l'attitude négative des élites. Chris Birbeck décrit un cas d'organisation d'une profession informelle qui donne à ses membres des revenus non négligeables, et qui est utile à l'économie. Mais il ne voit pas de quelle manière il pourrait y avoir de progrès. Enfin Victor E. Tokman montre comment les petites alimentations de quartier sont capables de concurrencer les grands magasins, et pense que, bien qu'à long terme on ne sache pas comment les petits pourront survivre, il ne fait pas de doute qu'ils sauront s'adapter aux évolutions du marché à moyen terme.

CASUAL WORKS AND POVERTY IN THE THIRD WORLD CITIES.

BROMLEY R.J., GERRY Ch.

Chichester, Willey and Sons, 1981, 323 p.

Ce livre aborde l'étude du secteur non structuré dans le cadre d'une réflexion sur la pauvreté dans les pays en voie de développement. Le travail occasionnel ("casual work") est défini comme le moyen par lequel des individus essaient de subvenir à leurs besoins, sans aucune sécurité de revenu ou d'emploi. Ceci inclut le travail indépendant et toutes formes d'activités, productives ou non, légales ou non, qui permettent à ces gens là de vivre. Ray Bromley distingue quatre formes de travail : "occasionnel" : travail à la tâche, ou à la journée (ou semaine ou mois), sans aucune assurance de continuité ; "salariat déguisé" qui est le travail pour une entreprise, sans assurance de stabilité, le plus souvent illégalement ; le travail dépendant, qui comprend des travailleurs non salariés dépendant d'entreprises soit pour leur fourniture d'équipement ou de matières premières, soit pour la vente de leur production ; enfin, les vrais travailleurs indépendants, qui, s'ils sont soumis aux conditions générales du marché, ont le choix de leur approvisionnement et de leur clientèle.

Reprenant un terme utilisé à propos des classes pauvres de l'Angleterre du XIXème siècle Bromley définit l'ensemble des classes sociales dont la vie dépend du travail occasionnel comme "casual poors". D'après lui, ce terme à l'avantage de ne pas être défini par négation par rapport à quelque chose d'autre, comme c'est le cas pour le terme "non structuré".

Quatre études générales composent la première partie, s'inscrivant tout à fait dans le cadre défini en introduction. On est finalement assez proche des thèses sur la marginalité, dont l'étude macro-économique au Brésil nous fournit un nouvel exemple ; Rob Davies utilise cependant le concept de secteur non structuré, pour bâtir un modèle théorique sur la base d'une étude en Rhodésie (Zimbabwe). Ce modèle, refusant d'adopter des vues dualistes, insiste sur l'unité du système économique, à travers les relations de subordination du secteur non structuré vis-à-vis du secteur moderne. Répudiant ainsi une vision dichotomique, Mac Ewen Scott décrit plus précisément qui sont les "indépendants" et propose une typologie, afin de permettre une théorisation (son étude s'applique à la ville de Lima).

Huit études de cas apportent des précisions sur les formes d'emplois occasionnels. Ces travaux insistent le plus souvent sur la dépendance des travailleurs occasionnels et sur les processus de prolétarianisation.

DEBAT ACTUEL SUR LE SECTEUR INFORMEL

CHARMES J.

in *Revue Tiers-Monde*, t. XXVIII, n°112, Oct-Déc. 1987, pp 855-875, (bibliographie)

Après examen des divers types de définitions du secteur informel, les données disponibles sur ce secteur et les thèses qui en sont issues sont passées au crible des concepts et des méthodes de collecte qui les sous-tendent et qui, la plupart du temps, ne peuvent qu'aboutir à des données confortant les hypothèses de départ.

Biais des évaluations indirectes de l'emploi et de la production, biais relatif au concept de salariat, biais relatifs aux méthodes directes de saisie de la production et des revenus, amènent à réévaluer la place et le rôle du secteur

informel dans les économies en développement et à réexaminer les thèses sur le fonctionnement du marché du travail, la facilité d'entrée et l'accumulation.

**SECTEUR INFORMEL ET INDUSTRIALISATION DIFFUSE DANS LES
NOUVEAUX PAYS INDUSTRIELS**

Cahiers IREP DEVELOPPEMENT, n° 9

Grenoble, Institut de recherche économique et de planification du développement, 1985, 272 p.

Actes de conférences sur le rôle économique du secteur informel dans les pays semi-industrialisés.

Etudes de cas de l'industrie textile, de l'industrie automobile en Egypte, au Brésil, dans les pays arabes.

Le secteur informel en Colombie et au Brésil.

**"CONTRADICTION DANS L'ANALYSE OU DANS LA REALITE ?" ET
"ALLOCATION DE LA FORCE DE TRAVAIL ET EXCEDENT RELATIF DES
TRAVAILLEURS"**

COING H., LAMICQ H., MALDONADO C., MEUNIER Ch.

in *Vivre et survivre dans les villes africaines*, IEDES, PUF, Paris, 1982, pp. 50-62
et pp. 174 à 192

INTERNATIONAL WORKSHOP ON WOMEN IN THE INFORMAL SECTOR

COMMONWEALTH SECRETARIAT

Londres, 1984

LA MOBILISATION DE LA FORCE DE TRAVAIL DANS LES PAYS SEMI-INDUSTRIALISES

COURLET C.

in *Secteur informel et industrialisation diffuse dans les nouveaux pays industriels*, Cahiers IREP n° 9, Université des sciences sociales de Grenoble, 1985

L'extension du salariat dans les PVD ne signifie qu'une salarisation partielle de l'économie. Les pays semi-industrialisés qui recensent un secteur informel important sont l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, les Philippines, la Colombie, la Thaïlande, la Tunisie...

Malgré l'hétérogénéité des formes d'organisation du travail et de reproduction des travailleurs, le secteur informel ne peut être assimilé à des survivances pré-capitalistes ; il ne peut être ramené à la notion d'armée industrielle de réserve ; le secteur informel accomplit des fonctions économiques essentielles qui rendent possibles des formes spécifiques de valorisation du capital. Ce secteur se caractérise en même temps par certains degrés de liberté par rapport au modèle dominant d'organisation de la production et du travail industriel.

LES ECONOMIES NON OFFICIELLES

GREFFE X. et ARCHAMBAULT E. (eds)

PUF, 1982

INFORMAL INCOME OPPORTUNITIES AND URBAN EMPLOYMENT IN GHANA

HART J. K.

in *Journal of Modern African Studies*, vol. II, 1973, pp. 61-89

Le premier auteur à aborder l'analyse du secteur informel. Son article reprend un rapport présenté sous le même titre, à la Conférence sur le chômage en Afrique (Institute of Development Studies), Sussex, Septembre 1971.

Son approche renouvelle la théorie économique du développement caractérisée par la distinction entre un secteur moderne et un secteur traditionnel.

Le secteur moderne est la conséquence de l'investissement étranger et du transfert de technologies.

Le secteur traditionnel est celui de l'économie locale non modernisée par le capital.

Hart redéfinit le nom des deux secteurs : formel et informel. Il souligne l'existence, dans le secteur informel, de petites entreprises et de l'auto-emploi, de même que la sous-estimation statistique des données de ce secteur.

Le renouveau de la théorie du dualisme sectoriel acquiert sa légitimité dans le rapport du Programme Mondial pour l'emploi.

Les prémisses de la théorie partent du constat de quatre déséquilibres :

a. Déséquilibre entre l'emploi productif créé par l'économie dans son ensemble et le nombre des demandeurs d'emploi.

b. Déséquilibre des ressources entre le "centre" et la "périphérie" et entre les zones urbaines et rurales. La ville attire des ruraux qui émigrent. Mais le pouvoir d'attraction des centres urbains est disproportionné par rapport aux possibilités d'emploi offertes par ceux-ci.

c. Déséquilibre entre le nombre d'enfants en âge de scolarisation et le nombre de places à l'école. A cela s'ajoute le décalage entre les orientations académiques et les besoins réels des élèves.

d. Déséquilibre au niveau de la politique économique entre l'absence de soutien accordé au secteur informel par comparaison au secteur formel.

Les 7 caractéristiques du secteur informel sont :

1. - facilité d'accès. Fluidité et mobilité de la main-d'oeuvre.

- point d'entrée en ville pour les migrants qui quittent leurs villages dans l'espoir d'un revenu urbain plus élevé que les revenus de l'agriculture.

- dépendance des réseaux de parents et d'amis déjà installés en ville qui les supportent financièrement et recherchent avec eux des opportunités d'emploi.

- dans l'impossibilité de trouver un emploi dans le secteur formel les migrants entrent dans le secteur informel, conséquence des migrations.

2. Les petites industries appartenant à ce secteur sont des entreprises familiales encore dénommées "cottage industries" qui utilisent des ressources localement accessibles.

3. La taille des opérations est petite. Les marchés ne sont couverts par aucune législation et sont soumis à une compétition intense.

4. Les techniques sont "labour intensive", à forte utilisation de main-d'oeuvre.

5. Les travailleurs ont acquis leurs qualifications grâce à l'apprentissage sur le tas (et non par une éducation officielle)

6. Les activités informelles se sont développées sans support étatique. Le gouvernement les ignore lorsqu'il n'essaie pas de les éliminer ou de leur imposer des restrictions.

7. Les conditions de travail sont déplorables et les revenus si faibles qu'une famille doit faire travailler plusieurs de ses membres afin d'acquérir un minimum de subsistance. Par conséquent, les enfants doivent travailler, leur éducation est sacrifiée pour des tâches répétitives et routinières.

Par opposition, le secteur formel est difficile d'accès : les formes des entreprises privées ou publiques sont légales ; les matières premières et les machines-outils sont importées ; les transactions s'opèrent à grande échelle et les marchés sont régularisés (c'est-à-dire oligopolistiques) et protégés de la compétition par des droits de douane élevés et des systèmes de licences élaborés ; les techniques sont intensives en capital ; les qualifications sont acquises dans le cadre de collèges contrôlés par l'Etat ou d'instituts à vocation professionnelle.

"MIGRATION, UNEMPLOYMENT AND DEVELOPMENT : A TWO-SECTOR ANALYSIS"

HARRIS J. R., TODARO M. P

in *American Economic Review*, 60 (1), Mars 1970, pp. 126-142

Les modèles probabilistiques de migration rurale-urbaine prennent comme hypothèse de base que l'emploi dans le secteur informel est temporaire pour les migrants nouvellement arrivés, qui attendent d'intégrer le secteur moderne. La migration est appréhendée comme un phénomène à deux temps. L'emploi dans le secteur informel sert à financer la période de recherche d'un emploi dans le secteur formel.

Ce modèle est repris par certains économistes mais contesté par d'autres et infirmé par des recherches empiriques.

Dans leur décision d'émigrer, les migrants potentiels pèsent la probabilité d'être sans emploi ou d'être employé dans le secteur informel contre la différence en termes de revenus réels escomptés entre le secteur formel urbain et les zones rurales où ils travaillent. Les prémisses implicites du modèles sont :

1. que le marché du travail urbain est divisé en deux secteurs : le secteur formel avec de hauts salaires fixes et le secteur informel où le taux de rotation est élevé, les salaires bas et l'entrée facile ;

2. que les migrants sont attirés par les opportunités salariales du secteur formel ;

3. que la recherche d'un emploi s'effectue à partir du centre urbain lui-même ;

4. que la participation au secteur informel n'interfère pas de manière significative avec la recherche d'un emploi dans le secteur formel ;

5. que la mobilité d'un secteur à l'autre est possible et se réalise effectivement.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE N° 9**INSEE****numéro spécial sur le secteur non structuré, Paris, 1985**

Le secteur non structuré, ou informel, est constitué par l'ensemble des activités non agricoles qui ne sont pas saisies directement par les statistiques périodiques classiques. De préférence au non enregistrement statistique, le non enregistrement légal (c'est-à-dire le fait, pour des activités, de ne pas satisfaire aux réglementations fiscales, commerciales, du travail, en vigueur) a souvent servi de critère de définition dans les enquêtes. Fréquemment utilisée également dans les définitions, la taille des entreprises ou des établissements est loin d'être harmonisée : si l'on s'entend en général sur le chiffre de 10 (et encore pas toujours), il peut s'agir d'une borne strictement ou non strictement supérieure, portant sur des emplois (patrons compris), des travailleurs (patrons non compris), ou des salariés (aides familiaux et apprentis non compris). Enfin ont été souvent proposées, sinon toujours mises en oeuvre dans les enquêtes, des définitions multicritères faisant intervenir le mode d'exercice des activités, la composition de la main-d'oeuvre, le niveau des immobilisations ou de la technologie utilisée, etc.

En fait, depuis le lancement du Programme Mondial de l'Emploi par le Bureau International du Travail au début des années 70, un très grand nombre d'enquêtes et de recherches empiriques sur le secteur non structuré ont vu le jour et se sont développées sans grand souci d'harmonisation ou de comparabilité. Bien plus, la vogue qu'a connue le concept a été telle qu'elle a donné naissance à une littérature extrêmement abondante, malheureusement pas toujours fondée sur des données empiriques.

De sorte que si l'on veut revenir à la source véritable des données empiriques disponibles sur le sujet, et si l'on veut rester dans des limites bibliographiques raisonnables, il convient -et c'est le parti-pris qui a été adopté dans cette bibliographie- de se limiter :

- aux enquêtes et à leurs méthodes, ce qui exclut les analyses de données au second degré, effectuées sans référence aux méthodes de collecte correspondantes ;

- aux enquêtes portant sur un champ suffisamment large pour pouvoir être considérées comme représentatives de l'ensemble ou d'une large fraction du secteur non structuré, et donc être susceptibles de permettre des généralisations fondées ; ce qui exclut les enquêtes limitées à une branche d'activité ou à un quartier d'une ville, ou portant sur des échantillons trop faibles pour pouvoir être significatifs. Selon le même principe nous n'avons pas inclus les très nombreuses enquêtes sur l'artisanat (limitées en général à l'artisanat de production, traditionnel ou artistique). De ce fait, le nombre des enquêtes répondant aux caractéristiques indiquées est beaucoup plus restreint et susceptible d'être recensé.

Il y a cependant un petit nombre d'exceptions à cette règle, qui s'expliquent par le fait que nous n'avons pas voulu éliminer certaines enquêtes ponctuelles ou partielles des systèmes intégrés dont elles faisaient partie, ou des programmes plurinationaux dont elles relevaient (Kigali, Dakar, par exemple).

Cette bibliographie ne se limite cependant pas aux seules enquêtes et à leurs méthodologies. Il nous a paru en effet indispensable de replacer ces enquêtes dans le contexte des recherches sur l'emploi qui les a générées et sur lequel elles se sont développées. Ce contexte, c'est le Programme Mondial de l'Emploi, et notamment ses missions de stratégie globale de l'emploi : dans 8 pays et dans 6 grandes métropoles du Tiers-Monde. Ces études ont eu le mérite de déterminer le cadre macro-économique dans lequel il était possible de procéder à des évaluations globales de l'emploi dans le secteur non structuré.

Ainsi cette bibliographie s'ordonne autour de deux grands axes principaux :

I - Les études, qui constituent le contexte général d'une évaluation globale du secteur non structuré.

II - Les enquêtes proprement dites et leurs méthodologies.

Enfin, en troisième lieu, nous présenterons la liste des principaux ouvrages sur le sujet :

III - Les tentatives de synthèse sur le secteur non structuré, qui restent essentiellement des recueils de présentation d'enquêtes ponctuelles ou partielles (éliminées de notre IIe partie).

Au classement géographique, nous avons généralement préféré un classement par série ou par programme ; de sorte que nous présentons d'abord

tous les titres relatifs au programme, avant d'en faire un commentaire global, ou au contraire de commenter certains documents particuliers de la série envisagée.

L'index géographique, en fin de bulletin, permet au lecteur de retrouver toutes les références classées par pays.

PETTY PRODUCERS AND CAPITALISM

LE BRUN O., GERRY Ch.

in *Review of African political economy*, Londres, n° 3, mai-octobre 1975, pp. 20-32.

ECONOMIC DEVELOPMENT WITH UNLIMITED SUPPLIES OF LABOUR

LEWIS A.

in *The Manchester School of Economic and Social Studies*, mai 1954

L'article de référence de la théorie du dualisme économique.

WOMEN'S INFORMAL ASSOCIATIONS IN DEVELOPPING COUNTRIES : CATALYSTS FOR CHANGE ?

MARCH K. S., TAQQU R. L.

Boulder, Colorado, Westview Press, 1986

"THE URBAN INFORMAL SECTOR"

MAZUMDAR D.

in *World Development*, vol. 4, n° 8, août 1976

Article de synthèse d'un rapport de la Banque Mondiale, Washington 1975.

L'approche de D. Mazumdar repose sur la dichotomie du marché du travail. Il existe un marché du travail formel, protégé par la législation, les syndicats, et un marché du travail informel, non-protégé. Celui-ci se caractérise par l'absence de droits en cas de licenciement, par l'exploitation et les mauvaises conditions de travail.

La distinction de Mazumdar repose sur l'idée que l'emploi protégé, le salaire et les bonnes conditions de travail sont accessibles aux travailleurs après qu'ils aient réussi à franchir les barrières à l'entrée du marché du travail formel.

Une autre idée de l'auteur est que les revenus du marché informel du travail sont inférieurs aux salaires du secteur organisé.

A partir de sources diverses concernant les économies du Pérou, de la Malaisie et du Brésil, Mazumdar arrive aux conclusions suivantes :

1. Il existe une sélection des travailleurs du secteur informel. Une proportion hors du commun de ceux-ci sont des jeunes, des femmes, avec des niveaux d'éducation assez bas.

2. Il n'est pas évident que le secteur informel soit le point d'entrée du marché du travail pour les nouveaux arrivés, en zone urbaine.

3. Les revenus sont bas dans le secteur informel à cause de certains facteurs déterminant le type de travail qu'on y trouve. Mais cela ne signifie pas que les inégalités de distribution des revenus soient aggravées de par la présence de ce secteur qui joue un rôle de refuge pour certains travailleurs.

L'étude sur Belo Horizonte suggère que la différence des revenus persiste même après avoir pris en compte les facteurs de sélection par l'âge, le sexe et le niveau d'éducation.

4. Il existe une grande hétérogénéité des revenus. Il faut analyser la différenciation et le degré de mobilité par les revenus. L'évidence tirée de l'étude sur la Malaisie atteste que les profits d'âge et de revenus sont à peu près identiques pour les employés et les indépendants et que la mobilité est réelle.

5. Il ne faut pas surestimer le volume des migrations qui peuvent être contenues par les performances économiques. Cependant, malgré une croissance urbaine rapide, les revenus par travailleur même dans le secteur informel se sont accrus plus vite que dans l'agriculture.

6. Par conséquent, on s'attend à ce que la distribution des revenus élargisse sa courbe dans l'économie urbaine.

D'un côté, la croissance verticale du secteur formel, de l'autre l'expansion horizontale du secteur informel conduisent à l'augmentation des inégalités, accentuées par la politique du gouvernement qui soutient l'industrialisation et la législation du travail. Dans le secteur moderne, les salaires augmentent avec peu d'effet sur la croissance de l'emploi.

LES CONFLITS D'INTERPRETATION

METTELIN P.

in *Le Développement Spontané*, Pédone, Paris, 1985, pp 70-103

Pierre Mettelin, chercheur du CEAN-CED de Bordeaux présente une synthèse théorique des approches théoriques du secteur informel. L'auteur distingue deux courants : la théorie de la petite production marchande et la théorie des activités informelles.

Les activités informelles sont appréhendées en tant qu'éléments de reproduction du système capitaliste ; en tant qu'éléments de subordination. L'auteur synthétise la thèse de la transition. Il interprète la dynamique des activités informelles.

Conclusion : " les deux conceptions que nous venons de présenter sont profondément antagonistes et l'enjeu du débat est finalement important. Les uns insistent fortement sur la relative unité de ce secteur de production. Pour eux, ce qui prédomine c'est l'élément commun de dépendance vis-à-vis du secteur capitaliste dominant. Pour les autres au contraire, les activités informelles sont avant tout hétérogènes, différenciées. Elles offrent des caractéristiques qui tantôt les rapprochent très fortement des modes de production traditionnels, tantôt au contraire les en éloignent pour les rapprocher au moins partiellement, des formes modernes de production." (p. 102)

PERSPECTIVES ON POWER : WOMEN IN AFRICA, ASIA AND LATIN AMERICA

O'BARR J.

DURHAM N.C., Duke University Press, 1982

TRAVAIL ET IDENTITES DANS LES VILLES DU TIERS MONDE

ORSTOM

Cahiers des Sciences Humaines, vol. 23, n° 1 et 2, Paris, 1987

ECONOMIES EN TRANSITION

ORSTOM

Bulletin de liaison n° 9-10, Département H, Paris, mai 1987, 180 p.

Des articles sur le secteur informel, le développement agricole et l'anthropologie du développement (Tableaux, Graphiques, Bibliographies).

URBAN INFORMAL SECTOR IN A DEVELOPING ECONOMY

PAPOLA T.S.

New Delhi, Vilcas Publishing House, 1981

**SEGMENTATION DU MARCHE DU TRAVAIL ET MOBILITE ENTRE ACTIVITES
INFORMELLES ET ACTIVITES MODERNES EN MILIEU URBAIN AFRICAIN**

PENOUIL M., LACHAUD J.P.

in *L'Avenir des Tiers-Mondes, Emploi, formation, ressources humaines*, Cahier du GEMDEV n° 9, Paris, Octobre 1988, pp. 133-139.

Réflexion sur la segmentation du marché à partir de critères présentés par divers auteurs :

1. la localisation du travailleur sur le marché du travail.
2. la qualité du travail et l'écart des rémunérations.

Mais les différences de salaires ne sont-elles pas qu'une des manifestations de la segmentation ?

La segmentation dualiste est insuffisante. Les marchés du travail sont hétérogènes. Les causes de la segmentation sont : les forces économiques, l'encadrement institutionnel, les contrats des entreprises elles-mêmes.

A cette hétérogénéité qui n'exclut pas qu'un travailleur puisse trouver des sources de revenus à partir de plusieurs segments s'ajoute la constatation que la mobilité est plus importante du secteur moderne vers le secteur informel que l'inverse (enquête de Yaoundé et Bouaké). C'est le secteur formel qui serait alors une étape de la transition (du processus traditionnel capable d'établir les conditions d'évolution d'une grande part des populations africaines, selon la définition de P. Mettelin). La mobilité varie de branche en branche.

Par conséquent, la segmentation n'est pas synonyme d'intégration de l'informel à l'économie globale mais signifie évolution, adaptation, dynamique propre entre d'une part le secteur moderne et d'autre part, l'économie rurale en transition. Les trois circuits coexistent et communiquent.

Les auteurs préfèrent le terme de stratification du marché du travail urbain à celui de segmentation. Mais, l'hétérogénéité constatée doit encore s'appuyer sur des informations statistiques qui font défaut.

DEMAIN L'ARTISANAT

ROSSEL P., CARTON M., JAEGER C., CHAMOIX M.N.

Paris, PUF, 1987, p. 277

Approche anthropologique de l'artisanat dans le contexte du développement. Etudes de cas.

L'ESPACE PARTAGE

SANTOS M.

M-Th. Génin éd. Paris, 1975

Milton Santos élargit la problématique de K. Hart et du BIT par une géographie des villes du Tiers-Monde divisées en circuit supérieur et circuit inférieur.

Le circuit supérieur est une conséquence directe du progrès technologique représenté par les monopoles. A ce secteur ou circuit supérieur s'articule un circuit inférieur dont l'orientation principale est de donner du travail aux pauvres urbanisés.

Les caractéristiques du circuit inférieur sont :

1. une technologie à forte utilisation de travail. Les tâches sont fractionnées, les emplois se multiplient, cause principale de l'hypertrophie de ce secteur (alors que le circuit supérieur crée son propre contexte économique).

2. Les transactions sont payées directement ou basées sur le crédit direct ou personnel.

3. L'emploi n'est ni sûr ni permanent. Chaque unité utilise peu de main-d'oeuvre mais le nombre des unités est élevé, et donc, le nombre de travailleurs est important.

4. L'accumulation du capital est faible de même que l'investissement et le réinvestissement. L'objectif principal est d'assurer la subsistance quotidienne de la famille et d'accéder à certains biens durables (montres, radios, bicyclettes, etc.).

5. L'existence de nombreux intermédiaires.

6. Les échanges portent sur de petites quantités. Les relations avec la clientèle sont fréquentes de même que la pratique du marchandage.

7. L'absence d'une comptabilité régulière.

Alors que dans le circuit supérieur, l'accumulation du capital impose une spécialisation du travail, une hiérarchisation des postes et une stagnation de

l'emploi ou, du moins, une faible croissance, le circuit inférieur s'adapte à la nécessité d'employer une main-d'oeuvre nombreuse.

S'ajustant au circuit supérieur, le circuit inférieur est capable d'innovations mais le mouvement d'ouverture/fermeture des unités de production est limité structurellement par le contexte économique créé par le circuit supérieur.

Le profil du petit entrepreneur informel ou de l'entrepreneur au pied nu correspond à la théorie de Schumpeter. Il est capable de saisir des opportunités et d'innover. Il est rationnel dans ses décisions et maximalise ses revenus. Cette rationalité micro-économique se transmet à l'ensemble du circuit inférieur. Ce circuit représente un mécanisme permanent d'intégration ouvert aux masses désargentées et non qualifiées des migrants des villes du Tiers-Monde. Ce circuit est flexible aux changements, aux transformations des modèles de consommation.

Milton Santos en conclut qu'il faut maintenir ce secteur bien qu'il contribue à perpétuer la pauvreté des masses.

THE URBAN INFORMAL SECTOR IN DEVELOPING COUNTRIES : EMPLOYMENT, POVERTY AND ENVIRONMENT

SETHURAMAN S.V.

Genève, OIT, 1981

Ce livre propose une synthèse de travaux entrepris par le BIT sur le secteur non structuré urbain dans les pays en voie de développement, dans le cadre du "Programme Mondial de l'Emploi". La première partie, sur le rôle du secteur non structuré, et la troisième, sur les politiques de développement de ce secteur, sont des synthèses originales de Sethuraman. La seconde partie contient des résumés ou des refontes de "working papers" du BIT, sur des enquêtes spécifiques dans neuf villes du Tiers-Monde.

Sethuraman situe le développement du secteur non structuré dans le contexte de la croissance démographique et de l'urbanisation rapide des pays du Tiers-Monde. S'il s'agit là des principaux facteurs, l'héritage colonial, les formes de l'aide internationale et d'autres raisons contribuent aussi à expliquer le développement du secteur non structuré.

Le secteur non structuré est un concept, donc un outil théorique servant à décrire une réalité bien précise : il se définit par opposition au secteur moderne, sur des critères d'organisation, de technologie ou d'échelle de la production. Sethuraman reconnaît que la définition du secteur non structuré pose problème, mais estime que les discussions sur la définition ne doivent pas devenir une fin en soi. Les deux problèmes principaux sont le choix de l'unité (entreprise, ménage, etc.) et la délimitation de la frontière entre secteur non structuré et secteur moderne. Tout dépend alors des objectifs que l'on vise. D'autre part, le meilleur critère de différenciation des deux secteurs pourrait être la productivité du travail, mais sa mesure n'est pas aisée.

Sethuraman ne méconnaît pas les critiques auxquelles s'expose cette présentation. Pour lui, l'approche dualiste n'ignore pas les raisons entre les deux secteurs. Il estime que seules des études empiriques pourraient valider les arguments présentés.

Enfin Sethuraman plaide pour une politique de développement du secteur non structuré, qui pourrait répondre à divers objectifs en général incompatibles : satisfaction des besoins essentiels de la population, lutte contre la pauvreté, création d'emplois, amélioration de l'environnement urbain. Ce dernier point, bien que présent dans d'autres rapports du BIT, est ici abordé pour la première fois en liaison directe avec l'étude du secteur non structuré.

Les procédures d'enquêtes et le choix des activités enquêtées sont très variables. A Kano, Kumasi, Colombo, Manille et Cordoba, les entreprises ont été sélectionnées à partir d'un recensement exhaustif (à Kumasi, pour quelques activités seulement). A Djakarta, c'est à partir du recensement de la population (prenant comme initiés les chefs de ménage) que l'échantillon a été bâti. D'une façon générale, ces enquêtes visent à une connaissance interne du fonctionnement et du comportement des unités du secteur non structuré. Les procédures utilisées ne permettent pas une extrapolation chiffrée des résultats (en dehors de quelques estimations hypothétiques), bien que certaines conclusions puissent être généralisées à l'ensemble d'une profession. Enfin, ces enquêtes ne sont pas comparables entre elles, car la définition du secteur non structuré, ou les exclusions d'une partie des activités non structurées, varient selon les enquêtes. Il faut donc être extrêmement prudent dans l'interprétation des résultats (les auteurs nous y invitent). Les questionnaires utilisés sont du même type, mais certaines questions particulières ont parfois été rajoutées. Il se divisent en trois parties : informations sur l'entreprise (local, description de

l'activité, contraintes d'ordre institutionnel ou légal, historique de l'entreprise, fonctionnement -emploi, capital, revenu, financement, etc.-) ; informations sur l'entrepreneur, ainsi que son opinion sur son activité ; informations sur le ménage de l'entrepreneur. Bien que les questions sur la production, les salaires distribués et le revenu de l'entrepreneur soient nombreuses, la présentation adoptée ne se situe pas dans le cadre de la comptabilité nationale.

Chaque étude de cas donne lieu à la présentation de nombreux résultats chiffrés (concernant l'échantillon seulement), et à des commentaires uniquement sur ces résultats. Les auteurs n'ont pas cherché à généraliser les conclusions qu'ils tirent de leur étude, encore moins à théoriser leurs connaissances empiriques.

Sethuraman conclut sur les implications de ces résultats pour une politique de développement des activités non structurées. Il adopte une vue assez large du problème (incluant la question du logement ou de l'environnement). Sa conclusion est qu'il est nécessaire de prendre des mesures en faveur du secteur non structuré, mais que ces mesures doivent être partie d'une politique globale de développement, incluant des actions en faveur du milieu rural (pour les activités agricoles aussi bien que non agricoles), ou pour la formation des entrepreneurs, etc. Il appelle également à la poursuite de travaux empiriques, afin de parfaire la connaissance du secteur non structuré, cette connaissance devant servir à la définition de politiques adéquates.

Des tableaux en annexe permettent d'établir quelques comparaisons entre divers pays. Une bibliographie, incluant des travaux réalisés à l'extérieur du BIT, termine l'ouvrage.

DUALISM REVISITED : A NEW APPROACH TO THE PROBLEMS OF THE DUAL SOCIETY IN DEVELOPING COUNTRIES

SINGER P.

in *Journal of development studies*, 1970, n° 7, pp. 60-75

**SMALL-SCALE EMPLOYMENT AND PRODUCTION IN DEVELOPING
COUNTRIES : EVIDENCE FROM GHANA**

STEEL W.F.

Praeger, New-York, 1977

**THE INTERMEDIATE SECTOR, UNEMPLOYMENT AND THE EMPLOYMENT
OUTPUT CONFLICT : A MULTI-SECTOR MODEL**

STEEL William F., TAKAGI Y.

in *World Bank staff working paper n°301*, Washington DC, 1979

Une modélisation du "trialisme" qui reconnaît l'existence d'un secteur intermédiaire, secteur de la petite entreprise. Le modèle trialiste permet de dépasser la dichotomie formel/informel. La reconnaissance d'un secteur intermédiaire rend possible d'augmenter à la fois l'emploi et la production.

Des articles de William F. Steel ont été publiés, en français, l'un dans la revue Tiers-Monde (1980) sous le titre "Intensité du capital, dimension de la firme et choix entre emploi et production : L'importance de l'analyse multisectorielle" (pp. 285-306), un autre dans Vivre et survivre dans les villes africaines sous le titre "L'artisanat, un moribond qui se porte bien à Accra et Yaoundé" (pp. 127-136) (graphiques, tableaux, bibliographies).

Par le biais de la capitalisation, on délimite les activités intermédiaires qui ne sont ni modernes ni résiduelles en ce qu'elles exigent un montant modéré de capital fixe que parvient à financer une épargne individuelle. Le secteur intermédiaire se caractérise par un salaire équivalant au produit marginal du travail. Des investissements dans ce secteur permettrait d'augmenter l'emploi sans diminuer la production à condition que la demande suive, que le secteur moderne ne se substitue pas aux activités intermédiaires et que se maintienne l'incitation à épargner.

Les enquêtes relatives au secteur intermédiaire portent sur les activités de production (habillement, fabrication de meubles, travaux de fabrication et de réparation). "Le secteur intermédiaire peut représenter de 40 à 80 % des emplois industriels dans bon nombre de pays en voie de développement ; la moitié de ces

emplois sont fournis par des entreprises qui ont entre 10 et 50 employés. Les entreprises ont un ratio capital/travail et une production inférieurs à ceux des grandes entreprises, et quelques études ont montré que leur production par unité de capital est plus élevée" (p. 129).

LE SECTEUR INFORMEL

TIERS-MONDE (Revue)

Paris, 21 (82), Avril-Juin 1980

Situé dans le prolongement des recherches animées par un groupe de l'IEDES, et à la suite d'un séminaire sur "la petite production marchande en Afrique", ce numéro de Tiers-Monde comprend douze contributions qui se partagent entre études générales (parties I et III) et études de cas (partie II).

Les trois contributions de la première partie essaient, comme l'indique Philippe Hugon, de situer le débat au-delà de celui qui oppose les analyses dualistes à celles de la petite production marchande. Pour Hugon, "l'hétérogénéité des formes de production urbaines ne permet pas de dégager des lois spécifiques de fonctionnement mais inversement l'explication de celles-ci par des relations de dépendance vis-à-vis du capital présente bien des limites" (p. 255). Pour Georges Nihan, le concept de secteur non structuré, dépassant la dichotomie moderne/traditionnel, a permis de mettre l'accent (à travers les études du BIT) sur les aspects positifs de ce secteur. Exposant des travaux empiriques, il en conclut à la complexité de l'investigation et préfère laisser ouverte la question de la signification de ce concept. William F. Steel propose un modèle avec secteur "intermédiaire" (ici, la petite production). Le développement de la petite production pourrait permettre d'éviter le choix entre objectifs de croissance de la production et de croissance de l'emploi (Steel émet un certain nombre de mises en garde et de réserves sur l'interprétation de ce modèle qui appelle plutôt à de nouvelles investigations).

Cinq études de cas composent la deuxième partie, dont deux (Chantal Bernard et Willy Leonard) ont trait aux politiques de pays "socialistes" (Algérie et Madagascar) vis-à-vis des petites activités. Jacques Charmes présente un aspect de ses recherches sur le secteur non structuré en Tunisie (monographies de métiers) en expliquant comment cette méthode permet à la fois de connaître le

fonctionnement de petits ateliers, et de passer à un niveau de réflexion plus abstrait. A l'aide d'exemples, il explique comment les politiques de "structuration" de l'artisanat peuvent avoir un effet contradictoire pour le développement du secteur non structuré. Claude de Miras, s'appuyant sur des recherches menées à Abidjan, s'intéresse ici surtout au "secteur de subsistance" qui rassemble la plupart des activités non structurées. Ce secteur est condamné à une situation végétative, l'accumulation du capital y étant inexistante. Il situe ces activités dans l'ensemble de l'économie ivoirienne, avec référence aux politiques spécifiques à l'égard de la petite entreprise. Les conclusions de M.P. Van Dijk à Ouagadougou sont au contraire beaucoup plus optimistes. Il préconise une action du gouvernement en faveur des petits entrepreneurs.

Enfin, trois contributions visent à approfondir certains aspects conceptuels et méthodologiques. Chris Gerry, à travers des études de cas (cordonniers, tisserands) à Dakar, montre le processus complexe de prolétarianisation des petits producteurs, et la variété de ses mécanismes. Il propose des catégories de formes de travail, selon le statut dans la profession et la place dans le processus de prolétarianisation. Hugon expose une typologie déjà présentée ailleurs. M. Ikonikoff et S. Sigal essaient de situer le concept de "secteur informel" par rapport à des notions issues de théories plus anciennes, en se référant particulièrement à l'analyse latino-américaine (Nun, Oliveira...) de la marginalité. Enfin, Lachaud présente un modèle qui se concentre sur "le secteur informel traditionnel" lequel nécessite une action de politique économique particulière.

INDUSTRIALISATION, SALARISATION, SECTEUR INFORMEL

TIERS-MONDE (Revue)

Paris, 28 (110), avril-juin 1987

A MODEL OF LABOR MIGRATION AND URBAN UNEMPLOYMENT IN LESS DEVELOPPED COUNTRIES

TODARO M.P.

in *American Economic Review*, vol. 59, n° 1, Mars 1969, pp. 139-148

**INTERNATIONAL MIGRATION IN DEVELOPING COUNTRIES : A REVIEW OF
THEORY, EVIDENCE, METHODOLOGY AND RESEARCH PRIORITIES**

TODARO M.P.

Genève, OIT, 1976

**TECHNOLOGY, MARKETING AND INDUSTRIALISATION : LINKAGES
BETWEEN LARGE AND SMALL ENTERPRISES**

WATANABE S.

New Delhi, Macmillan India, 1983, 256 p.

Publication OIT/PME. Etudes de cas de transfert des techniques concernant l'industrie textile, l'industrie automobile, l'industrie métallurgique liées au phénomène de la sous-traitance. Exemples empruntés à l'Inde, au Ghana, à l'Egypte, aux Philippines, au Mexique et, pour le matériel agricole, à la Chine.

**L'EXTENSION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR URBAIN NON STRUCTURE
DES PVD**

WEEKS J.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, Vol. 111, n° 1, Janvier 1975

La conceptualisation de l'auteur repose sur la position relative de l'activité économique vis-à-vis de l'Etat. L'accès différentiel aux ressources contrôlées par l'Etat telles que les droits de douane, le crédit, les subsides, les exemptions fiscales, les taux d'intérêt avantageux, les licences explique le dualisme économique des secteurs formels/informels.

D'après l'auteur, il y aurait un renforcement des relations entre les deux secteurs par le biais de l'acquisition, par l'Etat et le secteur moderne, de biens et de services produits par le secteur informel. Les contrats de sous-traitance se développent consacrant la subordination du secteur informel.

B Références de mesures statistiques et de méthodologie des recensements.

**MEASURING UNEMPLOYMENT AND THE INFORMAL SECTOR. SOME
CONCEPTUAL STATISTICAL PROBLEMS**

BIENEFELD M. , GODFREY M.

in *International Development Studies Bulletin*, Brighton, vol. 7 n°3, Oct. 1975, pp
4-10.

**RECOMMANDATIONS INTERNATIONALES SUR LES STATISTIQUES DU
TRAVAIL**

BIT

Genève, Octobre 1975, 135 p.

**QUESTIONNAIRE POUR L'ENQUETE SUR LES ETABLISSEMENTS DU
SECTEUR NON STRUCTURE**

BIT

Genève, Juin 1975

**COMMENT MESURER LA CONTRIBUTION DU SECTEUR NON STRUCTURE A
LA PRODUCTION NATIONALE DANS LES PAYS DU TIERS MONDE ?**

CHARMES J.

in *The Review of Income and Wealth*, 29, n°4, Déc. 1983, pp. 429-444

Il est maintenant bien connu que la contribution du secteur non structuré à la formation du PNB est loin d'être négligeable.

En Tunisie, comme dans beaucoup d'autres économies du Tiers-Monde, ce secteur fut d'abord pris en compte par la méthode classique des soldes avant

d'être complètement négligé à un moment où précisément et paradoxalement sa part dans le PNB augmentait.

Au cours des dernières années cependant, a été lancée une enquête générale et approfondie, dont les méthodes, les concepts et les résultats préliminaires sont présentés ici.

Cette expérience est probablement la première tentative effectuée pour mesurer directement la contribution du secteur non structuré au PNB, sur une base quantitative et comptable, et pour mieux comprendre le rôle de ce secteur dans le processus de développement.

A travers les exemples de la Tunisie, du Niger et de la Côte d'Ivoire, la nécessité et les méthodes d'intégration du secteur non structuré dans les comptes nationaux sont discutées.

L'enquête sur le secteur non structuré réalisée par l'Institut National de la Statistique de Tunisie se caractérise par trois traits principaux qui en font un instrument privilégié d'intégration des activités non structurées dans les comptes nationaux :

- l'enquête a été réalisée au niveau national, à la suite du recensement général de la population et d'un recensement national des établissements, de telle sorte que toutes les activités, dans leurs multiples modalités (moderne, non structuré en établissements, non structuré dans les ménages) ont pu être dénombrées et enquêtées ;

- des investigations qualitatives et appropriées ont permis d'adapter les méthodes de collecte et les concepts aux réalités spécifiques du secteur non structuré, afin de permettre le relevé des principaux éléments comptables nécessaires ;

- l'enquête doit être renouvelée périodiquement afin de suivre les évolutions différentes des secteurs moderne et non structuré.

Une présentation condensée et réduite à l'essentiel est proposée dans cet article qui fournit en outre quelques indications sur la forte sous-estimation de la production et des revenus dans quelques branches manufacturières lorsqu'il n'est pas tenu compte du secteur non structuré.

EMPLOI ET SOUS EMPLOI DANS LE SECTEUR NON STRUCTURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT. CONCEPTS ET METHODES D'OBSERVATION

CHARMES Jacques, KAMOUN A.

Communication à la session centenaire de l'Institut International de Statistique, Amsterdam, 12-22 août 1985, pp. 445-465

Le secteur non structuré est un concept qui trouve son origine dans les travaux du Programme Mondial de l'Emploi du BIT. Il a connu depuis une vogue qui a suscité de nombreuses recherches et enquêtes, sans toutefois que les concepts et méthodes utilisés aient été suffisamment maîtrisés, ni que l'on soit toujours assuré du contenu qui leur a été donné.

Les définitions du secteur non structuré sont de 3 types : celles qui font intervenir plusieurs critères et qui sont aussi nombreuses qu'il y a d'auteurs ; celles qui le caractérisent par le rôle qu'il joue dans la reproduction du secteur moderne ; les unes et les autres n'étant d'aucun secours pour entreprendre la mesure du phénomène ; enfin celles qui admettent a priori un critère simple et unique (le non enregistrement ou la taille par exemple) et permettent ainsi de fixer une limite claire à l'investigation.

Ce sont ces dernières définitions qu'ont mis en oeuvre les recensements d'établissements. Ceux-ci autorisent à procéder à des analyses comparatives des sources de données sur l'emploi qui affinent le solde représentant le secteur non structuré non localisé : mais le travail à domicile, le tâcheronnage et les métiers ambulants ou non sédentaires sont généralement oubliés par les enquêtes sur échantillon qui préfèrent se consacrer aux entreprises de petite taille.

Les méthodes de l'anthropologie doivent être utilisées par le statisticien soucieux de mesurer une réalité aussi diverse et aussi différente de celle pour laquelle ses instruments ont été forgés. Car des définitions et concepts de population active (âge, activités marginales, statut dans la profession) dépend le volume de l'emploi dans le secteur non structuré ; du choix des unités d'observation et d'analyse (établissement, entreprise) dépend la constance dans le temps du champ d'investigation ; et des méthodes qui seront mises en oeuvre pour appréhender des phénomènes tels que la pluriactivité et le sous-emploi dépendent le regard que nous pourrons porter et les thèses que nous pourrons formuler sur une réalité qui imprègne désormais l'ensemble de l'économie des pays en développement, et peut être pas uniquement d'eux seuls.

**BESOINS D'INFORMATION STATISTIQUE SUR LE SECTEUR INFORMEL ET
METHODES D'ESTIMATION D'ENQUETES MISES EN OEUVRE POUR Y
REPONDRE**

CHARMES J.

Communication, Séminaire AISE-INSEE sur l'adéquation entre la production et la demande de données statistiques dans les pays en développement, Lomé (Togo), 11-17 octobre 1989. parue dans les actes du séminaire : "La statistique au service des décideurs". 2 tomes. INSEE, 719 p. (pp. 669-684)

Ce sont les comptes nationaux qui, bien avant les économistes et les statisticiens du travail, s'intéressent les premiers à ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui le secteur informel, et que l'on appelait alors artisanat et secteur traditionnel : au lendemain des indépendances, l'estimation de ce secteur était une nécessité pour la comptabilité nationale qui n'avait pas grand chose à inclure dans le PIB, et diverses méthodes indirectes permettaient sa prise en compte. Puis au début des années 70, ce furent les travaux du programme mondial de l'emploi qui amenèrent progressivement les statisticiens du travail à se préoccuper de ce phénomène, jusqu'à envisager aujourd'hui d'en faire un nouveau concept de population active.

Les diverses méthodes d'estimation et d'enquêtes testées et utilisées depuis bientôt 20 ans sont ensuite passées en revue, ainsi que leurs avantages et leurs inconvénients, avant d'examiner les orientations et les expériences les plus récentes.

**LE SECTEUR INFORMEL DANS LES GRANDES ENQUETES STATISTIQUES ET
LA COMPTABILITE NATIONALE. REVUE ET LECONS DE QUELQUES
EXPERIENCES**

CHARMES J.

Communication, Séminaire sur l'économie non enregistrée, OEA, Banque Centrale de la République Argentine, Institut National de la Statistique et des Recensements, mai 1986, 34 p. (tableaux, bibliographie)

Paru en espagnol dans *Economia no registrada*, Estudios INDEC n°9, Buenos Aires, 1987, 268 p.

C'est une chose aujourd'hui bien connue que les PIB de nombreux pays en développement sont sous-estimés dans la mesure de la méconnaissance du secteur informel et leur nécessaire réévaluation passe par la réalisation d'enquêtes statistiques nationales susceptibles d'appréhender ce secteur. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, de voir un organisme tel que la Banque Mondiale financer de telles enquêtes.

La démarche entreprise suppose une définition du secteur informel par le non enregistrement administratif qui correspond le plus souvent à l'absence de tenue d'une comptabilité et au non enregistrement statistique. Le secteur n'est cependant pas toujours totalement ignoré : si la comptabilité nationale se fonde dans certains pays sur les seules statistiques du secteur moderne, dans d'autres cas les méthodes indirectes permettent une prise en compte partielle du secteur informel ; mais ces recoupements s'opèrent sur la base de statistiques qui ne sont guère plus satisfaisantes.

Une approche globale du secteur informel dans l'économie nationale suppose d'abord la mesure de l'emploi qu'il représente : l'analyse des seuls recensements de population est insuffisante, et l'analyse comparative des diverses sources de données permet une meilleure appréhension du phénomène, surtout si l'on dispose de recensements d'établissements. Quant à l'évaluation de la production des revenus, elle s'est faite jusqu'à présent à partir d'enquêtes d'entreprises essentiellement, ce qui n'assure pas une représentativité complète des activités du secteur. C'est pourquoi l'introduction du concept et de la problématique du secteur informel dans les enquêtes auprès des ménages (enquêtes budget-consommation ou emploi) est une solution actuellement expérimentée, qui permettrait de saisir toutes les composantes du secteur informel en cohérence avec le reste de l'économie nationale.

LA MESURE DU SOUS-EMPLOI URBAIN

KRITZ E., RAMOS J.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, Vol 113, n° 1, 1976, pp. 121-135

SEMINAIRE SUR LES STATISTIQUES DE L'EMPLOI ET DU SECTEUR NON STRUCTURE

MAROC, MINISTERE DU PLAN - FRANCE, INSEE, ORSTOM - ASSOCIATION INTERNATIONALE DES STATISTICIENS D'ENQUETES

Rabat, Rapport des sessions et des communications, 10-17 octobre 1984, tomes I et II (Publication INSEE, juillet 1985)

Analyses conceptuelles et méthodologiques. Inventaires des sources de données sur l'emploi et le secteur non structuré. Bilans des enquêtes auprès des ménages pour approcher le secteur non structuré ; Les enquêtes d'entreprises et les enquêtes spécifiques ; Les estimations globales du secteur ; Le traitement des données ; Objectifs et perspectives d'une meilleur connaissance du secteur non structuré. (Pays du Magreb et d'Afrique Noire).

L'objectif du séminaire était d'initier et de former statisticiens et planificateurs des ressources humaines à la nécessaire adaptation des concepts et méthodes de collecte usuellement mis en oeuvre, afin d'appréhender le secteur à un niveau macro-économique. Jusqu'à une date récente en effet, les statistiques du secteur non structuré (ou informel) sont restées enfermées dans les étroites limites des études urbaines ; et rares ont été les statisticiens à s'être préoccupés de saisir et mesurer les caractéristiques propres à ce phénomène.

*** ***

Dans une première partie sont rappelées les définitions des concepts d'emploi, de chômage et de sous-emploi et les recommandations internationales présentées en cette matière par la 13ème Conférence internationale des statisticiens du travail qui avait notamment reconnu la nécessité d'adapter les concepts aux pays en voie de développement. Les diverses définitions du secteur non structuré ont ensuite été présentées en insistant sur celles qui peuvent être opératoires pour le statisticien en vue d'une délimitation claire du champ d'investigation : au choix d'un critère unique tel que le non enregistrement, ou la taille (en nombre d'emplois) de l'établissement ou de l'entreprise, est opposée la difficulté de maintenir le champ de l'enquête constant dans le temps et comparable dans l'espace.

La seconde partie est consacrée à la présentation des diverses sources d'information utilisables au niveau national en matière de connaissance de l'emploi : recensements de population et enquêtes sur l'emploi auprès des ménages, recensements et enquêtes d'entreprises, statistiques administratives (fichiers fiscaux, sécurité sociale, statistiques de main-d'oeuvre, etc.). Les expériences de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Maroc sont présentées, mais d'autres communications traitent également du sujet (Algérie, Cameroun, Sénégal). Il s'agit par là d'introduire à l'utilisation de ces sources en vue de procéder à des analyses comparatives : le manque d'harmonisation des concepts et des nomenclatures est souligné, ainsi que l'absence de coordination entre les services ; et la question du non enregistrement comme critère de définition du secteur non structuré est posée à l'occasion de la discussion sur la fiabilité des statistiques administratives.

La troisième partie consacrée à l'approche du secteur non structuré dans les enquêtes auprès des ménages, permet de prendre connaissance des enquêtes méthodologiques réalisées par le Bureau International du Travail au Costa Rica et au Kerala (Inde). Ces enquêtes qui testent des batteries de questions en vue de vérifier la pertinence de certains concepts ou d'en affiner la définition, et de faciliter ainsi la mise en oeuvre des recommandations internationales, ont cherché, entre autres choses, à identifier les personnes actives dans le secteur non structuré à partir de questions sur le niveau d'organisation, le niveau technologique et l'échelle des opérations : le non enregistrement apparaît encore ici comme un critère déterminant. Sont également présentées et discutées l'appréhension des activités marginales et l'évaluation du secteur non structuré à partir des questions sur le statut dans la profession (indépendants et aides familiaux).

La quatrième partie porte sur l'approche du secteur non structuré dans les enquêtes d'entreprises et d'établissements. Est présentée l'expérience originale de la Tunisie qui est l'un des rares pays à avoir réalisé à deux reprises un recensement général des établissements permettant d'appliquer une définition du secteur non structuré fondée sur le critère de taille (moins de 10 emplois), et de constituer une base de sondage pour les enquêtes ultérieures plus approfondies. Le recensement des établissements de 1976 en Côte d'Ivoire est également présenté.

Les cinquième et sixième parties présentent les enquêtes spécifiques sur le secteur non structuré : enquêtes sur des quartiers ou sur des marchés en Haïti ;

enquêtes du Bureau International du Travail sur les villes africaines de Nouakchott, Bamako, Lomé, Kigali, Yaoundé, Niamey ; enquête sur le secteur du bâtiment au Maroc ; enfin enquête nationale sur les activités économiques en Tunisie, destinée à permettre l'intégration du secteur non structuré dans les comptes nationaux. Ce panorama des enquêtes récentes permet de percevoir une fréquente absence de rigueur dans les définitions du secteur non structuré et une limitation souvent extrême du champ de l'enquête (exclusion des activités commerciales et des activités non sédentaires, qui constituent une fraction très importante du secteur non structuré).

La septième partie présente des exemples d'analyse comparative des sources de données sur l'emploi en vue d'aboutir à une estimation globale du secteur non structuré. Côte d'Ivoire, Tunisie et Maroc avancent des évaluations dont les plus faibles montrent que le secteur non structuré représentait près de 40 % de l'emploi non agricole et 25 % de l'emploi total (Tunisie). En l'absence de recensement d'établissements, le solde obtenu par comparaison de la source démographique avec la source d'entreprise reste un ensemble très hétérogène (Maroc) ; et en l'absence de données par branche d'activité, l'utilisation des catégories professionnelles est plus aléatoire (Côte d'Ivoire). Dans tous les cas, les comparaisons chronologiques risquent d'être biaisées par la non constance du champ de l'enquête.

La dernière partie concerne les possibilités et les perspectives d'utilisation d'une meilleure connaissance du secteur non structuré. La Tunisie présente son expérience en matière de politique de promotion de l'artisanat et des petits métiers. Mais l'utilité de ces enquêtes et investigations est tout aussi importante, en vue de l'affinement des méthodes de planification des ressources humaines et d'estimation du produit national.

LE SECTEUR NON STRUCTURE : SIGNIFICATION, AIRE D'EXTENSION DU CONCEPT ET APPLICATION EXPERIMENTALE

NIHAN G.

Genève, 1979, 32 p.

Publication OIT/PME (Ilo-wep 2-33/Doc. 7)

LE SECTEUR URBAIN NON STRUCTURE : CONCEPT, MESURE ET ACTION

SETHURAMAN S.V.

in *Revue Internationale du Travail*, vol. 116, n° 5, OIT, Genève, 1976

**EMPIRICAL MEASUREMENT OF THE RELATIVE SIZE AND PRODUCTIVITY OF
INTERMEDIATE SECTOR EMPLOYMENT : SOME ESTIMATES FROM GHANA**

STEEL W.F.

in *Manpower and unemployment research*, vol. 9, n° 1, avril 1976, pp. 23-31

C Références de politiques d'intervention et de formation en faveur du secteur non structuré.

QUELLES POLITIQUES FACE AU SECTEUR INFORMEL ?

CHARMES J.

Caisse centrale de coopération économique, Notes et études n°23, avril 1989, 36 p.

Le secteur informel est constitué par l'ensemble des activités non enregistrées ainsi que les activités enregistrées présentant des caractéristiques similaires dans les branches économiques correspondantes (niveau d'organisation, échelle des opérations, niveau de technologie). Ce secteur dont le concept est apparu au début des années 70 a été longtemps considéré comme un pis-aller ou une nécessité temporaire qu'il fallait résorber.

La vision que l'on en a aujourd'hui a considérablement changé. Dans un contexte de crise économique liée aux conséquences des chocs pétroliers et à l'endettement, face à la stagnation industrielle, à l'inertie des établissements publics et à l'accroissement du chômage, le secteur informel est à présent la source essentielle de création d'emplois. Il est considéré comme un remède miracle dont on voudrait pouvoir multiplier et étendre les effets bénéfiques.

Ainsi les pouvoirs publics comme les agences d'aide mettent en oeuvre des politiques prenant en compte ce secteur ou mieux encore des politiques qui lui sont entièrement consacrées.

Face à l'hétérogénéité des formes d'activités que recouvre ce secteur, quelle politique définir ? Faut-il intervenir ou laisser faire ? Faut-il adopter des politiques globales, sectorielles ou non, ou se contenter d'actions ponctuelles, éventuellement sélectives et pas obligatoirement coordonnées entre elles ?

Des éléments de réponse peuvent être trouvés à travers les expériences récentes de quelques pays africains.

Peu d'entre eux ont entrepris de définir des politiques d'ensemble. Ces dernières se sont traduites soit par une politique de promotion de l'artisanat (ce fut le cas en Tunisie, au Sénégal et en Côte d'Ivoire), soit par la mise en place des politiques de crédit à la petite entreprise (Tunisie, Burundi, Rwanda, Togo),

domaine logique et immédiat d'intervention publique en faveur du secteur informel.

Ces politiques n'ont pas donné au début les résultats attendus et ont parfois même introduit de nouvelles distorsions dans ce secteur, en privilégiant certaines de ces composantes censées recéler plus de potentialités. Les effets sur l'emploi ont été inférieurs aux prévisions et les suivis non organisés.

L'hétérogénéité des activités concernées et le manque de conviction des pouvoirs publics ont, en fait, rendu les approches globales illusoires.

Les actions ponctuelles par leurs dimensions modestes et leur approche expérimentale ont eu des résultats plus intéressants. Souvent elles agissent en même temps sur l'offre et sur la demande. Ce sont des programmes d'appui exclusivement orientés vers la promotion du secteur informel (ce fut le cas des programmes du BIT ou de certaines ONG) ou des projets d'aménagement urbain au sein desquels le secteur informel constitue un aspect important.

Le premier type d'actions qui visait la promotion du secteur informel en mobilisant et utilisant les ressources propres et les capacités d'auto-organisation des populations intéressées, fut expérimenté avec succès au Mali, Rwanda, et Togo. L'expérimentation peut être considérée globalement comme un succès. Elle présente l'avantage de pouvoir être élargie et diversifiée progressivement.

Les projets urbains furent l'occasion de promotion de la petite entreprise, dans la mesure où ils intégraient la création des zones artisanales et des centres de service ainsi que la mise en place des lignes de crédit aux petites entreprises. Peu de projets ont essayé en revanche de combiner cette action sur l'offre avec une action sur la demande.

Le recul est encore faible pour un jugement global et les échecs d'aujourd'hui sont autant d'éléments pour une politique d'avenir plus éclairée.

Dans la situation actuelle, le secteur informel continuera d'absorber une main-d'oeuvre excédentaire de plus en plus nombreuse, avec des revenus en moyenne supérieur au SMIG.

Les politiques publiques doivent s'efforcer d'accroître sa capacité d'absorption en orientant la création d'emplois vers des secteurs productifs (secteur secondaire et certaines branches des services).

La formation deviendra un élément clé de cette politique, formation qui devra être fonctionnelle et répondre à des besoins précis. Des programmes conçus comme un suivi permanent, étroit et compréhensif des bénéficiaires permettront d'améliorer considérablement les perspectives d'emploi dans le secteur informel.

URBAN STREET FOOD TRADE : IMPLICATIONS FOR POLICY

COHEN M.

Equity Policy Center, Washington DC, 1984

TRAINING FOR WORK IN THE INFORMAL SECTOR

FLUITMAN F. éd.

Genève, OIT, 1989, 224 p.

Un ouvrage collectif contenant vingt articles de synthèse de projets de formation destinés aux travailleurs, hommes et femmes du secteur informel, en Asie, en Amérique Latine et en Afrique.

TRAINING FOR THE INFORMAL SECTOR : CASE STUDIES FROM COLOMBIA, MALAWI, SOMALIA AND SUDAN

HARPER M.

Genève, OIT, 1987, 42 p.

Publication OIT (Discussion paper n° 7). Présente les objectifs de formation des formateurs et des petits entrepreneurs.

Etudes de cas

LES LECONS DE L'EXPERIENCE : DES POSSIBILITES A LA MESURE DES ESPERANCES

LACHAUD J. P.

in *Le développement spontané*, Pédone, Paris, 1985, pp. 249-275

Réflexion sur les conditions d'intervention favorables à la dynamisation du secteur informel.

Pour les activités involutives, la cohérence de la politique de développement suppose la non intervention directe.

Pour les activités de type évolutif, il convient de minimiser les contraintes internes et externes.

Les conditions de l'intervention en milieu urbain, en milieu rural.

WIE KANN MAN DURCH BERUFSBILDUNG DEN INFORMELLEN SEKTOR FÖRDERN ?

MÖELLER S., SCHLEGEL W., SCHLEICH B., WALLENBORN M.

Mannheim, Deutsche Stiftung für internationale Entwicklung, 1986, 249 p.

Rapport qui met l'accent sur les besoins de formation des femmes travailleuses, des travailleurs, des indépendants.

Etudes de cas au Mali, en Inde, au Costa Rica, au Chili et au Vénézuéla.
(tableaux statistiques, bibliographie)

II AFRIQUE NOIRE

A Références théoriques et méthodologiques

LA SOUS-TRAITANCE : COMPLEMENTARITE OU SUBORDINATION DU SECTEUR INFORMEL

ABADIE M.L.

in *Vivre et survivre dans les villes africaines*, IEDES, PUF, Paris, 1982, pp. 193-201

APPRENDRE A GERER DANS LE SECTEUR INFORMEL : EST-CE QUE CELA PAYE ?

BAS D.

Genève, BIT, 1989, 28 p.

Publication OIT. Document de travail n° 33. Politiques de formation.

Synthèse des résultats de cinq séminaires-pilotes adressés aux femmes, travailleuses indépendantes, dans cinq pays africains.

VILLES AFRICAINES AU MICROSCOPE

Cahiers d'Etudes Africaines

n° 81-83, vol. XXI, 1-3, Paris, 1981

LA DYNAMIQUE DU SECTEUR INFORMEL ET SON IMPACT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN VILLE

CHARMES J.

Communication au congrès africain de population, UIESP-UAPS, Dakar, 7-12 nov. 1988

Jusqu'à une date récente, le secteur informel était considéré comme un secteur de sous-emploi et de bas revenus. Pour les politiques, l'objectif était d'absorber les emplois improductifs qui étaient l'image de leur impuissance.

Aujourd'hui, après 10 à 15 ans de mécompréhension, et aussi de nombreuses enquêtes statistiques et recherches empiriques, la vision que l'on a du secteur informel a considérablement changé. Deux chocs pétroliers, de hauts niveaux d'endettement, des politiques d'industrialisation et de création d'emplois qui ont échoué, autant de raisons qui ont poussé les gouvernements à considérer les activités informelles sous un angle plus positif : ne sont-elles pas les seules capables de créer des emplois en ces temps d'augmentation des taux de chômage ouvert, chez les jeunes notamment ?

En Afrique, la population active s'accroît de plus en plus vite et cette tendance continuera pour plusieurs décennies. Les surplus de main-d'oeuvre déséquilibrent les marchés urbains du travail, ne pouvant être absorbés par l'agriculture ou par le secteur moderne soumis à de sévères politiques d'ajustement structurel. Dans un tel contexte, le secteur informel apparaît comme une nouvelle panacée et les politiques demandent aux économistes comment aider à promouvoir une initiative privée qui semble si prometteuse.

La Banque Mondiale fait du secteur informel le point central de son rapport sur les perspectives à long terme de l'Afrique sub-saharienne, tandis que la 14^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail propose un essai de définition de ce secteur et encourage les instituts nationaux de statistique à entreprendre des enquêtes étendues.

Que savons-nous exactement du secteur informel ? Quelle proportion de la population active mobilise-t-il ? Quels genres d'emplois procure-t-il ? Quels niveaux de rémunération (salaires et revenus) fournit-il à ses participants (indépendants aussi bien que salariés) ?

Cet article essaie de présenter et de synthétiser les résultats, nombreux et quelque peu contradictoires, des enquêtes réalisées en Afrique durant les 15 dernières années, afin de proposer un essai d'interprétation du fonctionnement des marchés du travail dans cette partie du monde en développement.

**L'ACQUISITION DES QUALIFICATIONS ET DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR
NON STRUCTURE DES ZONES URBAINES D'AFRIQUE FRANCOPHONE**

Colloque BIT/OCAM

(Ouagadougou, 6-11 juillet 1981), Genève, 1981

Contributions du Sénégal, du Mali, de la Mauritanie, du Niger.

VIVRE ET SURVIVRE DANS LES VILLES AFRICAINES

DEBLE I., HUGON Philippe (éds)

Paris, PUF, 1982

EMPLOYMENT PROMOTION IN THE INFORMAL SECTOR IN AFRICA

GOZO M., ABOAGYE A.

Addis-Abeba, OIT, 1988, 431 p.

Rapport de réunion OIT/PME/PECTA du séminaire régional de promotion de l'emploi du secteur informel du 4-8 novembre 1985.

AFRICAN WOMEN SOUTH OF THE SAHARA

HAY M.J., STICHTER Sh. éds

Burnt Mill Longman Press, 1982

DUALISME SECTORIEL OU SOUMISSION DES FORMES DE PRODUCTION AU CAPITAL, PEUT-ON DEPASSER LE DEBAT ?

HUGON Ph.

in *Revue Tiers Monde*, n°82, Paris, 1980, pp. 229-260

Article de synthèse théorique.

SECTEUR SOUTERRAIN OU RESEAUX APPARENTS

HUGON Ph

in *Vivre et survivre dans les villes africaines*, IEDES, PUF, Paris, 1982, pp. 27-49.

Article de synthèse théorique des petites activités marchandes à Tananarive. Les transports non mécanisés et le processus involutif.

L'IMPACT DES POLITIQUES D'AJUSTEMENT SUR LES CIRCUITS FINANCIERS INFORMELS AFRICAINS

HUGON Ph.

in *Revue Tiers Monde*, n°122, avril-juin 1990

LA PETITE PRODUCTION MARCHANDE ET L'EMPLOI DANS LE SECTEUR INFORMEL : LE CAS AFRICAIN

HUGON Ph., ABADIE N., MORICE A.

Paris I/IEDES, Groupes de recherches, 1977, 272 p.

**DEVELOPMENT PLANNING AND THE INFORMAL SECTOR : A CASE STUDY
OF THE AUTOMOBILE-REPAIR SHOPS IN FOUR CITIES OF TROPICAL
AFRICA**

JOURDAIN R.M.

Vancouver, University of British Columbia, School of Community and Regional Planning, 1982, 156 p.

Thèse sur les ateliers de réparation automobile en Afrique francophone (Mauritanie, Mali, Togo et Cameroun) sous l'angle des attitudes de l'entrepreneur et des dimensions de l'entreprise (Bibliographie).

LES METHODES D'OBSERVATION DES ACTIVITES INFORMELLES

LACHAUD J. P.

in Penouil M., Lachaud J.P., *Le Développement Spontané*, Pédone, Paris, 1985, pp. 39-69

Jean-Pierre Lachaud est consultant au BIT et a mené des enquêtes sur le secteur informel en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en République Centre-Africaine, au Rwanda, au Zaïre et au Togo. Chercheur du CEAN-CED de Bordeaux, il a participé au PECTA (Programme pour l'emploi et les compétences techniques en Afrique).

L'auteur présente une synthèse de la méthodologie adoptée lors de ses nombreuses enquêtes.

Tout d'abord, le secteur informel doit être considéré comme une réalité structurelle à part entière, un secteur de progrès, ce que les planificateurs des pays africains ne semblent pas contester. Ensuite, même si la dimension conceptuelle influence la méthode de recherche, l'observation directe ne suscite guère de problèmes de définitions et de découpages statistiques.

Le critère le plus approprié au cours de recensements d'entreprises informelles est celui de l'absence d'une tenue de comptabilité. "Le secteur informel est constitué par l'ensemble des activités urbaines après élimination des entreprises modernes, c'est-à-dire celles qui ont une comptabilité

normalisée"(p. 43). Le type d'enquête lié à cette méthode de recensement délaisse toutefois le travail à domicile.

Une définition large du secteur informel demande de recenser le secteur informel localisé et le secteur informel non-localisé. On se reporte alors à la méthodologie de Jacques Charmes.

D'autres activités traditionnelles demandent des approches spécifiques notamment celles liées à la pêche, aux marchés, aux commerces ambulants et au bâtiment qui exigent un support statistique particulier.

Le but des enquêtes , insiste Jean-Pierre Lachaud, est de permettre l'obtention d'une information à trois niveaux : 1) la comptabilité nationale, 2) l'appréhension macro-économique du problème de l'emploi et 3) l'élaboration de projets de développement.

L'information de type macro-économique s'obtient au travers de questionnaires légers. Lorsqu'on souhaite localiser des projets de développement, une enquête approfondie est nécessaire.

Les méthodes d'investigation doivent s'intégrer dans le système statistique national. Quant aux analyses des activités rurales non-agricoles, elles doivent tenir compte du fonctionnement et des besoins des activités agricoles. "Alors que l'unité d'observation privilégiée demeure l'entreprise dans les zones urbaines, dans le secteur rural, le ménage peut selon les cas devenir l'unité d'observation de base obligée" (p. 51).

La procédure de base contient une phase de recensements et une phase d'enquête par sondage avec entretiens sur les lieux du travail.

La détermination (toujours malaisée) du revenu et de la valeur ajoutée fait l'objet de méthodes d'estimations mises au point par l'auteur (p. 59-60).

Enfin le choix des enquêteurs et les procédures complémentaires sont exemplifiés par les difficultés spécifiques rencontrées par l'auteur au cours de ses nombreuses enquêtes.

LES ACTIVITES INFORMELLES URBAINES EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

LACHAUD J. P.

in Le Développement Spontané, Pédone, 1985, pp. 104-147

L'historique des travaux du CED de Bordeaux I. Les principaux résultats des enquêtes nombreuses de l'auteur. Thèmes abordés : la contribution à l'emploi, l'accumulation du capital et le processus de financement, les immobilisations, l'épargne, la contribution au revenu, la contribution productive (la valeur ajoutée), la distribution des revenus, les obstacles, la structure de la demande (+ calculs économétriques).

**LE SECTEUR INFORMEL URBAIN ET LE MARCHE DU TRAVAIL EN AFRIQUE
AU SUD DU SAHARA**

LACHAUD J.P.

Genève, BIT, 1988, 38 p.

Publication OIT/IILS (ILO-INST/OP/13/1988). Etude de recherche et méthodologie (tableaux, bibliographie).

**L'APPRENTISSAGE ET LES APPRENTIS DANS LES PETITS METIERS
URBAINS : LE CAS DE L'AFRIQUE FRANCOPHONE**

MALDONADO C., LE BOTERF G.

Genève, 1985, 103 p.

Document de travail OIT/PME n° 24 (ILO-WEP 2-33/Doc. 24). Analyse le recrutement des apprentis, leurs choix professionnels, la formation, les conditions et les relations de travail.

**LES PETITS PRODUCTEURS URBAINS D'AFRIQUE
FRANCOPHONE : ANALYSE ET POLITIQUES D'APPUI - ETUDE
COMPARATIVE A BAMAKO, LOME, NOUAKCHOTT ET YAOUNDE**

MALDONADO C., CAPT J., DEMOL E.

Genève, OIT, 1987, p. 258

Une enquête lourde d'experts du BIT au profit d'une analyse fine du secteur informel à partir de trois secteurs d'activité : la production, les services et le bâtiment. L'échantillon est obtenu par sondage statifié (16.859 unités économiques à Bamako soit 20 % de la population, 1.867 U à Nouakchott soit 15 %, 23.840 U à Lomé soit 15 % et 15.364 U à Yaoundé soit 15 %). Très nombreux résultats déduits des données économiques, économétriques et sociales. Apport méthodologique et théorique important (Tableaux statistiques, bibliographie).

**LES MAL-AIMES DE L'ECONOMIE URBAINE S'ORGANISENT : LECONS D'UN
PROGRAMME DE L'OIT BASE SUR LA PARTICIPATION AU MALI, AU
RWANDA ET AU TOGO**

MALDONADO C.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, 128 (1), 1989, pp. 73-93

**L'INTERPRETATION THEORIQUE DU MILIEU URBAIN EN AFRIQUE NOIRE.
L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE DES ACTIVITES INFORMELLES**

METTELIN P.

Thèse, Université de Bordeaux I, IEP/CEAN, Novembre 1983

ACTIVITES INFORMELLES EN AFRIQUE NOIRE : LES REALITES URBAINES

METTELIN P.

in *Canadian Journal of Development Studies*, Ottawa, 8(1), 1987 pp. 49-68

Synthèse des caractéristiques des activités informelles en Afrique subsaharienne. On tient compte du niveau d'enseignement, des facteurs de production, du financement, des techniques, productions, modes d'apprentissage, des revenus et besoins essentiels des populations (tableaux statistiques et bibliographie).

DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL DANS LE SECTEUR INFORMEL

MIRAS Cl. de

in *Travail et identités dans les villes du Tiers Monde*, ORSTOM, Cahiers des sciences humaines, vol. 23, n° 1, 1987, pp. 49-74

L'auteur passe en revue des enquêtes qui, en Afrique, ont porté sur le secteur informel afin de savoir s'il y a accumulation du capital par le secteur informel. Les thèses de la "transition" ou celle de la "subsistance" s'avèrent en effet importantes pour l'évaluation des données recueillies et pour les politiques d'intervention. On note la critique adressée au concept de transition des chercheurs de Bordeaux qui ne semble pas être à la hauteur des résultats de leurs enquêtes par ailleurs très rigoureuses. De même, certains auteurs surestiment la solvabilité du secteur informel dont la fonction dominante est la subsistance.

Principaux résultats : La grande masse des activités du secteur informel se maintient dans une forme végétative ou connaît une reproduction simple. Seule, une minorité d'activités arrivent à accumuler. Par la reproduction élargie, elles évoluent vers les structures intermédiaires.

"L'accumulation nette dans l'informel ne peut être un phénomène ni généralisé ni important en volume global" (p. 60). "Or ni notre expérience de terrain, ni à notre connaissance aucun travail de recherche empirique ne portent à croire à l'existence d'un processus significatif d'apparition de PME à partir de l'évolution des unités informelles en activité" (p. 61). (Bibliographie)

INFORMAL SECTOR IN AFRICA

OIT/PME/PECTA

Addis Abeba, 1985, 137 p.

Bilan comparatif des principales enquêtes réalisées sous l'égide du PECTA et du BIT en Afrique au Sud du Sahara. On analyse la création d'emploi par la petite industrie et l'industrie familiale. Données sur les entrepreneurs, les apprentis, la fiscalité, les salaires, les ressources en capital et l'accès au marché. L'excédent de main d'oeuvre se corrèle avec les migrations rurales (Tableaux statistiques).

L'INSERTION URBAINE DES MIGRANTS EN AFRIQUE

ORSTOM

Coll. Colloques et Séminaires, Paris, 1989

LE DEVELOPPEMENT SPONTANE : LES ACTIVITES INFORMELLES EN AFRIQUE

PENOUIL M., LACHAUD J.P.

Paris, Pédone, 1985, Série Afrique Noire n° 13, Centre d'Etude d'Afrique Noire de Bordeaux I, 303 p.

Ouvrage collectif de référence avec un abordage théorique et méthodologique relatif au secteur informel en milieu urbain et en milieu rural, en Afrique. (Bibliographie importante notamment des travaux de M. Penouil, J.P. Lachaud, P. Mettelin et G. Nihan). Marc Penouil, directeur du CED (Centre d'Economie du Développement) de l'Université de Bordeaux I présente une synthèse théorique des hypothèses qui ont guidé les travaux des chercheurs du centre, de 1975 à 1985. Le concept central est celui de développement spontané qui se concrétise par la présence d'un secteur informel en tant que réponse par la société à une volonté de développement, encore en partie rattachée aux structures anciennes et allant vers un rapprochement du modèle de la société technicienne. Le secteur informel n'est donc pas un secteur régulateur d'une économie capitaliste importée. La multiplicité des pratiques et des formes des activités informelles ont en commun de les désigner comme non-capitalistiques mais tournées vers le marché. Leur hétérogénéité se comprend par la dynamique

des besoins couverts en fonction des caractéristiques locales des structures productives, des techniques, des marchés et de la répartition du revenu.

Du point de vue méthodologique, l'auteur insiste sur la nécessité de ne pas partir de schémas théoriques élaborés pour/par d'autres sociétés (dont notamment l'explication du phénomène par la petite production marchande). Il s'agit d'enregistrer des informations objectives, des données de terrain afin de comprendre la place des activités informelles dans une économie en voie de développement, et si nécessaire, de remettre en question les théories du développement.

Une hypothèse se substitue ainsi au dualisme sectoriel. Il ne s'agit pas en effet de substituer des structures productives, capitalistiques, à haut niveau technologique à des structures à faible niveau technologique et à forte intensité de travail. Il convient de prêter attention au dualisme des mécanismes grâce auquel les structures se transforment sous l'émergence d'un secteur informel, indicateur global et discontinu du développement spontané mis en oeuvre par les masses urbanisées africaines.

La question à poser est donc "comment réaliser la mise en oeuvre d'une forme de société technicienne dans des structures sociales radicalement différentes de celles qui existaient au départ de l'évolution des pays aujourd'hui développés".

Les activités informelles de production sont différentes de l'artisanat traditionnel et de la sous-traitance. Le travail est un facteur de production. L'unité de production se démarque de la famille. Les rapports avec la clientèle relèvent de critères économiques et sociaux.

Les activités informelles de commercialisation s'adaptent aux activités de production en milieu rural et en milieu urbain. La faible monétisation des transactions se combine avec l'auto-consommation et n'est pas synonyme de pauvreté. L'offre s'adapte aux bas revenus.

Le facteur travail est plus déterminant que le facteur capital. L'influence des relations sociales se fait sentir sur la division du travail (homme, femme, patrons, apprentis), sur les conditions de travail, les rémunérations et les négociations commerciales.

Des critères de spécification du secteur informel sont mis en avant par l'auteur. Les caractéristiques communes des activités informelles sont :

- 1) la taille réduite de l'unité de production,
- 2) la facilité d'accès au métier,
- 3) le capital réduit d'origine locale,
- 4) les techniques utilisatrices de main-d'oeuvre,
- 5) les qualifications acquises par l'apprentissage,
- 6) la souplesse dans l'emploi, la formation du prix et la répartition des revenus
- 7) la faiblesse de la productivité,
- 8) les coûts de production réduits.

Au niveau de l'offre des biens et services, les caractéristiques communes sont :

- 1) la moindre qualité (par rapport aux biens et services du secteur moderne),
- 2) le faible coût de certaines matières premières récupérées,
- 3) les faibles investissements,
- 4) les faibles amortissements,
- 5) l'acceptation d'un revenu faible par le producteur,
- 6) le non-paiement de divers impôts et taxes.

Ces caractéristiques expliquent la faiblesse des prix pratiqués, adaptés aux populations à bas revenus, qui, au niveau de la commercialisation, se voient offrir des quantités moindres elles aussi.

LE SECTEUR INFORMEL ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN AFRIQUE NOIRE

PENOUIL M., LACHAUD J.P.

Genève, OIT, 1986

Document de travail OIT/PME. Urbanisation, secteur informel et emploi (ILO-WEP 2-19/WP.37).

WOMEN AND CLASS IN AFRICA

ROBERTSON C. , BERGER J. , éds

New-York, Holmes and Meier, 1986

LE SECTEUR URBAIN NON STRUCTURE EN AFRIQUE

SETHURAMAN S.V.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, 116 (1), Novembre-Décembre 1977, pp. 355-366

**THE THEORY OF THE DUAL ECONOMY AND AFRICAN ENTREPRENEURSHIP
IN KENYA**

STEELE D.

in *The Journal of Development Studies*, vol. 12, n° 1, octobre 1975, pp. 18-38

RE-EXAMINATION OF THE URBAN INFORMAL SECTOR IN WEST-AFRICA

TRAGER L.

in *Canadian Journal of African Studies*, Toronto, 21(2), 1987, pp. 238-255

Article de révision conceptuelle de la littérature existante sur le secteur informel en Afrique de l'Ouest (bibliographie).

**FEMALE LABOUR AND EXPLOITATION WITHIN AFRICAN SOCIAL
FORMATIONS**

ZACK-WILLIAMS A.

in *Women in Africa today* (coll.), Londres, Zed Press, 1985, pp. 61-67

B Références par pays**AFRIQUE DU SUD****STREET TRADING IN TRANSKEI : A STRUGGLE AGAINST PROVERTY,
PERSECUTION ANS PROSECUTION**

NATTRASS N.J.

in *World Development*, Oxford, 15 (7), juillet 1987, pp. 861-875

Une analyse en termes marxistes de la position socio-économique des vendeurs ambulants au Transkei. Etude de cas des relations entre vendeurs ambulants, commerçants et l'Etat d'Umtata (tableaux statistiques, bibliographie).

**DEVELOPING THE URBAN INFORMAL SECTOR IN SOUTH-AFRICA : THE
REFORMIST PARADIGME AND ITS FALLACIES**

WELLINGS P., SUTCLIFFE M.

in *Development and Change*, Londres, 15 (4), octobre 1984, pp. 517-550**BENIN****LES ACTIVITES INFORMELLES ET L'EMPLOI AU BENIN : ANALYSE ET
STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT**

LACHAUD J.P.

Genève, OIT, 1987, 136 p.

Publication OIT/PME. Document de travail n° 39 : Urbanisation, secteur informel et emploi (ILO-WEP 2-19/W.P. 39).

Deuxième impression 1989.



LES MICRO-ENTREPRISES A OUAGADOUGOU

CARRIZO A.

Analyse et stratégie de développement, BIT, Genève, Programme Mondial de l'Emploi, WEP-2.19, 1986, 111 p.

TRENTE CINQ ANS DE COMPTABILITE NATIONALE DU SECTEUR INFORMEL AU BURKINA FASO : 1954-1989. LEÇONS D'UNE EXPERIENCE ET PERSPECTIVES D'AMELIORATION

CHARMES J.

Ministère du Plan et de la Coopération, PNUD-DTCD, Projet BKF/88/010
"Appui à la Planification économique et à la gestion de la coopération".
Ouagadougou, 1989, rapport n° 13C, 108 p.

PROPOSITIONS POUR UNE POLITIQUE GLOBALE DE DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENTREPRISE A OUAGADOUGOU, HAUTE VOLTA

OIT/PME/PECTA

Addis-Abeba, 1980, 60 p.

LE SECTEUR INFORMEL DE OUAGADOUGOU

VAN DIJK M.P.

Burkina Faso, Paris, L'Harmattan, 1986, 203 p., (coll. "Villes et entreprises"), 2 vol. (tome II/Sénégal). (Bibliographie)



ACTIVITES INFORMELLES EN MILIEU RURAL, VEHICULE DE TRANSFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES : LE CAS DU CENTRE RURAL DE SAA, CENTRE SUD CAMEROUN

BAUMANN E.

Bordeaux I, IEP/CEAN, 1984, 357 p.

Thèse. Revue de la littérature et étude sur le terrain. Synthèse dans Penouil et Lachaud, *Le développement spontané*, Pédone, Paris, 1985, pp. 224-248.

LE SECTEUR NON STRUCTURE "MODERNE" DE YAOUNDE

DEMOL E.

Revue Internationale du Travail, Genève, 121 (1), Janvier-Février 1982, p. 79-91

RECHERCHE SUR LES ACTIVITES INFORMELLES A YAOUNDE

BRAAKHUIS N., LACHAUD J.P., METTELIN P.

IEP/CEAN, Bordeaux I, 1987, 491 p.

**LES RELATIONS ENTRE LES MARCHES DU TRAVAIL MODERNE ET
INFORMEL. LE CAS DE YAOUNDE**

LAVAL B.

in *Le Développement spontané*, Pédone, Paris, 1985, pp. 179-194

Article de synthèse d'une enquête menée en avril 1983. Formation, segmentation, fonctions du secteur informel.

**LE SECTEUR NON STRUCTURE "MODERNE" DE YAOUNDE (REPUBLIQUE-
UNIE DU CAMEROUN)**

NIHAN G., DEMOL E., ABODO TABI A.

Genève, 1982, 198 p.

Publication OIT/PME. Méthodologie avec échantillonnage et inférence statistique, tableaux de résultats chiffrés, description des variables utilisées. On analyse le profil du secteur non structuré, la transmission des qualifications, la contribution à l'emploi, l'importance, les sources et l'accumulation du capital technique, les flux et les revenus. (Bibliographie)



**ACTIVITES INFORMELLES A BANGUI (REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE) : ANALYSE ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT**

LACHAUD J.P.

Bordeaux, IEP/CEAN, 1982, 222 p.

**LES ACTIVITES INFORMELLES ET L'EMPLOI A BANGUI (REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE) ANALYSE ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT**

LACHAUD J.P.

in *Canadian Journal of African Studies*, Ottawa, 18 (2), 1984, pp. 291-317

CONGO

ROLE ET CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES DES FEMMES AFRICAINES

DVEY M.

in *Marchés tropicaux et méditerranéens*, Paris, 45 (2253), Janvier 1989, pp. 72-73

**SECTEUR INFORMEL ET EMPLOI EN REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO :
UNE VUE D'ENSEMBLE**

OIT/PME/PECTA

Addis Abeba, 1982, 52 p. , 3 annexes

Rapport de mission avec questionnaire. On analyse le secteur informel en zone urbaine et en zone rurale (bibliographie).

COTE D'IVOIRE

**LE SECTEUR DE SUBSISTANCE DANS LES BRANCHES DE PRODUCTION A
ABIDJAN**

MIRAS Cl. de

in *Revue Tiers Monde*, Tome XXI, n° 82, avril-juin 1980

LES ACTIVITES NON STRUCTUREES ET L'EMPLOI EN COTE D'IVOIRE. DEFINITION ET MESURE

LOUDIN Xavier

Thèse, Université de Rennes, Centre de Développement, Faculté des Sciences Economiques, Décembre 1985, 148 p. + annexes

Approches, définitions et mesures du secteur non structuré. Typologie des activités en Côte d'Ivoire. L'emploi dans les activités non structurées. La politique de l'Etat.

L'auteur distingue cinq types d'activités :

- 1) le secteur intermédiaire,
- 2) les activités non structurées localisées,
- 3) les activités non structurées non localisées en milieu urbain,
- 4) les activités exercées à domicile,
- 5) les activités non structurées locales.

(Tableaux, bibliographie)

POPULATION ET EMPLOI NON STRUCTURE EN COTE D'IVOIRE. ESTIMATION DE L'EMPLOI DANS LES DIFFERENTS TYPES D'ACTIVITE D'APRES LES STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

LOUDIN Xavier

Amira n° 51, Paris, Juin 1986, 68 p. (tableaux, bibliographie)

SUR LA DEFINITION DU SECTEUR NON STRUCTURE

LOUDIN Xavier

in *Economies en Transition*, Bulletin de Liaison n° 9-10, ORSTOM, Mars 1987, pp. 7-21

Article de synthèse des diverses définitions du SNS : définitions multicritères, critère de la productivité, de la tenue d'une comptabilité, la

couverture statistique et l'hétérogénéité des activités. Le rôle de l'Etat. Le cas de la Côte d'Ivoire.

Définition de l'auteur : " On peut donc définir le SNS comme l'ensemble des activités qui échappent aux réglementations édictées par les pouvoirs publics ou qui n'adhèrent pas aux normes définies par l'Etat. Il s'agit donc d'activités "non enregistrées" plutôt que "non structurées". " (p. 18) (Bibliographie).

**RAPPORT FINAL DU 1ER SEMINAIRE POUR LA PROMOTION DU SECTEUR
INFORMEL EN COTE D'IVOIRE**

SEMINAIRE NATIONAL POUR LA PROMOTION DU SECTEUR INFORMEL EN
COTE D'IVOIRE

Genève, OIT, 1989, 109 p.

Publication OIT. Rapport final de réunion (ILO-WEP 2-19/R.T. n° 8).

**PETITS METIERS A ABIDJAN. L'IMAGINATION AU SECOURS DE LA
CONJONCTURE**

TOURE A.

Paris, éd. Karthala, 290 p.

Approche anthropologique et méthode des histoires de vie autour de plusieurs petits métiers à Abidjan.

DJIBOUTI

**LE SECTEUR NON STRUCTURE URBAIN A DJIBOUTI : CARACTERISTIQUES
DES ENTREPRISES ET DE LA MAIN-D'OEUVRE DU SECTEUR,
CONTRIBUTION A L'EMPLOI ET LA FORMATION DES REVENUS : RAPPORT
D'UNE ENQUETE**

GOZO K.M.

Addis Abeba, 1985, 188 p.

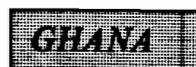
Publication OIT/PME/PECTA (tableaux statistiques, bibliographie).



**EMPLOYMENT, INCOMES AND PRODUCTION IN THE INFORMAL SECTOR IN
THE GAMBIA**

OIT/PME/PECTA

Addis Abeba, 1980, 72 p.



**SMALL-SCALE INDUSTRIES AND ECONOMIC DEVELOPMENT IN GHANA :
BUSINESS BEHAVIOUR AND STRATEGIES IN INFORMAL SECTOR
ECONOMIES**

ANHEIER H.K., SEIBEL H.D.

Saarbruecken, Breitenbach, Cologne Development Studies n°3, 1987, VII,
129 p.

Etude économique basée sur une enquête avec questionnaire.
Recommandations (graphiques, tableaux, cartes, bibliographie).

**SMALL-SCALE MANUFACTURING ACTIVITIES : A STUDY OF THE
INTERRELATIONSHIPS BETWEEN THE FORMAL AND INFORMAL SECTORS IN
KUMASI, GHANA**

ARYEE G.

Genève, 1977, 180 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-19/W.P. 23). Enquête avec mise au point d'une méthode de recherche et un questionnaire.

INCOME REDISTRIBUTION, TECHNOLOGY AND EMPLOYMENT IN THE FOOTWEAR INDUSTRY

ARYEE G.

Genève, 1981, 81 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-23/W.P. 96) et (Ilo-Wep 2-22/ W.P. 78).

TECHONOLOGY DIFFUSION FROM THE FORMAL TO THE INFORMAL SECTOR : THE CASE OF AUTO-REPAIR INDUSTRY IN GHANA

HAKAN A.

Genève, 1978, 65 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-22/W.P. 35).

INFORMAL INCOME OPPORTUNITIES AND URBAN EMPLOYMENT IN GHANA

HART K.

in *Journal of Modern African Studies*, Londres, 11 (1), Mars 1973, pp. 61-89

ROLE AND POSITION OF PETTY PRODUCERS IN A WEST AFRICAN CITY

KENNEDY P.

in *Journal of Modern African Studies*, Cambridge, 19 (4), Décembre 1981, pp. 565-594

Article sur le secteur informel au Ghana avec comme cadre théorique le dualisme économique, le marxisme en relation avec le capital étranger.

EMPLOYMENT PROMOTION IN THE INFORMAL SECTOR IN GHANA

SETHURAMAN S.

Genève, 1977, 70 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-19/W.P. 24).

EMPIRICAL MEASUREMENT OF THE RELATIVE SIZE AND PRODUCTIVITY OF INTERMEDIATE SECTOR EMPLOYMENT : SOME ESTIMATES FROM GHANA

STEEL W.F.

in *Manpower and Unemployment Research*, Montréal, 9 (1), Avril 1976, pp. 23-31



**SECTEUR NON STRUCTURE URBAIN EN REPUBLIQUE DE GUINEE :
ANALYSE DE BLOCAGE ET PERSPECTIVES DE PROMOTION**

GOZO K.

Addis Ababa, OIT, 1988, 55 p.

Publication OIT/PME/PECTA. Rapport d'enquête économique avec questionnaire (tableaux statistiques).



**INFORMAL SECTOR EMPLOYMENT IN KENYA : A SURVEY OF INFORMAL
SECTOR ACTIVITIES IN NAIROBI, KISUMU AND MONBASA**

ABOAGYE A.

Addis Abeba, 1986

Rapport d'enquête OIT/PME/PECTA avec questionnaire.

NAIROBI'S INFORMAL SECTOR

CHANA T., MORRISON H.

in *EKISTICS*, Athènes, 40 (237), Août 1975, pp. 120-130

Article de synthèse et présentation des résultats d'une recherche avec enquête (tableaux statistiques, bibliographie)

ECONOMICS OF SHOE SHINING IN NAIROBI

ELKAN W., RYAN T., MUKUI J.

in *African Affairs*, Londres, 81 (323), Avril 1982, pp. 247-256

INFORMAL SECTOR IN KENYA : SPACIAL VARIATION AND DEVELOPMENT ALTERNATIVES

HOSIER R.H.

in *Journal of Developing Areas*, Macomb, 21 (4), Juillet 1987, pp. 383-401

LABOUR MARKET SEGMENTATION IN KENYA

HOUSE W.J., REMPEL H.

in *Eastern Africa Economic Review*, Nairobi, 8 (2), Décembre 1976, pp. 35-54

NAIROBI'S INFORMAL SECTOR : DYNAMIC ENTREPRENEURS OR SURPLUS LABOR ?

HOUSE W.J.

in *Economic Development and Cultural Change*, Chicago, 32 (2), Janvier 1984, pp. 277-302

Enquête et recherche d'indicateurs économiques (bibliographie).

AFRICAN ARTISAN : EDUCATION AND THE INFORMAL SECTOR IN KENYA

KING X.

Londres, Heinemann, 1977, 226 p.

Monographie sur la formation, l'apprentissage et les qualifications des artisans. Etude de cas de la petite entreprise utilisant une technologie intermédiaire (bibliographie).

WOMEN, POWER AND ECONOMIC CHANGE : THE MANDI OF KENYA

OBOLER R.S.

Stanford University Press, Palo Alto, California, 1985

**EMPLOYMENT, INCOMES AND EQUALITY : A STRATEGY FOR INCREASING
PRODUCTIVE EMPLOYMENT IN KENYA**

OIT

Genève, 1972

**IMPLICIT MODELS AND POLICY RECOMMENDATIONS : POLICY TOWARDS
INFORMAL SECTOR IN KENYA**

MOSLEY P.

in *IDS Bulletin*, Brighton, 9 (3), Février 1978, p. 310

**AGAINST MANY ODDS : THE DILEMMAS OF WOMEN'S SELF-HELP GROUPS
IN MBEERE, KENYA**

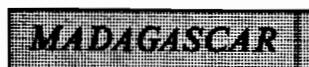
MWARIKI N.

in *Africa*, 56 (2), 1986, pp. 210-226

**HOUSEHOLD STRATEGIES FOR ADAPTATION AND CHANGE :
PARTICIPATION IN KENYA RURAL WOMEN'S ASSOCIATIONS**

THOMAS B.P.

in *Africa*, vol. 58 n° 4, 1988, pp. 401-422 (bibliographie)



**LE SECTEUR NON STRUCTURE D'ANTANANARIVO : ANALYSE
TYPOLOGIQUE, FACTEURS DE BLOCAGE ET PERSPECTIVE DE PROMOTION
DES ACTIVITES DU BOIS, CONSTRUCTION METALLIQUE, GARAGES ET
REPARATIONS**

GOZO K.M.

Addis Abeba, 1985, 175 p.

Publication OIT/PME/PECTA. Rapport avec mise au point d'une méthode de recherche et d'un questionnaire.

**LE DEVELOPPEMENT DES PETITES ACTIVITES A
ANTANANARIVO : L'EXEMPLE D'UN PROCESSUS INVOLUTIF**

HUGON Ph.

in *Canadian Journal of African Studies*, Ottawa, 16 (2), 1982, pp. 293-312

Publication du rapport de recherche, Paris I, IEDES, 1981.

**LE SECTEUR NON STRUCTURE DE MAHAJANGA : ANALYSE TYPOLOGIQUE,
FACTEURS DE BLOCAGE ET PERSPECTIVES DE PROMOTION DES
ACTIVITES DU BOIS, CONSTRUCTION METALLIQUE, GARAGES ET
REPARATIONS**

OIT/PME/PECTA

Addis Abeba, 1985, 114 p.

**LE SECTEUR NON STRUCTURE D'ANTSIRABE : ANALYSE TYPOLOGIQUE,
FACTEURS DE BLOCAGE ET PERSPECTIVES DE PROMOTION DES
ACTIVITES DU BOIS, CONSTRUCTION METALLIQUE, GARAGES ET
REPARATION**

OIT/PME/PECTA

Addis Abeba, 1985, 1 volume

**LE SECTEUR NON STRUCTURE DE TOAMARINA : ANALYSE TYPOLOGIQUE,
FACTEURS DE BLOCAGE ET PERSPECTIVES DE PROMOTION DES
ACTIVITES DU BOIS, CONSTRUCTION METALLIQUE, GARAGES DE
REPARATIONS ET PECHE**

OIT/PME/PECTA

Addis Abeba, 1985, 187 p.



SMALL-SCALE INDUSTRY IN MALAWI

ETTEMA W.

in *Journal of Modern African Studies*, Cambridge, 22 (3), Septembre 1984, pp.
487-510

**INFORMAL SECTOR IN LILONGUE : A SURVEY OF INFORMAL ACTIVITIES
IN GARAGES, METAL FABRICATING, TINSMITHING AND WOODWORKING**

OIT/PME/PECTA

Addis Abeba, 1986, 125 p.



LE SECTEUR NON STRUCTURE DE TOMBOUCTOU

CABRERA J., DIA I., MAGASSA H., ROBQUIN M.

Genève, OIT, 1988, 58 p.

Publication OIT/PME. Document de travail n° 44. Urbanisation, secteur informel et emploi (Ilo-Wep 2-19/W.P. 44).

Etude des coopératives de production du point de vue de l'équipement, du capital de production, de la formation des apprentis. On analyse le chiffre d'affaires, le profit, la fiscalité, les sources de financement et l'organisation du travail. Etudes de cas des bottiers, forgerons, travailleurs du textile et du cuir avec questionnaire (tableaux, bibliographie).

LE SECTEUR NON STRUCTURE DE SEGOU, MALI

CABRERA J., DIA I., MAGASSA H., ROBQUIN M.

Genève, OIT, 1988, 44 p.

Rapport de projet et rapport technique OIT/PME. Document de travail n° 45 (Ilo-Wep 2-19/W.P. 45).

**CAPACITE ET MAITRISE TECHNOLOGIQUE DES MICRO-ENTREPRISES
METALLIQUES A BAMAKO ET A SEGOU (MALI)**

CAPT J.

Genève, OIT, 1987, 69 p.

Document de travail OIT/PME (Ilo-Wep 2-22/W.P. 180).

**PROJET D'APPUI AU SECTEUR NON STRUCTURE DE BAMAKO : RAPPORT
D'EVALUATION DES EFFETS SOCIO-ECONOMIQUES INDUITS**

STETTER H.

Genève, OIT, 1987, 95 p.

Publication OIT/PME/PNUD. Rapport technique n° 4 (Ilo-Wep 2-19).

**L'ARTISANAT URBAIN AU MALI : CHOIX DE PRODUITS ET POLITIQUES
VISANT A LA PROMOTION DU SECTEUR NON STRUCTURE URBAIN DU MALI**

WOILLE J.C.

Genève, OIT, 1985, 114 p.

Rapport de consultant OIT/PME (Ilo-Wep 2-33/Doc. 20).

MAURITANIE**LE SECTEUR NON STRUCTURE MODERNE DE NOUAKCHOTT, REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE : RAPPORT D'ENQUETE ET ANALYSE DES RESULTATS**

NIHAN G., DVIRY D., JOURDAIN R.

Genève, 1978, 150 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-33/ Doc. 4).

LE SECTEUR NON STRUCTURE MODERNE DE NOUAKCHOTT

NIHAN G., JOURDAIN R.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, 117 (6), Novembre-Décembre 1978, pp. 765-776

NAMIBIE**URBAN POVERTY, INFORMAL SECTOR ACTIVITY AND INTER-SECTORAL LINKAGES : EVIDENCE FROM WINDHOEK NAMIBIA**

SIMON D.

in *Development and Change*, Londres, 15 (4), Octobre 1984, pp. 551-576

NIGER**PROCESS AND SOCIAL FORMATION : PETTY COMMODITY PRODUCERS IN ZINDER, NIGER**

ARNOULD E.J.

in Canadian Journal of African Studies, Ottawa, 18 (3), 1984, pp. 501-522

Etudes de cas du travail du cuir, de la céramique et de la poterie. Artisanat, développement économique et changement social (bibliographie).

LE SECTEUR NON STRUCTURE A NIAMEY : REPARTITION DES ACTIVITES SEDENTAIRES ET NON SEDENTAIRES, CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES ET DE LA MAIN-D'OEUVRE DU SECTEUR : RAPPORT D'UNE ENQUETE

OIT/PME/PECTA

Addis Abeba, 1982, 104 p.

Rapport d'enquête avec questionnaire, techniques d'évaluation et recommandations à propos de trois types de travailleurs : les artisans, les travailleurs des services et le personnel de vente (tableaux statistiques).

NIGERIA**INFORMAL SECTOR IN LAGOS : AN INQUIRY INTO URBAN POVERTY AND EMPLOYMENT**

FAPOHUNDA O.J.

Genève, 1978, 199 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-19/W.P. 32). Enquête avec échantillon.

APPRENTICES IN THE INFORMAL SECTOR OF NIGERIA

OYENEYE O.

in *Labour, Capital and Society*, Montréal, 13 (2), Novembre 1980, pp. 69-79

Article sociologique sur les processus d'apprentissage des jeunes artisans.

Paru en 1980 dans *Travail et Société*, Genève, 5 (4), pp. 402-414 sous le titre "La nature et le mécanisme de la mise en valeur des ressources humaines dans le secteur non structuré au Nigéria".

GENERATING AN INCOME IN THE URBAN ENVIRONMENT : THE EXPERIENCE OF STREET FOOD VENDORS IN ILE-IFE, NIGERIA

PEARCE T.O., KUJORE O.O.

in *Africa*, Vol. 58, n° 4, 1988, pp. 385-400

L'étude souhaite analyser les vendeurs de rue à Ile-Ife. Ces vendeurs appartiennent au secteur informel et on observe une surreprésentation des femmes.

Au Nigéria, en 1963, les femmes représentaient 19,4 % de la main-d'oeuvre professionnelle/technique en milieu urbain. Au niveau des tâches d'administration/exécution, elles ne présentent que 7,5 %. Mais elles constituent 61,9 % des vendeurs de rue.

L'enquête a procédé par échantillonnage d'une population d'environ 2.603 vendeuses réparties en huit zones urbaines. Un échantillon de 10 % a été choisi, interrogé par sept enquêtrices en mars 1984.

Les vendeuses de rue d'alimentation représentent 94 % de l'échantillon, pourcentage plus élevé que ceux du Sénégal, du Bangladesh et de l'Indonésie. Le profil des revendeuses est celui d'une femme illettrée, de plus de 21 ans, mariée avec charges de famille. Le temps, le capital investi, les associations, les revenus sont analysés de même que les relations avec l'économie du secteur moderne et les autres. Recommandations (bibliographie).

**EASE OF ENTRY INTO SMALL-SCALE TRADING IN AFRICAN CITIES : SOME
CASE STUDIES FROM LAGOS**

SINCLAIR S.N.

in *Manpower and Unemployment Research*, Montréal, 10 (1), Avril 1977, pp. 79-90



**LE PROFIL ECONOMIQUE DES MICRO-ENTREPRISES INFORMELLES DES
VILLES DE BUTARE, GISENYI ET RUHENGERI (RWANDA)**

BAHIGIKI E., MVUYEKURE C.

Genève, OIT, 1988, 88 p.

Publication OIT/PME. Document de travail n° 43. Urbanisation, secteur informel et emploi (Ilo-Wep 2-19/W.P. 43).

Enquête de 82 artisans participant à un projet d'assistance technique du BIT en 1983-1988. On analyse le profil de l'artisan et on décrit les caractéristiques économiques de leurs entreprises.

**A L'ECOUTE DES ARTISANS DU SECTEUR NON STRUCTURE DE
KIGALI : RESULTATS D'UNE RECHERCHE ACTION PARTICIPATIVE**

BARAMPAMA A.

Genève, 1986, 103 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-33/ Doc. 25). Rapport orienté vers l'autosuffisance et la prise de décision des groupes d'artisans. On analyse les attitudes, le cadre institutionnel, les obstacles, les caractéristiques du mouvement coopératif.

**ENQUETE SUR LE PROFIL TECHNOLOGIQUE DES MICRO-ENTREPRISES DU
SECTEUR METALLIQUE DE KIGALI ET BUTARE (RWANDA)**

BARAMPAMA A.

Genève, OIT, 1987, 43 p.

Document de travail OIT/PME n° 179

**LES POLITIQUES D'APPUI AU SECTEUR INFORMEL : UN EXEMPLE
PARADOXAL DE REUSSITE, LE RWANDA**

BIGUMA NAPOLEON C.

in *Revue Tiers-Monde*, n°122, avril-juin 1990

**METHODE D'ANALYSE DU SECTEUR NON STRUCTURE A TRAVERS UNE
ENQUETE BUDGET-CONSOMMATION. L'EXPERIENCE DU RWANDA**

BLAIZEAU D., CHARMES J.

in *STATECO n° 42*, Bulletin de liaison des statisticiens-économistes dans le Tiers Monde, INSEE, Paris, 1982, 210 p.

**LE SECTEUR NON STRUCTURE DE KIGALI, REPUBLIQUE DU
RWANDA : RAPPORT D'ENQUETE ET ANALYSE DES RESULTATS**

NIHAN G., DVIRY D., SCHWARTZ J.

Genève, 1980, 115 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-33/Doc. 10). Rapport avec méthodologie d'enquête basée sur un recensement et sur un questionnaire. On analyse la formation, l'emploi, les ressources en capital, la productivité du travail, la gestion et les revenus des entrepreneurs (tableaux, bibliographie).

**LES EFFETS SOCIO-ECONOMIQUES DU PROJET D'APPUI AU SECTEUR NON
STRUCTURE DE KIGALI : ENQUETE D'EVALUATION**

SALAT-DESGRANGES M.

Genève, OIT, 1987, 48 p.

Rapport technique OIT/PME (Ilo-Wep 2-19/R.T. n° 6), (Ilo-Rwa/85/CCI/CI). Evaluation de projet et étude de cas.

**PROJET D'APPUI AU SECTEUR NON STRUCTURE DE KIGALI : ANALYSE DE
L'IMPACT D'UNE EXPERIENCE PARTICIPATIVE EN MILIEU URBAIN**

VOYER M.

Genève, 1986, 69 p.

Publication OIT/PME/Rapport technique n° 3 (Ilo-Wep 2-19).



**L'ARTISANAT : UNE APPROCHE DU CONCEPT AU TRAVERS DE L'EXEMPLE
SENEGALAIS**

BRUGOUX J.

in *Secteur non structuré : contributions*, Doc. AMIRA, Groupe de travail secteur non structuré, Paris, Mai 1987, pp. 11-23

**LES RESTAURATRICES DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE DAKAR OU LA
GUERRE DES MARMITES**

DIOUF M.B.

in *Cahiers d'Etudes Africaines*, 81-83, XXI-1-3, Paris, pp. 237-250

Le service de restauration des ouvriers est assuré par des femmes. Les gargotes sont situées près des usines, présentant à l'observation un cas précis

d'articulation des activités informelles au secteur moderne. De plus, l'Etat opère une ponction sur ces activités, et un contrôle, par l'entremise d'une redevance. Les activités informelles ne sont ni sauvages ni désorganisées ; elles occupent des places précises dans l'économie nationale, à la fois subordonnées et autonomes.

**LES ASSOCIATIONS VILLAGEOISES AU SENEGAL : FONCTIONS
ECONOMIQUES ET MODALITES DE FINANCEMENT**

DUPUY C.

in *Revue Tiers-Monde*, n°122, avril-juin 1990

**UNDEREMPLOYMENT, PETTY PRODUCTION AND GOVERNMENT PROMOTION
SCHEMES IN SENEGAL**

GERRY C.

in *IDS Bulletin*, Brighton, 9 (3), Février 1978, pp. 11-16

**PETTY PRODUCTION AND CAPITALIST PRODUCTION IN DAKAR : THE CRISIS
OF THE SELF-EMPLOYED**

GERRY Ch.

In *Bromley (R.) éd.*, *The Urban Informal Sector*, Penfamon, Oxford, 1979

**PETITES ACTIVITES URBAINES. REFLEXIONS A PARTIR DE DEUX ETUDES
DE CAS : LES VELOS TAXIS ET LES TRAVAILLEURS DU METAL DE KAOLACK
(SENEGAL)**

MORICE A.

Paris I/IEDES, 1981, 1 volume

STREET FOODS IN SENEGAL

POSNER J.

Washington, Equity Policy Center, 1983, IV, 118 p.

SENEGAL : LE SECTEUR INFORMEL DE DAKAR

VAN DIJK M.P.

Paris, L'Harmattan coll. villes et entreprises, 1986, 164 p.



INFORMAL SECTOR IN FREETOWN (SIERRA LEONE)

FOWLER R.

Genève, 1978, 63 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-19/W.P. 26). Enquête avec échantillon.



INFORMAL SECTOR IN MOGADISHU : AN ANALYSIS OF A SURVEY

ABOAGYE A.

Addis Ababa, PECTA, 1988, 103 p.

Rapport OIT/PME/PECTA, une enquête sur la petite industrie, les entrepreneurs, la politique industrielle (tableaux, bibliographie).



**LABOUR MARKET DIFFERENTIATION IN A DEVELOPING ECONOMY : AN
EXAMPLE FROM URBAN JUBA, SOUTHERN SOUDAN**

HOUSE W.J.

in *World Development*, Oxford, 15 (7), Juillet 1987, pp. 877-897

Données de terrain recueillies auprès d'un échantillon d'entreprises du secteur informel. Analyse du rôle de capital humain, des caractéristiques ethniques et démographiques sur le marché du travail. On tient compte de l'âge, des migrations, de l'ancienneté, du niveau d'enseignement et de l'expérience d'emploi (tableaux statistiques, bibliographie).

Synthèse du rapport OIT/PME du même auteur "State of human resources, conditions of employment and determinants of incomes and poverty in Southern Sudan : Evidence from the urban juba informal economy", Genève, 1985, p. 88 (working paper n° 149) (Ilo-Wep 2-21/W.P. 149).

**ASPECTS OF THE INFORMAL ECONOMY SECTOR OF JUBA, SOUTHERN
SUDAN**

JENKINS S.J.

Juba University, *Population and Manpower Unit*, 1981, XIII, Research Paper n° 1, 216 p.

Etude de terrain, patronnée par l'OIT.

**SOME TECHNOLOGICAL ISSUES OF INFORMAL SECTOR INDUSTRIES IN
KHARTOUM**

SULIMAN A.

Genève, OIT, 1980, 25 p.

TANZANIE**THE INFORMAL SECTOR AND PERIPHERAL CAPITALISM : THE CASE OF TANZANIA**

BIENEFELD M.

in *International Development Studies*, Bulletin, Brighton, vol. 6 n° 3, février 1975, pp. 53-73

ANALYSIS OF DAR-ES-SALAAM'S INFORMAL SECTOR SURVEY

OIT/PME/PECTA

Addis Abeba, 1985, 1 vol.

Rapport d'enquête avec questionnaire et analyse statistique.

TOGO**EMPLOI INFORMEL : ETUDE DES ARTISANS, PETITS COMMERÇANTS ET CHAUFFEURS A LOME**

AYASSOU K., AGBODAN M.

Université du Bénin, ESTEG, 2 vol., Lomé, 1983

PROJET D'APPUI AU SECTEUR NON STRUCTURE URBAIN DE LOME ET DES VILLES SECONDAIRES DU TOGO : PHASES I ET II

BRAUN E.

Février 1983-Décembre 1986, Genève, OIT, 1987, 103 p.

Publication OIT/PME. Rapport technique n° 5 (Ilo-Wep 2-19/R.T. n° 5).

**ETUDE ET PROMOTION DES ETUDES TRANSITIONNELLES URBAINES A
LOME**

BUGNICOURT J.

BIT/ENDA, Dakar, 1974

**LES COMMERÇANTES OUEST-AFRICAINES ENTRE MARCHES FORMELS ET
INFORMELS**

CORDONNIER R.

in *Cahiers de Sociologie Economique et Culturelle*, Le Havre, Juin 1986, pp. 115-136

L'histoire de la participation des femmes du Sud-Togo aux marchés locaux expliquent leur habileté commerciale. Mais d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest connaissent un phénomène similaire. L'urbanisation favorise une organisation nouvelle des rapports professionnels et familiaux soutenus, pour le Grand-Marché de Lomé, par des initiatives étatiques exemplaires. Le cas des revendeuses de tissu relate l'institutionnalisation originale d'activités commerciales dont la plupart appartiennent au secteur informel et qui, reconnues par les pouvoirs publics, contribuent à la croissance économique (tableaux, photographies).

**FEMMES AFRICAINES ET COMMERCE : LES REVENDEUSES DE TISSU DE LA
VILLE DE LOME (TOGO)**

CORDONNIER R.

Paris, L'Harmattan, 2^{ième} Edition, 1987, 190 p., prix Louis Marin 1985.

Analyse socio-économique approfondie avec enquête sur le terrain et questionnaire. Etude de cas des revendeuses de tissu du point de vue de l'organisation professionnelle, de la position commerciale, de l'insertion sociale et politique. (Tableaux, cartes, photographies, bibliographies).

**ANALYSE DES RESULTATS DU RECENSEMENT DU SECTEUR NON
STRUCTURE DE LOME (REPUBLIQUE TOGOLAISE)**

DEMOL E.

Genève, OIT, 1978, 41 p.

**LES ACTIVITES INFORMELLES ET L'EMPLOI AU TOGO : ANALYSE ET
STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT**

LACHAUD J.P.

Addis Abeba, OIT/PECTA, 1984, 100 p.

LE SECTEUR NON STRUCTURE MODERNE DE LOME

NIHAN G., DEMOL E., JONDOH C.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, 118 (5), Septembre-Octobre 1979,
pp. 669-683



**SECTEUR ARTISANAL ET COMPTABILITE NATIONALE AU ZAIRE. RESULTATS
DE L'ENQUETE LEGERE SUR LE SECTEUR INFORMEL URBAIN DE LA
PRODUCTION ET DES SERVICES**

CHARMES J., NAUDET D.

Kinshasa, INS, PNUD, 120 p.

LE SECTEUR NON STRUCTURE DE KINSHASA

GOZO M.K.

Addis Abeba, 1985, 64 p. + annexe

Publication OIT/PME/PECTA. Rapport avec questionnaire.

REFLEXIONS POUR UNE POLITIQUE DE L'EMPLOI AU ZAIRE : ALTERNATIVE POUR LES SECTEURS RURAL ET NON STRUCTURE

OIT/PNUD/PECTA

Addis Abeba, 1986, 570 p.

Rapport de mission donnant priorité à l'étude de l'emploi rural. Recommandations (tableaux statistiques, bibliographie).



STRUCTURE OF MANUFACTURING INDUSTRY IN ZAMBIA AND ITS IMPLICATIONS FOR THE DEVELOPMENT OF THE INFORMAL SECTOR

HAAN H.C.

Lusaka, OIT, 44 p.

Publication OIT/PME/SATEP. Une politique industrielle basée sur les besoins essentiels et sur l'objectif économique d'une production substitutive d'importation doit encore résoudre le problème de la création d'emplois et celui de la formation de capital.

WOMEN'S WORK IN THE INFORMAL SECTOR : A ZAMBIAN CASE STUDY

JULES-ROSETTE B.

East Lansing, Michigan State University, Working Paper n° 3, 1982, 24 p.

Etude de cas à orientation sociologique sur les activités rémunératrices des femmes Zambiennes (bibliographie).

**URBAN INFORMAL SECTOR IN ZAMBIA, A PROGRAMME FOR
ACTION : REPORT TO THE GOVERNMENT OF ZAMBIA**

OIT/PME/SATEP

Lusaka, 1982, 81 p.

Rapport OIT avec recommandations et commentaires.

LUSAKA'S INFORMAL SECTOR IN NATIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT

SCOTT Ep.

in *Journal of Developing areas*, Macomb, 20 (1), Octobre 1985, pp. 71-99



**INFORMAL SECTOR IN THE LABOUR RESERVE ECONOMIES OF SOUTHERN
AFRICA : WITH SPECIAL REFERENCE TO ZIMBABWE**

MKANDAWIRE T.

Lusaka, OIT, 1984, 27 p.

Publication OIT/PME/ SATEP.

III AFRIQUE DU NORD

A Références théoriques et méthodologiques.

EMPLOI ET REVENUS DANS LE SECTEUR NON-STRUCTURE DES PAYS DU MAGHREB

CHARMES J.

in *Economies en transition*, Bulletin de liaison n° 9-10, ORSTOM, Paris, mai 1987

B Références par pays.

ALGERIE

EN ALGERIE, UNE "NOUVELLE" VALEUR, L'AUTO-EMPLOI

BERNARD C.

in *Tiers-Monde*, Paris, 29 (114), avril-juin 1988, pp. 295-318

EGYPTE

**TECHNOLOGICAL LINKAGES IN THE EGYPTIAN COTTON WEARING
INDUSTRY**

KARANSHAWY H. , SAKR M.

Genève, 1980, 15 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-22/WP. 58)

**CRAFTWOMEN IN KERDASSA : HOUSEHOLD PRODUCTION AND
REPRODUCTION**

LYNCH P. D. , FAHMY H.

Genève, OIT, 1984, 91 p.

Publication OIT (Women, work and development n°7), bibliographie



L'EMPLOI AU MAROC. SOURCES D'INFORMATIONS, NIVEAUX, STRUCTURE

M'RABET M.

Séminaire sur les statistiques de l'emploi et du secteur non structuré, Rabat, 10-17 octobre 1984, AISE-INSEE-ORSTOM, Direction de la statistique du Maroc, Paris, 273 p. + 312 p., pp. 465-489

L'auteur procède à une analyse comparative du recensement de la population de 1982 et des statistiques sur les établissements économiques, publiées annuellement par la Direction de la Statistique du Ministère du Plan, à partir de l'exploitation du fichier des patentes tenu par la Direction des Impôts.

Réalisé sur le seul milieu urbain la comparaison inclut dans le secteur non structuré : 1) tous les salariés et employeurs des établissements de moins de 10 employés ; 2) toutes les personnes dont le statut dans la profession est "indépendant", "aide familial" ou "apprenti", ainsi que les statuts "mal désignés".

Selon cette définition, le secteur non structuré représentait 76 % de la population active urbaine occupée en 1982. Procédant à la même analyse comparative pour 1971, année du précédent recensement, l'auteur aboutit à une proportion de 69 % et conclut donc à une extension du secteur non structuré dans l'économie urbaine du Maroc entre les deux dates.

Les données actuellement disponibles ne permettent pas d'affiner l'analyse, et l'on peut penser que ces proportions sont quelque peu surestimées. En particulier, il serait souhaitable de faire porter les calculs sur la population active non agricole, plutôt que sur la population active urbaine, de tenir compte ensuite du fait que certaines branches ne comportent en aucune manière (ou ne devraient pas logiquement comporter) des activités pouvant être qualifiées de non structurées (professions libérales, eau et électricité, par exemple), et enfin de discuter de la qualité des données du fichier des patentes. La disponibilité prochaine de tableaux plus détaillés pour le recensement de la population de 1982 devrait permettre un tel affinement.



**INDUSTRIALISATION RAMPANTE : AMPLEUR, MECANISMES ET PORTEE
(EXEMPLES TUNISIENS)**

BOUCHARA M.

In *Economie et Humanisme*, Lyon, 296, juillet-août 1987, pp. 37-49

**RECHERCHES EN COURS : L'ENQUETE SUR LE SECTEUR NON STRUCTURE
EN TUNISIE**

CHARMES J.

in *Cahiers ORSTOM*, Série Sciences Humaines, Paris, 15(3), 1978, pp. 261-280

Enquête économique et mise au point méthodologique des collectes de données. Utilisation d'un questionnaire.

**ANALYSE DU SECTEUR NON STRUCTURE A TRAVERS LES SOURCES DE
DONNEES SUR L'EMPLOI**

CHARMES J.

Tunis, 1980, Institut National de la Statistique, 46 p.

**LE SECTEUR NON STRUCTURE EN TUNISIE : SON IMPORTANCE, SES
CARACTERISTIQUES ET SES POSSIBILITES DE PROMOTION**

CHARMES J.

Tunis, Institut National de la Statistique, 1981, 22 p.

**L'EVALUATION DU SECTEUR NON STRUCTURE. METHODES, RESULTATS,
ANALYSES. L'EXEMPLE DE LA TUNISIE**

CHARMES J.

AMIRA n°37, INSEE, Paris, 1982, 210 p.

**METHODES ET RESULTATS D'UNE MEILLEURE EVALUATION DES
RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR NON STRUCTURE D'UNE
ECONOMIE EN VOIE DE DEVELOPPEMENT**

CHARMES J.

in *Cahiers ORSTOM*, Série Sciences Humaines, Paris, 19(1), 1983, pp. 93-106

**SECTEUR NON STRUCTURE EN TUNISIE : SON IMPORTANCE, SES
CARACTERISTIQUES ET SES POSSIBILITES DE PROMOTION**

CHARMES J.

in *Cahiers ORSTOM*, Série Sciences Humaines, Paris, 19(1), 1983, pp. 107-117

**PLACE ET ROLE DU SECTEUR NON STRUCTURE DANS LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET LES POLITIQUES D'EMPLOI EN TUNISIE**

CHARMES J.

in Tunisia, Industrial Employment, World Bank, Washington, 1983

LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DES PETITS METIERS EN TUNISIE. UNE POLITIQUE COMPREHENSIVE A L'EGARD DU SECTEUR NON STRUCTURE ?

CHARMES J. et SANAA A.

Rapport PNUD/BIT/TUN/83/001, 1985

IV AMERIQUE DU SUD

A Références théoriques et méthodologiques

CRITICA DEL SECTOR INFORMAL

AYALA U.

in *Estudios Marxistas*, n° 22, Bogota, 1982.

MUJER EN EL SECTOR INFORMAL : TRABAJO FEMENINO Y MICROEMPRESA EN AMERICA LATINA

BERGER M., BUVINIC M.

Quito, Nueva Sociedad, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales, 1988, 374 p.

Une approche des micro-entreprises en Amérique Latine. L'étude prend en compte l'organisation du travail des femmes, la coopération technique et le rôle de l'OIT. Des études de cas sont empruntées à la Bolivie, la République Dominicaine et le Pérou (graphique, tableau statistique et bibliographie).

COMMENTAIRES SUR LES CONCEPTS DE SURPOPULATION RELATIVE ET DE MARGINALITE

CARDOSO F.H.

in *Revista Latino-Americana de Ciencias Sociales*, fin déc. 1971.

CONCEPTS AND METHODES USED IN THE ANALYSIS OF EMPLOYMENT AND TRAINING IN THE INFORMAL SECTOR OF LATIN AMERICAN COUNTRIES

CORVALAN VASQUEZ O.

Genève, O.I.T., 1987, 28 p.

Publication O.I.T. (Discussion paper n° 12). L'auteur examine comment a été défini le secteur informel et quelles en sont les principales caractéristiques en Amérique Latine. Il passe en revue les implications des différentes définitions pour la recherche et pour les politiques d'interventions. Il décrit la méthodologie utilisée dans les enquêtes menées à Bogota et à Santiago. (Bibliographie)

EVOLUCION DEL EMPLEO FORMAL Y INFORMAL EN EL SECTOR DE SERVICIOS LATINOAMERICANOS

GARCIA J.

Santiago, PREALC, 1986, 43 p.

Document de Travail OIT/PME/PREALC (ICO - PREAL/279) et étude comparative du secteur tertiaire dans son organisation formelle et informelle en Amérique Latine. (Tableaux statistiques, bibliographie)

EL SECTOR EN CENTROAMERICA

HAAN H.

Santiago, PREALC, 1985, 107 p.

Publication OIT/PME/PREALC sur la petite industrie en milieu urbain. Etudes de cas au Costa Rica au Guatemala, au Panama. On analyse l'aide de l'Etat, le crédit industriel, les besoins de formation à la gestion, l'accès au marché, la commercialisation. (Tableaux, bibliographie)

EL SECTOR INFORMAL URBANO EN LOS PAISES ANDINOS

Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales. Centro De Formacion Y Empleo para el sector informal urbano, Guayaquil

QUITO, 1985, 372 p.

**INCORPORACION RESTRINGIDA EN EL ASALARIADO, SECTOR INFORMAL Y
POLITICA DEL EMPLEO EN AMERICA LATINA**

LAUTIER B.

in *Lecturas de economica*, Medellin, 24, sept-déc. 1987, pp. 103-125.

**CODIFICATION ETATIQUE ET CODIFICATION PRIVEE DU TRAVAIL SALARIE
EN AMERIQUE LATINE**

LAUTIER B.

in *Cahier du Gemdev*, n°14, Paris, novembre 1989, p. 119-153

**NOTAS SOBRE LA SEGMENTACION DE LOS MERCADOS LABORALES
URBANOS**

MEZZERA Y.

Santiago, PREALC, 1987, 29 p.

Publication OIT/PME/PREALC (ILO - PREALC p. 289). L'auteur analyse le secteur informel à partir du surplus structurel de l'offre de main d'oeuvre urbaine. Il explique la constance du taux de chômage ouvert par rapport aux mouvements cycliques du marché du travail et des ajustements de ce dernier à court terme.

**URBANIZATION, THE INFORMAL SECTOR AND INFLATION : ISSUES FOR
RESEARCH AND COOPERATION**

MURILLO G., CARTIER W.

in *Canadian Journal of Development Studies*, Ottawa, 9(1), 1988, pp. 7-17.

**LES ENFANTS DES RUES : COMPARAISON ENTRE QUATRE ETUDES
MENEES EN AMERIQUE DU SUD**

MYERS W.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, vol. 128 n° 3, 1989, pp. 357-372.

Un article qui rappelle que de nombreux enfants travaillent dans le secteur informel et que des enquêtes s'imposent pour pallier la rareté des informations.

L'auteur choisit quatre enquêtes existantes (portant sur la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et le Pérou) qui offrent des données chiffrées. Il passe en revue les méthodes utilisées.

Résultats : Les enfants des villes exercent un nombre relativement restreint de professions. Ils passent une grande partie de leur temps à travailler ; ils sont mal payés ; ils proviennent de familles où tout le monde travaille ; ils ont un taux de scolarisation étonnant et "il se pourrait que le travail contribue davantage à maintenir les enfants à l'école qu'à les en chasser" (p. 367). (Tableaux statistiques, bibliographie)

SURPOPULATION RELATIVE, ARMEE INDUSTRIELLE DE RESERVE ET MASSE MARGINALE

NUN J.

in *Revue Latino-américaine de Sociologie*, Buenos Aires, n° 2, 1965, pp. 178-236.

L'article de J. Nun initie le débat théorique sur la marginalité en tant que phénomène d'exclusion de l'excédent structurel de main-d'oeuvre propre au marché du travail des économies dépendantes. Les marginaux dont la masse apparaît comme dysfonctionnelle par rapport aux besoins du capital souffrent d'un manque d'intégration sociale et d'une exclusion politique. Ils vont grossir les rangs des travailleurs informels d'un secteur tertiaire hypertrophié considéré comme un ensemble d'activités-refuges, parasitaires, improductives.

La critique du concept de marginalité s'opère à partir de la remise en question de l'improductivité des services. Une autre constatation relève que, si l'intégration des travailleurs du SNS est incomplète, leur marginalité n'est jamais absolue. En sorte qu'une fois l'existence d'un secteur informel urbain reconnue, son analyse dépasse les apports théoriques de la marginalité et de l'improductivité du tertiaire informel.

Les auteurs sud-américains qui ont traité de la question sont entre autres Anibal Quijano, Fernando Henrique Cardoso, Lucio Kowarick.

SECTOR INFORMAL : FUNCIONAMIENTO Y POLITICA

O.I.T./PME/PREALC

Santiago, 1978, 369 p.

Les études du PREALC dirigées par Victor TOKMAN ont été les premières à définir et à étudier le secteur informel en Amérique Latine. Elles restent les plus nombreuses. Mais elles reposent sur une conception du développement économique qui est critiquée par les auteurs marxistes, par des études sociologiques et par d'autres auteurs encore.

A partir d'articles théoriques comme celui d'A. LEWIS sur le dualisme économique et l'étude OIT de J. WEEKS et K. HART sur le Kenya, on aborde le secteur informel comme résultat transitoire du débordement démographique de l'exode rural et de la modernisation. L'emploi informel s'accroît, le secteur tertiaire s'hypertrophie, le paupérisme atteint les travailleurs informels.

La persistance des activités informelles s'explique pour V. TOKMAN par la segmentation du marché des facteurs et du marché des produits. Mais un élargissement du marché les fera disparaître au profit d'industries moyennes ou grandes. Le secteur informel occupe donc des lieux résiduels où l'industrie ne s'est pas encore implantée et trouve son origine dans les imperfections du marché.

URBAN INFORMAL SECTOR AND LABOUR MARKET INFORMATION SYSTEMS

O.I.T./PREAL/283

Santiago, 1986, 22 p.

Méthodologie de collecte des données sur l'emploi. Les recensements et les enquêtes comme source d'information du marché du travail. (Tableaux statistiques, bibliographie)

TERTIARISATION AND URBAN POVERTY IN LATIN AMERICA

PEATTIE L.

in Cornelius (W.) et Trueblood (F.), (eds), *Urbanization and inequality*, Londres, 1975.

**STRUCTURE URBAINE ET MARGINALITE SOCIALE. LA FORMATION D'UN
UNIVERS MARGINAL DANS LES VILLES D'AMERIQUE LATINE**

QUIJANO A.

in *Espaces et Sociétés*, (Impérialisme et urbanisation en Amérique Latine), juillet 1971, pp. 71-88.

**THE MARGINAL POLE OF THE ECONOMY AND THE MARGINALISED LABOUR
FORCE**

QUIJANO A.

in *Economy and Society*, (3), 1974, pp. 393-428.

IMPERIALISMO Y MARGINALIDAD EN AMERICA LATINA

QUIJANO A.

Mosca Azul Editores, Lima, 1977.

SECTOR INFORMAL URBANO : INTERROGANTES Y CONTROVERSIAS

RACZYNSKI P.

Santiago, 1977, 56 p.

Publication OIT/PME/PREALC (Investigaciones sobre empleo n° 3).

**OPCIONES ESTRATEGICAS PARA LA FORMACION PROFESIONAL EN EL
SECTOR INFORMAL URBANO**

RAMIREZ GUERUERO J.

Montevideo, O.I.T., CINTERFOR, 1988, 58 p.

Publication OIT/CINTERFOR ; études et monographies n° 73. Analyse la politique de formation pour les travailleurs du secteur informel en Amérique Latine et aux Caraïbes avec élaboration de programmes d'études.

LE SECTEUR URBAIN NON STRUCTURE EN AMERIQUE LATINE

SOUZA P., TOKMAN V.

in *Revue Internationale du travail*, Genève, 114 (3), nov-Déc. 1976, pp. 395-406.

**DISTRIBUCION DEL INGRESO, POBREZA Y EMPLEO EN LAS AREAS
URBANAS**

SOUZA P., TOKMAN V.

in *Trimestre Economico*, Mexico, 45 (179), juillet-sept. 1978, pp. 737-766.

Article à orientation économique concernant l'Amérique Latine. (Tableaux statistiques, bibliographie)

**LA DINAMICA DEL MERCADO DE TRABAJO URBANO : EL SECTOR
INFORMAL URBANO EN AMERICA LATINA**

TOKMAN V.

Santiago, 1977, 51 p.

Publication OIT/PME/PREALC (Ilo-Prealc/135). Article de théorie économique et de revue de la littérature pour l'Amérique Latine. (Bibliographie)

**EXPLORATION INTO THE NATURE OF INFORMAL - FORMAL SECTOR
INTERRELATIONSHIPS**

TOKMAN V.

Santiago, 1977, 58 p.

Publication OIT/PME. Monografias sobre empleo n° 2.

**INFLUENCIA DEL SECTOR INFORMAL URBANO SOBRE LA DESIGUALDAD
ECONOMICA**

TOKMAN V.

Lima, 1980, 37 p.

Publication OIT/PME/PREALC (CIAT - Monografia/15 Rev. 1). Analyse économique du système de paiement et de la répartition du revenu en Amérique Latine. (Bibliographie)

L'article a été publié sous le même titre dans Trimestre Economico, Mexico, 48 (192), oct-déc. 1981, pp. 931-964.

EL SECTOR INFORMAL HOY : EL IMPERATIVO DE ACTUAR

TOKMAN V.

Santiago, PREALC, 1987, 24 p.

Publication OIT/PME/PREALC (ILO-PREALC/314) analysant le rôle de l'Etat en matière de politique de développement. Les thèmes abordés sont le crédit industriel, les normes de travail, la protection sociale, la formation et la fiscalité.

EL SECTOR INFORMAL : QUINCE AÑOS DESPUES

TOKMAN V.

in *Trimestre economico*, Mexico, 54 (215), juillet-sept. 1987.

La publication reprend le rapport (ILO/PREALC/316) du même auteur. Il analyse la politique de l'emploi en Amérique Latine, la segmentation du marché du travail, la mobilité de la main d'oeuvre, la répartition du revenu, la pauvreté, la récession économique. (Tableaux statistiques, bibliographie)

MARGINALIDAD, URBANIZACION Y POBLACION EN AMERICA LATINA

Universidad Nacional. Instituto De Investigaciones Sociales de la ciudad de Mexico

in *Revista Mexicana de Sociologia*, Mexico, 40 (1), janvier-mars 1978, pp. 1-342.

Le secteur informel en Amérique Latine. Les études de cas citent le Brésil, Cuba, le Mexique. (Bibliographie)

B Références par pays**ARGENTINE****ECONOMIA NO-REGISTRADA**

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA Y CENSOS

Buenos Aires, 1987, 268 p.

Rapport sur le secteur informel impliquant une étude comparative et la prise en compte des techniques d'évaluation au niveau de la comptabilité nationale, de la production domestique, du travail clandestin, de la fraude fiscale avec leurs implications économiques. (Tableaux statistiques, bibliographie)

LUSTRABOTAS DE BUENOS AIRES : UN ESTUDIO SOCIO-ANTROPOLOGICO

LLOVET J.J.

Buenos Aires, Centro de Estudios de Estado y Sociedad, 1984; 89 p.

Etude sur le terrain de l'organisation du travail des cireurs de chaussures complétée par les aspects juridiques et sociologiques du petit métier. (Bibliographie)

**DESARROLLO URBANO Y SECTOR INFORMAL EN LA CIUDAD DE CORDOBA,
(ARGENTINA)**

SANCHEZ C., PALMIERI H. FERRERO F.

Genève, 1976, 167 p.

Publicaiton OIT/PME (ILO-WEP 2-19/WP 18). Document de travail sur le développement urbain et les travailleurs indépendants.

**DESARROLLO INDUSTRIAL, URBANIZACION Y EMPLEO EN LA CIUDAD DE
CORDOBA (ARGENTINA) : UN CASO DE CRECIMIENTO DESEQUILIBRADO**

SANCHEZ C., PALMIERI H., FERRERO F.

Genève, O.I.T., 1977, 108p.

Publication OIT/PME (ILO-WEP 2-19/WP 27). Etude qui part de l'excédent de main-d'oeuvre, de la surpopulation urbaine et analyse ses implications économiques et sociales. (Tableaux, bibliographie)

**RELACIONES ACTUALES DE PRODUCCION EN INDUSTRIAS TRADICIONALES
ARGENTINAS. EVOLUCION DE LAS RELACIONES NO CAPITALISTAS**

SMUKLER B.

in *Estudios Sociales*, n° 6, CEDES, Buenos Aires, 1977.



EMPLEO EN EL SECTOR INFORMAL EN LA CIUDAD DE LA PAZ

MINISTERIO DE TRABAJO Y DESARROLLO LABORAL

La Paz, 1980, 169 p.

Rapport avec enquête par échantillon sur le marché du travail en zone urbaine. L'emploi, le salaire, le niveau d'enseignement et de non-emploi sont pris en considération. On relève les caractéristiques de la petite entreprise. (Tableaux statistiques)



**SUBCONTRACTING AND DISGUISED EMPLOYMENT IN BRAZILIAN
INDUSTRIALIZATION**

ALMEIDA A.

in *Brazilian Economic Studies*, Rio de Janeiro, 6, 1982, pp. 27-40.

La sous-traitance, le secteur informel et le chômage déguisé face aux secteurs industriel et tertiaire. On prend en compte la dimension de l'entreprise. (Graphiques, bibliographie)

**ACCUMULATION DU CAPITAL ET MOBILISATION DE LA FORCE DE TRAVAIL
AU BRÉSIL DE 1970 A 1984**

ASSOULINE G.

IREP-D, Grenoble, janvier 1985.

Article de synthèse paru dans les cahiers IREP n° 9. "Le salariat industriel face aux mutations économiques et technologiques : le cas de l'industrie automobile au Brésil de 1970 à 1984".

Une des branches du secteur moderne qui laisse entrevoir les spécificités du secteur informel brésilien.

O DESENVOLVIMENTO DA ECONOMIA DE CAMPINAS : O SETOR INFORMAL

BERLINCK M.T., BOVO J.M., CINTRA L.C

Genève, 1977, 112 p.

Publication OIT/PME (ILO-WEP 2-19/wP.21). Enquête avec questionnaire.

SETOR INFORMAL URBANO E FORMAS DE PARTICIPAÇÃO NA PRODUÇÃO**CACCIAMALI M.Ch**

ISPE-USP, Sao Paulo, 1983.

Une théoricienne du secteur informel au Brésil, professeur à l'Université de Sao Paulo. Les données recueillies sur les taux d'informalité dans plusieurs villes brésiliennes (Sao Paulo, Recife, Rio) lui permettent d'analyser les relations entre le chômage, le sous-emploi et l'informalité. Ce type d'analyse repris par d'autres auteurs par la suite confirme que le secteur informel ne joue pas un rôle anticyclique et n'apparaît pas comme une soupape de sécurité du chômage en raison de l'existence de barrières à l'entrée.

Pour la municipalité de Sao Paulo, c'est le processus de segmentation de la production qui recompose "les relations entre grandes et petites firmes" et recompose également "les relations entre les formes d'organisation de la production capitaliste et ses interstices" où prédominent d'autres relations de production. Il y a donc variation du contenu des activités du secteur informel.

La production informelle en perpétuel réajustement occupe des espaces économiques intersticiels délaissés par les formes d'organisation de la production capitaliste. Une place existe pour les travailleurs autonomes qui produisent des biens manufacturés de consommation courante dans les pays où la consolidation de la structure de production capitaliste marque un certain retard. Dans les pays ayant connu une industrialisation substitutive d'importations, les producteurs informels ont tendance à se concentrer dans le secteur tertiaire.

Au Brésil, le processus d'industrialisation a permis le surgissement d'une classe de salariés dont certains ont des revenus moins élevés que dans le secteur informel. La production industrielle de biens de consommation voit émerger un secteur de services offrant aux travailleurs autonomes un espace économique encore non structuré. Les services desservent des marchés trop étroits pour le capital ou inintéressants du point de vue technologique. Les limites du secteur informel se trouvent dans la demande de services. Mais les caractéristiques des contingents de travailleurs (migrants v. jeunes urbanisés) explicitent également la délimitation du secteur informel en fonction des qualifications requises. (Tableaux, bibliographie)

VIABILIDADE DO SETOR INFORMAL : A DEMANDA DE PEQUENOS SERVIÇOS NO GRANDE RECIFE

CAVALCANTI CI.

Instituto Joaquim Nabuco de Pesquisas sociais, (Série Estudos e Pesquisas nº11), Recife, 1978

Economiste à la Fondation Joaquim Nabuco de Recife, Clovis Cavalcanti a dirigé, avec son équipe, une série d'études sur le secteur informel à Recife, à Fortaleza et à Salvador. La méthodologie part de la demande ou consommation de services informels en milieu urbain, pour les ménages et pour les institutions.

Le questionnaire concerne 500 familles et 500 institutions à propos d'une liste de services déterminés.

Pour connaître les dimensions de la demande à domicile de services informels, l'auteur ne travaille pas avec le volume des services demandés mais avec la fréquence relative de domiciles qui, par classe de revenus, acquièrent un des services cités. On travaille donc avec l'incidence de consommation de services représentée par la fréquence relative de domiciles consommateurs par rapport au total des domiciles de chaque classe de revenus.

En première position arrivent les services liés à l'entretien de l'habitation (la peinture, la construction et le gros-oeuvre). Vient ensuite la réparation de téléviseurs et de véhicules. En moyenne, 3,3 % des recettes mensuelles d'une famille vont à l'achat de services informels. Les prix s'adaptent à la bourse du client.

Les institutions (entreprises, organisations publiques et privées) ont recours au secteur informel pour les services de nettoyage, d'entretien et réparation de véhicules et de réparation d'équipement.

Enfin, on analyse les services rendus par les petits marchés et les échoppes qui ravitaillent les villes. (Tableaux, bibliographie)

A PROCURA DE ESPAÇO NA ECONOMIA URBANA : O SETOR INFORMAL DE FORTALEZA

CAVALCANTI CI., DUARTE R.

MINTER/FUNDAJ/SUDENE, Recife, 1980.

La méthodologie est identique à celle utilisée pour le secteur informel à Recife.

O SETOR INFORMAL DE SALVADOR

CAVALCANTI CI., DUARTE R.

SUDENE/MTP/FUNDAJ, Recife, 1980.

La méthodologie est la même que celle utilisée pour le secteur informel à Recife.

ANALISE DAS CARACTERISTICAS DO DESEMPREGO NO RIO GRANDE DO SUL

CORDONNIER R.

in *Cadernos do CERU*, n° 16, 1ère série, Université de Sao Paulo, novembre 1981, pp. 119-126.

Résumé du rapport sur les caractéristiques du chômage à Porto Alegre (Relatorio PUCRS/IESPE/FINEP - Analise das caracteristicas do desemprego no Rio Grande do Sol, Porto Alegre, 1981, 101 p. (Tableaux, bibliographie))

SECTEUR NON STRUCTURE ET TERTIAIRE INFORMEL : LE CAS DU BRESIL

CORDONNIER R.

in *Secteur non structuré : Contributions*, Doc AMIRA, groupe de travail secteur non structuré, Paris, mai 1987, pp. 25-36.

Article de synthèse d'une recherche sur le chômage à Porto Alegre. A partir d'un échantillon de l'emploi de l'agence locale pour l'emploi, on analyse le profil des qualifications des (jeunes) travailleurs. Des logiques d'insertion professionnelle apparaissent qui oscillent entre le secteur informel et les tâches routinières des entreprises du secteur moderne. La mobilité ascendante vue par les jeunes en quête d'emploi va de l'instabilité des activités informelles à la sécurité des postes et des horaires commerciaux, et des entreprises commerciales aux industries (souvent dispensatrices de formation).

A la relative illégalité des activités informelles correspond l'absence de contrôle effectif sur les pratiques d'embauche à l'essai des entreprises. Il s'ensuit une rotativité élevée des jeunes travailleurs qui refluent tôt ou tard vers le secteur informel.

L'article passe en revue la thèse de la tertiarisation de l'économie par les auteurs brésiliens. (Bibliographie)

CUSTO SOCIAL DA MAO-DE-OBRA NA REGIAO METROPOLITANA DO RIO DE JANEIRO

DA MOTTA R.S.

in *Revista Brasileira de Economia*, Rio de Janeiro, 35(3), Juillet-septembre 1981, pp. 251-275.

MARCHE INFORMEL DU TRAVAIL ET ACCUMULATION DU CAPITAL : APPROCHE THEORIQUE ET ANALYSE DU CAS BRESILIEN

ROSSI PORTO M.S.

in *Labour, Capital an Society*, Montréal, 13 (2), Novembre 1980, pp. 41-67.

Analyse théorique du secteur informel par rapport aux spécificités du marché du travail brésilien.

EMPREGO, SUBEMPREGO E DESEMPREGO

IBGE

Rio de Janeiro, 1981.

Les statistiques de l'IBGE à propos de la PEA sont en général trop agrégées pour analyser directement les caractéristiques du secteur informel. Toutefois, elles permettent des estimations sûres des diverses catégories de la P.E.A.

CAPITALISMO E MARGINALIDADE NA AMERICA LATINA

KOWARICK L.

Paz e terra, Sao Paulo, 1981.

DESEMPREGO E SUBEMPREGO NO BRASIL : ALGUNS PROBLEMAS DE CONCEITUAÇÃO E MENSURAÇÃO

LAZARTE R.

in *Cadernos do CEAS*, Salvador, 107, janvier-février 1987, pp. 63-66.**POLITQUES SOCIALES, MARCHES DU TRAVAIL ET LEGITIMITE AU BRESIL**

MARQUES-PEREIRA J.

in *Cahiers du Gemdev*, n°14, Paris, novembre 1989, p. 157-206**EMPLOYMENT AND EARNINGS IN THE INFORMAL SECTOR IN BRAZIL : THE CASE OF BELO HORIZONTE**

MERRICK T.W.

in *Journal of Developing Areas*, Macomb, 10 (3), avril 1976, pp. 337-353.

MENINOS TRABALHADORES

NETO Zn.

in *Cadernos do CEAS*, Salvador, 81, septembre-octobre 1982, pp. 39-49.

Enquête par entretiens concernant le travail des enfants en tant que vendeurs ambulants et employés de maison.

A ECONOMIA BRASILEIRA : CRITICA A RAZAO DUALISTA

OLIVEIRA F. de

4e edição, VOZES/CEBRAP, Petropolis, 1981.

Référence théorique indispensable pour une juste appréciation du phénomène de tertiarisation des économies du capitalisme périphérique.

POLICIES FOR THE URBAN INFORMAL SECTOR IN BRAZIL

SINGER H., LUBELL H., TOKMAN V., SOUZA P.

Genève, 1976, 15 p.

Publication OIT/PME/Projet de recherche

ESCOLHA DE EMPREGO E DUALISMO NO MERCADO DE TRABALHO

SOUZA A.M.

in *Pesquisa e Planejamento Economico*, Rio de Janeiro, 6 (1), avril 1976, pp. 107-130.

Article de synthèse d'une thèse au sujet du marché du travail au Brésil.
(Tableaux statistiques, bibliographie)

BAHIA DE TODOS OS POBRES

SOUZA G., FARIA V.

Petropolis, Editora VOZES, 1980, 214 p.

Publication d'un rapport du CEBRAP sur la pauvreté économique du nord-est brésilien. (Tableaux, bibliographie)

MOBILIDADE INTERSETORIAL E HOMOGENEIDADE DO SETOR INFORMAL : O CASO BRASILEIRO

SOUZA A.M., SILVA N.V.

in *Revista Brasileira de Economia*, Rio de Janeiro, 38 (4), octobre-décembre 1984, pp. 327-356.

Analyse statistique de la mobilité de la main-d'oeuvre entre secteurs formel et informel. On tient compte de la segmentation du marché du travail et du statut professionnel. (Graphiques, bibliographie)

SUBTERRANEOS DA ECONOMIA INFORMAL

TEXEIRA I.

in *Conjuntura economica*, Rio de Janeiro, 39 (11), novembre 1985, pp. 133-137.

VENTURES IN THE INFORMAL SECTOR AND HOW THEY WORKED IN BRAZIL

TENDLER J.

Washington, US Agency for International Development. Bureau for program and policy coordination, 1983, Evaluation special study n° 12, 1 vol.

Evaluation du crédit au sein des organisations volontaires du secteur informel pour une politique de l'emploi et du crédit.

**MESURES TOUCHANT LE SECTEUR NON STRUCTURE ET L'EMPLOI,
L'ETUDE D'UN CAS : LE GRAND RECIFE**

VALE SOUZA A., GUIMA-RAES NETO L., DE ARAGAO T.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, 127 (2), 1988, pp. 273-289.

Article de synthèse d'une recherche basée sur une enquête pilote et un échantillon de 1.518 unités (petit commerce, fabrication services). L'étude définitive repose sur un second échantillon avec questionnaire.

Résultats : la croissance du SNS est entravée par divers facteurs tels que le manque d'accès aux marchés adéquats, aux techniques, aux crédits appropriés. Cette situation s'explique par la subordination du SNS aux pouvoirs publics et aux activités capitalistes modernes.

Les services et le commerce s'adressent directement aux consommateurs. Près du tiers des petits ateliers de fabrication vendent à des intermédiaires à des prix imposés. Dans leurs propositions en faveur d'une politique d'aide au SNS, les auteurs suggèrent qu'un système de contrôle prévienne l'exploitation des sous-traitants et des travailleurs informels par les firmes du secteur moderne. Il faudrait donc, à ce niveau-là, une intervention des pouvoirs publics. Une seconde mesure conduit à procéder à l'organisation en associations des travailleurs informels. (Tableaux statistiques, bibliographie)



SOBREVIVIR EN LA CALLE : EL COMERCIO AMBULANTE EN SANTIAGO

COUTRERAS V., WEIHERT L.

Santiago, PREALC, 1988, 173 p.

Rapport OIT/PME/PREALC d'une enquête sociale auprès des vendeurs ambulants au Chili. (Tableaux, bibliographie)

EMPLEO Y CAPACITACION EN LAS TALLERES INFORMALES DE SANTIAGO

CORVALAR O., CARIOLA L., CERRI M.

Montevideo, 1984, 150 p.

Publication O.I.T./CINTERFOR : (Estudios y monografias n° 167)

COMERCIO INFORMAL EN UNA COMUNA DE SANTIAGO

MOLLER A.

Santiago, 1978, 75 p.

Publication OIT/PME/PREALC. Enquête avec questionnaire.
(Bibliographie)

TRABAJADORES POR CUENTA PROPIA EN SANTIAGO

MOLLER A.

Santiago, 1980, 119 p.

Publication OIT/PME/PREALC (ILO-PREALC/184). Document de travail
sur les qualifications des travailleurs indépendants.

**ENTREVISTAS EN PROFUNDIDAD A EMPRESAS Y TRABAJADORES DEL
SECTOR INFORMAL EN REPARACION DE AUTOMOBILES**

OIT/PME/PREALC/175

Santiago, 1979, 227 p.

**ACTIVIDAD COMERCIAL DE LOS MERCADOS PERSAS DE SANTIAGO :
EFECTOS SOBRE EL EMPLEO Y LOS INGRESOS**

OIT/PME/PREALC/240

Santiago, 1984, 68 p.

Constitution d'un échantillon des commerces de détail et mise au point d'une méthode de recherche. Enquête auprès des négociants et collecte de données sur les ventes, les coûts, les magasins, les revenus, les subventions, les relations avec l'administration locale.

**SECTOR INFORMAL : ESTRATEGIAS OCUPACIONALES Y ORIENTACIONES
IDEOLOGICAS**

PINA RIQUELME C.

Santiago, 1981, 84 p.

Publication OIT/PME/PREALC (monografía 20). Enquête avec l'échantillon. Apport théorique et méthodologique à orientation sociologique. (Bibliographie)

SECTOR INFORMAL URBANO EN CHILE : UN INTENTO DE DEFINICION

RAMIREZ A.

Santiago, Academia de humanismo cristiano. Programa de economica del trabajo, 1982, 60 p.

Rapport de recherche sur le secteur informel au Chili : Les travailleurs indépendants comprennent les artisans, les conducteurs, les vendeurs ambulants et les employés de maison. (Bibliographie)

MIGRACIONES INTERNAS Y SECTOR INFORMAL EN CHILE

SAAVEDRA N.

Santiago, 1981, 46 p.

Publication OIT/PME/PREAL (Monografía n° 19). Etude à orientation démographique avec analyse statistique et tableaux statistiques sur les migrations internes.

REFLEXIONES SOBRE EL SECTOR INFORMAL A PROPOSITO DE DOS ESTUDIOS DE CASOS EN SANTIAGO Y LIMA

WEIHERT U.

Santiago, PREALC, 1988, 33 p.

Publication OIT/PME/PREALC. Documentos de trabalho n° 319 (ILO - PREALC/319).

Etudes de cas des travailleurs du vêtement, des vendeurs ambulants, des ateliers illégaux, au Chili et au Pérou.

COLOMBIE

A POSITIVE INTERPRETATION OF THE EXPANSION OF URBAN SERVICES IN LATIN AMERICA WITH SOME COLOMBIAN EVIDENCES

BERRY A.

in *Journal of Development Studies*, vol. 4, n°2, 1978.

L'importance du secteur tertiaire dans les économies sud-américaines est dû au progrès technologique de l'industrie et au moindre rapport capital/travail du commerce, des services et du secteur public. La demande de main-d'oeuvre des activités tertiaires augmente à un rythme plus élevé que dans l'industrie sans qu'il y ait hypertrophie du secteur.

Cette thèse rejoint l'analyse de Francisco de Oliveira, -"O terciario e a divisao social do trabalho", Estudos CEBRAP n°24, Sao Paulo, 1979-, qui propose de dépasser les interprétations de Marx et de Keynes et de replacer le secteur tertiaire à l'intérieur du mouvement de reproduction du capital. Les modalités de l'industrialisation entraînent le fait que certains services sont rendus de manière efficace en utilisant intensivement la force de travail individuelle. Celle-ci travaille dans de petites unités où ne prédominent pas les rapports salariaux.

SELF EMPLOYED PROLETARIANS IN AN INFORMAL FACTORY : THE CASE OF CALI'S GARBAGE DUMP

BIRBECK C.

in *World Development*, sept-oct. 1978, pp. 1173-1185

PAUVRETE ET DUALISME DANS LE SECTEUR URBAIN DES ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT : LE CAS DE LA COLOMBIE

BOURGUIGNON F.

in *Desarrollo y Sociedad*, Bogota CEDE, n°1, janvier 1979.

ORGANISATION, REGULATION AND EXPLOITATION IN THE SO-CALLED "URBAN INFORMAL SECTOR" : THE STREET TRADERS OF CALI, COLOMBIA

BROMLEY R. J.

in *World Development*, sept-oct. 1978

URBAN INFORMAL SECTOR : CRITICAL PERSPECTIVES

BROMLEY R.

in *World Development*, Oxford, 6 (9-10), sept-oct. 1978, pp. 1031-1198

TRABAJO EN LAS CALLES. ESTRATEGIA DE SOBREVIVENCIA, NECESIDAD O MAL INEVITABLE ?

BROMLEY R.

in *Revista Interamericana de Planificacion*, Bogota, 17, décembre 1983, pp. 57-72

Dans cet article, l'auteur synthétise les résultats d'une enquête menée entre 1976 et 1978 à Cali. Ray Bromley est un géographe et utilise une méthode descriptive pour comprendre les activités de rue.

L'article cite les articles de Chris Birbeck et Chris Gerry à propos de la Colombie et publiés notamment dans R. Bromley et Ch. Gerry (eds), "Casual work and poverty in third world cities", John Wiley, Londres, 1979.

Les activités de rue sont regroupées en huit catégories. Le nombre de travailleurs de rue est estimé à partir de plusieurs sources chiffrées, soit entre 24000 et 36000 personnes à Cali. Les stratégies de survie tombent parfois dans l'illégalité et tous ne sont pas "indépendants". Ces activités appartiennent au secteur tertiaire, les plus utiles étant liées au transport et à la vente d'aliments.

L'absence d'organisation et de structure participatives s'explique par l'intense concurrence qui sévit dans les activités de rue. Les relations contractuelles d'exploitation en sont aggravées. Les interventions des pouvoirs publics s'opèrent de manière répressive. On note une participation des femmes et des enfants. (Bibliographie)

ELEMENTOS PARA EL ANALISIS DEL SECTOR INFORMAL EN EL AREA METROPOLITANA DE BUCARAMANGA

COLMENARES MEJIA E.

in *Revista UIS-Humanidades*, Bucaramanga, (Colombie), 14 (2), 1985, pp. 133-148

Article sociologique qui essaie de comptabiliser les activités du secteur informel et critique l'approche de l'OIT. L'évidence empirique démontre que l'industrie se maintient dans une obsolescence technologique qui contredit la thèse de la modernisation. Le secteur informel apparaît comme une réalité

structurelle caractérisée par l'apogée de la petite entreprise. Celle-ci est une réponse à l'endettement extérieur, à la dépendance technologique, au fléchissement du PIB.

La petite entreprise répond à une stratégie économique de lutte contre le sous-développement ; elle traverse les crises grâce à la sous-valorisation du travail ; elle seule peut accompagner les plans d'austérité du FMI visant à réduire la consommation, et à promouvoir la production. (Tableaux statistiques, bibliographie).

**FOOL'S TAX : DISGUISED WAGE-EMPLOYMENT AMONG LOTTERY AND
CHANCE TICKET SELLERS IN CALI, COLOMBIA**

GERRY C.

Swansea, Wales, University College, 1987, New series n°3, 32 p.

Travail clandestin, salaires perçus et vendeurs de tickets de loterie à Cali.

**PROGRAMAS DE FORMACION PROFESIONAL PARA EL SECTOR INFORMAL
URBANO EN COLOMBIA Y VENEZUELA**

GUERRERO J.

Montevideo, OIT, CINTERFOR, 1988, 134 p.

Publication OIT/CINTERFOR. Document de travail. Etude comparative sur la formation professionnelle en Colombie et au Vénézuéla. (Tableaux statistiques, bibliographie).

SECTOR INFORMAL EN COLOMBIA : REALIZACIONES Y POSIBILIDADES

HENAO ML., SIERRA O.

in *Lecturas de Economía*, Medellín, n°22, janv-avril 1987, pp. 73-131

ESTUDIOS, PROGRAMAS Y POLITICAS DEL SECTOR INFORMAL URBANO EN COLOMBIA

KUGLER B. W.

in *Revista de Planeacion y desarrollo*, Bogota, vol XIV, n°3, sept-décembre 1982, pp. 53-80.

Un bilan des études, programmes et politiques en faveur de l'emploi en Colombie : les premières études de l'OIT ont été suivies, dans les années 70, par une baisse du chômage et une reprise de la croissance. En 1974, on commence à parler de secteur informel urbain. Les résultats des diverses études font de la Colombie un pays pionnier au niveau théorique et politique. Le secteur informel est abordé du point de vue de son intégration à l'ensemble de l'économie. Une conceptualisation technique, opérationnelle, souligne la nécessité d'analyser les problèmes de l'emploi en référence avec la productivité, les revenus et leurs distributions. (Bibliographie)

DIAGNOSTICO Y POLITICAS PARA EL SECTOR INFORMAL EN COLOMBIA

LOPEZ CASTANO H.

in *Lecturas de Economia*, Medellin, n°21, sept-dec. 1986, pp. 133-167

L'EMPLOI DANS LE SECTEUR INFORMEL : LE CAS DE LA COLOMBIE

LOPEZ CASTANO H., HENAO M-L., SIERRA O.

in Archambault E. et Greffe X. (éds), *Les économies non officielles*, La Découverte, Paris, 1984, pp. 219-243

Article de synthèse qui remet en question les thèses du PREALC. Bien que l'exode rural soit un facteur explicatif de l'existence d'un secteur informel urbain, il n'existe pas de relation directe entre migrations et informalité. Autres résultats : le secteur informel est sensible aux périodes de croissance mais insensible aux périodes de crise. Il ne joue pas de rôle de régulateur et de moyen de pression sur le salaire moyen. Il n'absorbe pas le chômage structurel. Par rapport au capital, le secteur informel occupe des secteurs à la marge où l'autonomie des travailleurs indépendants est subordonnée. Les agents du

secteur informel ont un caractère "petit bourgeois" qui les distingue du prolétariat et infirme "le pessimisme viscéral dont souffre la théorie de la marginalité". (Bibliographie)

L'article de H. Lopez Castano a été publié dans les Cahiers de l'IREP, *Secteur informel et industrialisation diffuse dans les nouveaux pays industriels*, cahier n°9, Grenoble, 1985

**BASES DE CONCEPTUALIZACION DEL SECTOR INFORMAL Y
CUANTIFICACION A NIVEL NACIONAL Y DEPARTEMENTAL**

OCAMPO J. F.

Bogota, SENA, 1983

SECTOR INFORMAL EN LA ECONOMIA URBANA DE BOGOTA

OIT/PME/Oficina de Investigaciones Socio-económicas y Legales

Genève, 1977, 257 p.

**BASES DE CONCEPTUALIZACION DEL SECTOR INFORMAL Y
CUANTIFICACION A NIVEL NACIONAL Y DEPARTAMENTAL**

Proyecto de Planificación de Recursos Humanos Sena-Holanda

Bogota, Servicio Nacional de Aprendizaje, 1982, 69 p.

Rapport sur la structure de l'emploi : définitions du secteur informel, du dualisme sectoriel, de l'emploi. Mise au point d'une méthode de recherche incluant une base statistique. (Tableaux statistiques)

SECTOR INFORMAL. LA NUEVA CENICIENTA DEL SUBDESARROLLO

ZAMOSC L.

in *Desarrollo Indoamericano*, Bogota, 14 (56), Mars 1980, pp. 39-42

Article théorique de critique marxiste : le dualisme économique contient une théorie sociale qui entrave le potentiel de développement des PVD. On prend l'exemple de la Colombie.

En se basant sur les projets de l'OIT en Colombie, l'auteur critique l'analyse du secteur informel telle qu'elle est utilisée par les experts du BIT. Pour ces derniers, la présence d'un secteur informel urbain où ne se posent guère les distinctions entre activités de la petite industrie, artisanat, prestations de service et petit commerce de rue correspond bien au dualisme sectoriel - aux incidences économiques et sociales spécifiques - diagnostiqué par la théorie du développement. Mais le secteur informel est la conséquence d'une contradiction structurelle du capitalisme périphérique. La situation n'est pas transitoire, elle est marquée par la dépendance. Il s'ensuit que considérer le secteur informel comme solution économique renforce la subordination de populations vivant au niveau de subsistance au bénéfice des tendances du capitalisme mondial. Prétendre que le secteur informel augmente la production, donne du travail, amortit les tensions sociales et agit, grâce aux petits entrepreneurs, en tant que pôle dynamique pour la croissance, c'est méconnaître la pauvreté et le retard technologique du secteur informel ; c'est participer à une forme d'idéologie justificatrice de la polarisation en terme de classes sociales propre aux sociétés dépendantes.



COSTA RICA : CARACTERISTICAS DE LAS MICROEMPRESAS Y SUS DUEÑOS

OIT/PME/PREALC/253

Santiago, 1984, 57 p.

Enquête par entretiens et questionnaire auprès des entrepreneurs

POVERTY AND LABOUR MARKET IN COSTA RICA

OIT/PREALC/288

Santiago, 1987, 37 p.

Rapport de recherche qui confirme l'hypothèse que les activités du secteur informel opèrent comme mécanisme d'ajustement à la crise économique. Il y a relativement plus d'indigents et de ménages pauvres qui s'emploient dans le secteur informel. Méthodologie. (tableaux statistiques, bibliographie)



**ABSORPTION DES TECHNOLOGIES ET ORGANISATION DE LA PRODUCTION
DANS LE SECTEUR INFORMEL DES FABRICATIONS METALLIQUES A QUITO
(EQUATEUR)**

FARRELL G.

Genève, OIT, 1989, 31 p.

Publication BIT / Programme de la technologie et de l'emploi / Document de travail n°196 (Ilo-Wep 2-22/WP. 196)

Analyse de la productivité du travail en relation avec l'équipement industriel (neuf ou d'occasion) des petites entreprises.

**SHOESHINES, STREET LIFE AND SURVIVAL : A CASE STUDY OF THE
GAMINES IN QUITO, ECUADOR**

HIGGINS S. J.

Austin, University of Texas, 1979, 187 p.

Une thèse basée sur une enquête avec entretiens et questionnaire. On tient compte des conditions de travail, des conditions de vie, de l'éducation, de la santé, des familles des cireurs de chaussures. (Revue de la littérature, bibliographie)

**SECTEUR URBAIN NON CONVENTIONNEL. REFLEXIONS SUR LES
CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE LA VIE**

PLACENCIA M. M., VASQUEZ H.

in *Equateur 1986*, vol. II, ORSTOM, Colloques et Séminaires, Paris, 1989, pp. 513-526

CREDITO Y CAPACITACION PARA EL SECTOR INFORMAL

MEZZERA J.

Santiago, PREALC n°29, 1987, 63 p.

**PETTY MANUFACTURING, CAPITALIST ENTERPRISES AND THE PROCESS OF
ACCUMULATION IN ECUADOR**

MIDDLETON A.

in *Development and Change*, Londres, 12 (4), oct. 1981, pp. 505-524

CHANGING STRUCTURE OF PETTY PRODUCTION IN ECUADOR

MIDDLETON A.

in *World Development*, Oxford, 17 (1), jan. 1989, pp. 139-155



WOMEN IN THE INFORMAL SECTOR : THE CASE OF MEXICO CITY

ARIRPE L.

in *SIGNS*, Chicago, 3 (1), Automne 1977, pp. 25-37

Les femmes du secteur informel en tant qu'employées de maison et travailleuses indépendantes par rapport au développement économique du Mexique. (Tableaux, bibliographie)

BASES PARA UNA POLITICA DE EMPLEO HACIA EL SECTOR INFORMAL O MARGINAL URBANA EN MEXICO

Dirección general del Servicio Público del Empleo

Mexico, 1975, 77 p.

Monographie sur la structure de l'emploi en milieu urbain. Le secteur informel est appréhendé au travers des activités liées à l'industrie alimentaire, la petite industrie, le travail à domicile, l'entretien et la réparation. (Tableaux statistiques, bibliographie)

MICROINDUSTRIAS EN EL SECTOR MANUFACTURERO DE MEXICO

GARCIA N.

Santiago, 1978, 24 p.

Publication OIT/PME/PREALC. (Trabajo ocasional n°23)

BARRERAS INSTITUCIONALES DE ENTRADA AL SECTOR INFORMAL EN LA CIUDAD DE MEXICO

OIT/PME/PREAL/258

Santiago, 1985, 59 p.

ESTUDIO DE MIL CASOS DE NIÑOS DEDICADOS AL COMERCIO AMBULANTE Y LOS SERVICIOS EN LA CIUDAD DE MEXICO

SOLORZANO A.

in *Cuadernos Inet n°9*, Mexico, Instituto nacional de estudios del trabajo, Mexico, 1979, 97 p.

Rapport basé sur une enquête avec questionnaire sur le travail des enfants. On prend en compte le groupe d'âge, les conditions de vie et de travail. (Tableaux)

NICARAGUA

SECTOR INFORMAL EN LA ECONOMIA MIXTA DE NICARAGUA

DE HAAN A.

Leiden, (Amsterdam Universteit), Institute for socio-economic studies of developing countries, 1987, 93 p.

Rapport de recherche sur le secteur informel de Managua : petite industrie, commerce de détail, vendeurs ambulants. (Tableaux statistiques, bibliographie)

PANAMA

PANAMA : SITUACION Y PERSPECTIVAS DEL EMPLEO EN EL SECTOR INFORMAL URBANO

OIT/PME/PREALC

Santiago, 1984, 69 p.

PARAGUAY

CARACTERISTICAS Y FUNCIONAMIENTO DEL SECTOR INFORMAL : EL CASO DEL PARAGUAY

SOUZA P. R., TOKMAN V.

Santiago, 1976, 21 p.

Publication OIT/PME/PREALC (Ilo-PREALC/128)



ARTESANIA : SOBREVIVENCIA O ALTERNATIVA DE EMPLEO ?

ALBAREDA E., ALBAREDA F.

Lima, Friedrich - Ebert - Stiftung, 1988, 72 p.

Un rapport de recherche sur les conditions de promotion de l'artisanat et des exportations. (Tableaux statistiques, bibliographie)

SECTOR INFORMAL URBANO : DE REPRODUCCION DE LA FUERZA DE TRABAJO A POSIBILIDADES DE PRODUCCION

CHAVEZ-OBRIEN E.

Lima, Friedrich-Ebert-Stiftung, coll. Diagnostico y Debate n°32, 1988, 80 p.

Un rapport de recherche sur la petite industrie dans le secteur informel urbain du Pérou qui tient compte de la technologie choisie en relation avec la capacité de production et la création d'emploi. (Tableaux statistiques, graphiques, bibliographie)

OPTIONS TECHNOLOGIQUES DANS LA BRANCHE DES FABRICATIONS METALLIQUES DU SECTEUR INFORMEL A LIMA

CHAVEZ E.

Genève, BIT, 1989, 38 p.

Publication OIT/PME. Document de travail n°197. Programme de la technologie et de l'emploi (Ilo-Wep 2-22/WP 197).

L'investissement en capital, l'équipement industriel, la mécanisation, la productivité et les qualifications professionnelles des micro-entreprises de la métallurgie. (Tableaux statistiques, bibliographie)

**FORMALIZACION Y FOMENTO DE LAS UNIDADES DE PRODUCCION DE
PEQUEÑA ESCALA**

CHINCARO SE., FELICIANO JA., PAREDES V. P

Lima, Friedrich-Ebert-Stiftung, coll. Diagnostico y Debate n°31, 1988, 84 p.

Etude de recherche avec enquête sur le terrain auprès des petites entreprises du secteur informel pour analyser les conséquences des procédures légales simplifiées d'enregistrement des établissements. (Tableaux statistiques, bibliographie)

LE SECTEUR INFORMEL DANS LA VILLE DE LIMA (PEROU)

FLORES MEDINA R.

Toulouse, Université Le Mirail, Institut de Géographie, 1986, 81 p.

Thèse

TALLERISTAS Y VENDEDORES AMBULANTES EN LIMA

GROMPONE R.

Lima, desco, 2^e édition, 1986, 319 p.

Etude sociologique approfondie au niveau théorique et méthodologique. Enquête de trois branches du secteur informel : la confection, la réparation automobile et le commerce de rue. Entretiens. (Bibliographie)

Les études économiques qui portent sur le secteur informel au Pérou, en Colombie, en Equateur notamment ont dépassé la conceptualisation en termes de marginalité urbaine, de dualisme sectoriel ou même l'approche "moraliste" de R. Bromley. L'auteur veut proposer une explication sociologique de l'économie informelle qui passe par une critique de V. Tokman et une spécification du concept de petite production marchande utilisé dans les écrits marxistes.

Contrairement à Tokman, en effet, le secteur informel ne résulte pas des imperfections du marché. Les traits structurels de ce secteur sont propres à

l'économie des villes des PVD. En outre, la facilité d'entrée ne doit pas faire illusion quant à la complexité du phénomène. Les limites du secteur sont plus sévères. Enfin, il convient de vérifier que les établissements du SNS n'ont d'autre alternative que d'utiliser une main d'oeuvre familiale intégrée.

La manufacture informelle ou l'artisanat de services utilisent des apprentis ou des salariés, de manière permanente ou intermittente. Ces derniers possèdent un certain degré de spécialisation.

Les familles à bas revenus diversifient le travail de leurs membres et leurs sources de revenus. La dynamique du processus d'accumulation n'est pas séparée de la dynamique de la reproduction de la force de travail.

La concurrence et la précarité des activités entraînent des barrières à l'entrée qui remettent en question la fluidité du secteur. Il existe une division du travail où on observe la présence de situations consolidées.

En milieu urbain, l'apport en capital et la localisation sont des phénomènes liés l'un à l'autre. L'organisation des tâches revêt un caractère élaboré de diversification, de spécialisation accompagné d'un processus de différenciation interne.

L'instabilité des relations de travail empêche que les travailleurs aient une perception adéquate de la totalité du processus productif. Cette instabilité agit comme un frein à l'emprunt du capital minimum nécessaire pour travailler de manière indépendante.

Pour les petits patrons qui dépendent d'autres producteurs ou des commerçants comme pour les apprentis qui savent uniquement faire marcher une machine, entrent et sortent de l'activité, l'horizon économique est celui de la sous-traitance.

Le travail est sporadique ; les liens entre patrons et apprentis sont personnalisés. C'est l'extrême adaptabilité aux aléas du marché qui explique le maintien des petits établissements plus que leur taux de capital.

Le concept de petite production marchande (PPM) reste un outil d'analyse pertinent à condition de le débarrasser des conditions historiques qui ont présidé à son apparition dans les sociétés capitalistes avancées.

La PPM délimite un espace où les travailleurs informels se mobilisent en articulation avec le secteur industriel. Les petits établissements sont précaires sans que leur existence n'atteste un quelconque aspect transitoire. Les stratégies économiques sont toujours "sur le qui-vive", condition de leur survie, partant, de leur intégration à l'ensemble de l'économie.

Le postulat de la subordination de ces activités doit être nuancé : la subordination n'empêche nullement une certaine accumulation ou, au contraire un retrait "à la marge". La logique capitaliste existe bien, greffée sur des relations sociales particulières. Il en va de même pour la mesure de la sous-rémunération. Le niveau des revenus, les conditions de travail, le niveau d'aspiration sont plus importants que le taux de profit.

L'exploitation par le secteur moderne s'opère de manière indirecte. Les producteurs informels ne sont pas directement subordonnés, ils sont relativement indépendants (autant qu'on puisse l'être) face aux situations de monopole du commerce, de l'industrie et du système bancaire. Par rapport aux ouvriers, leur situation ne s'en trouve pas aggravée. En compensation, ce qui n'est pas rentable pour le secteur capitaliste le devient pour les producteurs (et les consommateurs (les familles pauvres)) du secteur informel qui pratiquent des prix flexibles.

La dynamique des petits producteurs connaît quatre phases : création, disparition, capitalisation, subordination. La logique des artisans n'est pas orientée par l'esprit de l'entrepreneur capitaliste : ils préfèrent souvent ouvrir un autre atelier que d'accéder au marché capitaliste. Les rapports avec l'industrie manufacturière ne créent pas de liens définitifs : la sous-traitance est vue comme une opportunité dans le flux des activités, dans la combinaison soutenue des sources de revenus.

Quant aux services informels, l'auteur souscrit à la thèse de F. de Oliveira. Il y a tertiarisation parce qu'il y a eu industrialisation et il est rationnel que certains services soient rendus au sein de petits établissements à forte utilisation de main-d'oeuvre. De plus, les services créent de la valeur.

R. Grompone analyse ensuite de manière détaillée, grâce à des données recueillies par entretiens, trois branches du secteur informel : l'artisanat de confection (manufacture), les officines de réparation automobile (service) et les vendeurs ambulants (commerce).

**ENTRE LA USURA Y LA ASFIXIA : EL FINANCIAMIENTO DE LA ECONOMIA
INFORMAL**

INDACOCHEA A.

in *Nueva Sociedad*, Caracas, jan-fev. 1989, pp. 52-57

**FUNDAMIENTOS ESTADISTICOS DE "EL OTRO SENDERO" : DEBATE SOBRE
EL SECTOR INFORMAL EN EL PERU**

ROSSINI R. G., THOMAS J. J.

Lima, Friedrich-Ebert-Stiftung, Instituto Libertad y Democracia, 1987, 74 p.

Débat sur le secteur informel par rapport à l'analyse économique et à la mesure statistique. Débat sur les notions de main d'oeuvre, de productivité et de répartition de revenu. (tableaux statistiques, bibliographie)

**ARTICULATION OF MODES OF PRODUCTION AND THE TWO CIRCUITS OF
URBAN ECONOMY. WHOLESALERS IN LIMA**

SANTOS M.

in *Pacific Viewpoint*, vol. 6, n°3, 1976

OTRO SENDERO : LA REVOLUCION INFORMAL

SOTO H.

Lima, Editorial El Barranco, 1986, 317 p.

2^e éd., OVEJA NEGRA, 1987

Le secteur informel, son rôle économique, son statut légal et les réalités sociales conflictuelles des migrations, des nécessités urbaines, de l'accessibilité au marché. (Tableaux, photographies, bibliographie)

**FINANCIAMIENTO E INFORMALIDAD : MERCADO FINANCIERO
NOORGANIZADO Y FINANCIAMIENTO DE LA ACTIVIDAD INFORMAL**

THORNE AE., MORALES A., VELARDE J.

Lima, Friedrich-Ebert-Stiftung, 1988, 102 p.

L'étude analyse les tendances du marché financier péruvien. Le secteur informel bénéficie de sources de financement grâce à l'existence de divers bailleurs de fonds. on essaie de voir qui en sont les participants. (Taux d'intérêt, graphiques, références bibliographiques)

REPUBLIQUE DOMINICAINE

**ATYPICAL EMPLOYMENT RELATIONS : NEW FORMS AND ISSUES IN THE
DOMINICAN REPUBLIC**

ALBUQUERQUE R.

in *Comparative Labor Law*, Los Angeles, 8 (2), hiver 1982, pp. 139-154

Code et contrat de travail des travailleurs saisonniers. Cas de l'industrie du sucre en République Dominicaine.

URUGUAY

**FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENTREPRISE DU
SECTEUR RURAL NON STRUCTURE : RAPPORT FINAL D'ACTIVITES**

OIT/CINTERFOR

Montévidéo, 1985, 114 p.

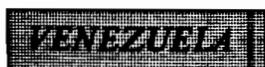
Rapport sur les projets pilotes de développement rural. On évalue les méthodes pédagogiques et les besoins en matériel didactique.

**THE URBAN INFORMAL SECTOR IN URUGUAY : ITS INTERNAL STRUCTURE,
CHARACTERISTICS AND EFFECTS**

PORTES A., BLITZER S., CURTIS J.

in *World Development*, Oxford, 14 (6), juin 1986, pp. 727-741

Enquête avec échantillon. Les variables retenues sont l'âge, le sexe, le niveau d'enseignement, le revenu. (Tableaux statistiques, bibliographie)



SECTOR INFORMAL URBANO EN VENEZUELA

MENDEZ D.

in SIC, Caracas, 504, avr. 1988, pp. 152-155

V INDE - ASIE DU SUD-EST

A Références théoriques et méthodologiques

QUASI FORMAL EMPLOYMENT STRUCTURES AND BEHAVIOUR IN THE UNORGANIZED URBAN ECONOMY AND THE RESERVE, SOME EVIDENCE FROM SOUTH ASIA

HARRIS B.

in *World Development*, n°6, 1978

HAWKERS AND HOOKERS : MAKING OUT IN THE THIRD WORLD CITY, SOME SOUTHEAST ASIAN EXAMPLES

MCGEE T

in *Manpower and Unemployment Research*, Montréal, 9 (1), avril 1976, pp. 3-21

HAWKERS IN SOUTHEAST ASIAN CITIES : PLANNING FOR THE BAZAAR ECONOMY

MCGEE T., YEUNG Y.

Ottawa, International Development Research Centre, 1977, 139 p.

Etude comparative du secteur informel dans les villes d'Asie du Sud-Est. Analyse des implications économiques et sociales et recommandations. (Questionnaire, tableaux statistiques)

LABOUR MARKET INFORMATION THROUGH KEY INFORMANTS : REPORT OF AN EVALUATION SEMINAR CONDUCTED WITH THE SUPPORT OF DANIDA

OIT

Genève, 1982, 85 p.

Rapport de réunion OIT. Etude la collecte de données dans le cadre de projets au Bangladesh, en Inde, en Malaisie, au Népal, au Sri-Lanka, en Thaïlande et à Antigua-et-Barbada. Méthodologie et sources statistiques.

B Références par pays**BANGLADESH****TECHNOLOGY ADAPTATION AND INNOVATIONS IN THE INFORMAL SECTOR
OF DHAKA (BANGLADESH)**

KHUNDER N.

Genève, OIT, 1989, 131 p.

Publication OIT., Technology and employment program, working paper n°198 (Ilo-Wep 2-22/WP 198). Document de travail.

**LE ROLE DU SECTEUR NON STRUCTURE DANS LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE : OBSERVATIONS FAITES A DHAKA, BANGLADESH**

NURUL AMIN A.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, 126 (5), sept-oct. 1987, pp. 687-700

Article de synthèse d'une enquête menée en 1979 auprès de 437 entreprises.
(Tableaux statistiques, bibliographie)

RICKSHAW INDUSTRY IN DHAKA : PRELIMINARY FINDINGS

RASHID S.

Dhaka, Bangladesh Institute of Development Studies, n°51, 8 p.

Petite enquête par questionnaire auprès des conducteurs de pousse-pousse au Bangladesh.



INFORMAL SECTOR IN DEVELOPING COUNTRIES : A MACRO-VIEWPOINT

ACHARYA S.

in *Journal of Contemporary Asia*, Stockholm, 13 (4), oct-déc 1983, pp. 432-445

Les conditions de travail en milieu urbain des pays pauvres. Revue de la littérature. Le cas de l'Inde. (Bibliographie)

INFORMAL CREDIT MARKETS AND BLACK MONEY. DO THEY FRUSTRATE MONETARY POLICY ?

ACHARYA S., MADHUR Sr.

in *Economic and Political Weekly*, 18 (50), 10 décembre 1983

Les auteurs analysent les deux marchés du crédit, pour les années 1951-52 et 1976-77, afin de savoir si le crédit des banques commerciales influence ou est influencé par le marché du crédit informel. Les besoins en liquidité sont relativement indifférents à la politique fiscale et monétaire. Mais un marché du crédit informel pourrait cependant contrarier une politique monétaire.

Or, leur conclusion est quelque peu différente. D'après les données empiriques, les variations dans le stock du crédit alloué par les banques commerciales au secteur privé a une influence, en sens contraire, sur les taux d'intérêt du marché informel.

ROLE OF WOMEN AND CHILDREN IN THE INFORMAL SECTOR

ARUNACHALAM J., AZAD N.

in *Productivity*, New Delhi, 26 (3), oct-déc. 1985, pp. 273-276

EMPOWERING WOMEN WORKERS : THE W.W.F. EXPERIMENT IN INDIAN CITIES

AZAD N.

Madras, Unicef, Women's working forum, 1986, 182 p.

Enquête socio-économique basée sur le recensement de 2500 habitants de 58 bidonvilles à Madras. Description des 14 occupations des travailleuses du secteur informel. Etudes de cas. (Photographie, tableaux statistiques, bibliographie)

INFORMATION FLOW, EXPECTATIONS AND JOB SEARCH : RURAL-TO-URBAN MIGRATION IN INDIA

BANERJEE B.

in *Journal of Development Economics*, Amsterdam, 15 (1-3), mai-juin 1984, pp. 239-257

RURAL TO URBAN MIGRATION AND THE URBAN LABOUR MARKET : A CASE STUDY OF DELHI

BANERJEE B.

Bombay, Publishing House, 1986, Studies in Economic Development and Planning n°41, XVIII, 282 p.

Enquête par échantillonnage (10000 chefs de famille) pour tester le rôle du secteur informel que lui confère la théorie des migrations probabilistiques de Todaro. Invalidation partielle des hypothèses de la théorie du marché du travail segmenté. (Tableaux statistiques, bibliographie)

Ouvrage synthétisé dans Banerjee B., The role of the informal sector in the migration process : a test of probabilistic migration models and labour market segmentation for India, in *Oxford Economic Papers*, 1983, 35, pp. 399-422

**THE ROLE OF THE INFORMAL SECTOR IN THE MIGRATION PROCESS. A
TEST OF PROBABILISTIC MIGRATION MODELS AND LABOUR MARKET
SEGMENTATION FOR INDIA**

BANERJEE B.

in *Oxford Economic Papers*, 35 (1983), pp. 399-422

Des auteurs comme Sabot et Sethuraman ont analysé le point d'entrée des migrants sur le marché du travail urbain. D'autres auteurs comme Joshi et Joshi, Mazumdar, Oberai et Yap ont comparé la distribution des occupations par industries. Mais aucune étude ne confirme le modèle probabilistique des migrations.

Ce modèle développé par Todaro exclut la possibilité que le secteur informel soit un des objectifs des migrants. Ceux-ci sont en effet supposés s'intéresser d'abord au secteur formel car les rémunérations du secteur informel sont, en situation d'équilibre, toujours inférieures à celles obtenues dans les zones rurales dont sont originaires les migrants.

Les études de l'OIT sur le Kenya et l'Inde ont démontré que les rémunérations du secteur informel sont égales, sinon supérieures, à celles des zones rurales.

Pour déterminer l'attitude des migrants vis-à-vis de l'emploi du secteur informel, il convient d'examiner le comportement de ceux qui sont à la recherche d'un emploi, une fois qu'ils ont trouvé leur premier emploi. L'hypothèse de la mobilité entre secteur formel et informel est capitale pour le modèle probabilistique et pour la thèse de la segmentation du marché.

L'hypothèse de recherche de l'auteur est qu'à Delhi, le secteur informel ne joue pas le rôle que lui confère la théorie de Todaro. Quant à la théorie de la segmentation du marché, elle est partiellement confirmée.

Principaux résultats : la moitié seulement des migrants sont attirés, à Delhi, par les opportunités du secteur informel. La mobilité entre secteur informel et secteur formel est faible (des migrants entrent donc directement dans des emplois du secteur moderne). L'éducation et l'expérience sont récompensées dans une même proportion par les deux secteurs. L'éducation est l'un des facteurs les plus importants de la mobilité entre secteurs.

Le traitement des données informatisées (tableaux, hypothèse d'indépendance, analyse de régression) se basent sur les variables suivantes : âge, éducation, statut matrimonial, activités manuelles/non manuelles et statut de salarié ou d'indépendant. L'auteur construit un modèle d'absorption des migrants par le marché du travail urbain en Inde. Il n'existe pas de migration en deux temps, le marché est segmenté, la mobilité est faible, les revenus varient mais les variables éducation, caste, statut matrimonial et appartenance villageoise peuvent jouer.

La méthodologie (recensement par échantillonnage) est longuement explicitée dans la thèse de l'auteur. L'article résume la sélection opérée par un échantillon aléatoire, stratifié et pondéré de 10000 migrants, chefs de famille répartis en 76 blocs censitaires. Un deuxième sondage procède par entretien des migrants masculins, nés hors de Delhi, à l'âge de 14 ans et plus, arrivés en 1965 ou plus tard, après avoir trouvé un emploi ou à la recherche d'un emploi. (Tableaux, formules, bibliographie)

WOMEN WORKERS IN THE UNORGANIZED SECTOR : THE CALCUTTA EXPERIENCE

BANERJEE N.

Hyderabad, Sangam books, 1985, 150 p.

Etude avec enquête auprès des travailleurs du secteur informel. On prend en considération l'âge, le niveau d'instruction, la caste, les conditions de vie et de travail ; on analyse le revenu, la structure de l'emploi, le statut social et familial. (Tableaux, bibliographie)

THE INFORMAL SECTOR IN THE CALCUTTA METROPOLITAN ECONOMY

BOSE A. N.

Genève, 1974, 1 vol.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-19) (Ilo-WP5).

L'auteur étudie les manufactures de biens électriques et électroniques et démontre la domination des petites entreprises par les grandes.
Indicateur : structure des prix.

Cette étude qualitative confirme l'hypothèse que le secteur dominant oligopolistique, à grande échelle, oblige les petites unités du secteur informel à opérer sur un marché différent où les inputs ont des prix plus élevés et les outputs, des prix plus bas.

Le bénéfice de cette différence des prix est empoché par le secteur moderne. Ces établissements industriels sont en fait commerciaux par nature et gagnent une part importante de leurs profits en commercialisant sous leur marque des biens produits par des plus petites unités. Il existe bien deux marchés qui sont indépendants.

CALCUTTA AND RURAL BENGAL : SMALL SECTOR SYMBIOSIS

BOSE A. N.

Calcutta, Minerva Associates, 1978, 171 p.

Publication OIT/PME. Enquête avec questionnaire.

A DUALISTIC LABOUR SYSTEM. A CRITIQUE OF THE INFORMAL CONCEPT

BREMAN J.

in *Economic and Political Weekly*, n°12, 1976

LABOUR RELATIONS IN THE FORMAL AND INFORMAL SECTORS : REPORT OF A CASE STUDY IN SOUTH GUJARAT, INDIA

BREMAN J.

in *Journal of Peasant Study*, Londres, 4 (3), avril 1977, pp. 171-205 et 4 (4), juillet 1977, pp. 337-359

**INFORMALISATION OF EMPLOYMENT : CHILD LABOUR IN URBAN
INDUSTRIES OF INDIA**

BURRA N.

Genève, OIT, 1988, 43 p.

Document de travail BIT. Labour market analysis and employment / Ilo-Wep 2-43/WP.25)

Le travail des enfants dans le secteur informel. Etudes de cas pour l'industrie du verre, la forge, la bijouterie, l'artisanat et l'industrie de la céramique.

CALCUTTA'S INFORMAL SECTOR

DASGUPTA B.

in *Bulletin*, Institute of Development Studies, Brighton, 5 (2-3), oct. 1973, pp. 53-75

**PRODUCTIVITY, EARNINGS AND EMPLOYMENT POTENTIAL OF INFORMAL
SECTOR : A CASE STUDY OF NANGAL (PUNJAB)**

DHESIA S., WADHWA U.

in *Indian Journal of Industrial Relations*, New Delhi, 20(1), juillet 1984, pp. 1-16

**WOMEN IN THE INFORMAL SECTOR : TRAINING WHICH MAKES A
DIFFERENCE**

GOODALE G.

Genève, OIT, Training Policies Branch, Occasional paper n°3

Décrit les activités de l'association SEWA (Self-Employed Women's Association) en Inde

TRAINING FOR WOMEN IN THE INFORMAL SECTOR

GOODALE G.

in F. Fluitman, *Training for work in the informal sector*, Genève, OIT, 1989, pp. 47-69

L'auteur synthétise la situation des femmes dans le secteur informel et passe en revue les projets de formation de diverses organisations. Ce qui ne va pas dans les tentatives d'établir des activités génératrices de revenu pour les femmes, c'est la permanence de l'idée que les travaux "socialement acceptables" relèvent de la sphère domestique. Il ne s'agit pas d'emplois conférant un statut de travailleuses à part entière. Il convient donc de revoir la dépendance économique communément admise de la femme à l'homme, poser comme objectif des programmes de formation, l'emploi indépendant. Mener une carrière légitime est nécessaire pour la femme et il faut transmettre des qualités de développement personnel telles que l'assurance, le leadership, la gestion des difficultés et des discriminations. (Bibliographie)

SMALL SCALE PRODUCTION AND LABOUR MARKET IN CORMBATORE

HARRIS B.

in *Economic and Political Weekly*, 1982

**PROBLEMES DE METHODOLOGIE STATISTIQUE ET DE CATEGORISATION
DANS L'INDE CONTEMPORAINE**

HEUZE G.

AMIRA/INSEE, brochure n°52, Paris, 1986

NOTES CONCERNANT L'ANALYSE DE LA MAIN D'OEUVRE DU SECTEUR INFORMEL DANS L'INDE D'AUJOURD'HUI

HEUZE G.

in *Economies en transition*, Bulletin de liaison n°9-10, ORSTOM, Paris, mai 1987, pp. 55-70

Présentation des traits caractéristiques du secteur informel en Inde à partir du recensement exhaustif des activités de deux quartiers urbains.

Sans souscrire à la thèse dualiste, l'auteur tente cependant d'appréhender l'organisation des activités qui ne relèvent ni du secteur public, ni des entreprises modernisées de plus de 10 employés.

L'économie informelle s'inscrit dans un tissu social où la hiérarchie, les réseaux de relations et les communautés sont des "réalités centrales" (p. 57). L'existence d'intermédiaires et d'affairistes confère à la division du travail des clivages de classes beaucoup plus marqués qu'en Afrique noire.

Principaux résultats : l'approche par le travail distingue cinq catégories : le travail domestique, dépendant, libre, protégé et le travail rente lorsqu'un travailleur du secteur informel délègue son activité à d'autres. "Il devient directement un petit exploitateur sans être encore un employeur".

Les regroupements par caste et religion existent et les groupes entretiennent entre eux des rapports de solidarité et d'entraide qu'on observe notamment au niveau d'une vie de rue intense.

L'absence de relations de dépendance est synonyme de racket. Entre les redevances et les ponctions illégales qui amoindrissent encore les revenus des travailleurs informels, le travailleur libre apparaît comme une exception. L'auteur distingue quatre types de travailleurs informels situés entre les chômeurs et les couches exploiteuses du secteur informel. (Bibliographie)

FACTORY WORKERS AND UNORGANISED LABOUR IN INDIA

HOLMSTROM M.

Londres, 1981

WOMEN AND THE INFORMAL SECTOR

International Development Studies (IDS, éd.)

IDS Bulletin, Sussex, vol. 12 n°3, 1981

CASE STUDY OF PAVEMENT DWELLERS IN CALCUTTA : OCCUPATION, MOBILITY AND RURAL-URBAN LINKAGES

JAGANNATHAN NV., HALDER A.

in *Economic and Political Weekly*, Bombay, 23 (49), déc. 1988, pp. 2602-2605

SURPLUS LABOUR IN THE CITY

JOSHI H. et JOSHI V.

Bombay, 1976

TRAINING FOR WOMEN IN THE INFORMAL SECTOR : THE EXPERIENCE OF THE SELF-EMPLOYED WOMEN'S ASSOCIATION (SEWA), AHMENABAB, INDIA

JUMANI U.

in *Training for Work in the Informal Sector*, Fluitman F. éd., Genève, OIT, 1989

L'association SEWA fonctionne comme un syndicat où s'affilient les travailleuses dont 11% seulement appartiennent au secteur formel. L'association propose des services bancaires, de formation, de couverture sociale, de coopératives. Pour améliorer la situation des femmes, il convient d'ôter aux tâches du secteur informel leurs invisibilités dues notamment au manque de reconnaissance des femmes en tant que travailleuses à part entière. Les qualités d'organisation et de leadership sont utilisées dans les négociations avec les institutions, l'objectif étant d'améliorer les revenus.

**LABOUR IN SMALL INDUSTRY : CASE OF EXPORT GARMENT'S INDUSTRY IN
MADRAS**

KALPAGAM U.

in *Economic and Political Weekly*, Bombay, 16 (48), 28 nov. 1981, pp. 1957-1968

Etude de cas sur la petite industrie du vêtement du point de vue de l'organisation du travail, du système de rémunération, de la mobilité de la main d'oeuvre. Commentaires à propos de la sous-traitance et de la législation du travail.

WOMEN, INFORMAL SECTOR AND PERSPECTIVES ON STRUGGLES

KALPAGAM U.

in *Social Scientist*, New Delhi, 15 (6), juin 1987, pp. 33-44

Un article qui aborde la perspective du changement social. Approche sociologique en termes de classe ouvrière, travailleurs occasionnels et indépendants, et segmentation du marché du travail.

URBAN INFORMAL SECTOR : ISSUES ARISING OF GUJARAT'S EXPERIENCE

KASHYAP SP., SINGH H.

in *Indian Journal of Industrial Relations*, New-Delhi, 23 (1), juil. 1987, pp. 43-53

Etude de cas. (Tableaux statistiques, bibliographie)

WHY LEWIS MODEL DID NOT WORK ?

LAKSHAMA RAO Dr. V.

in *Southern Economist*, nov. 1976, pp. 7-10

DIMENSIONS OF THE INFORMAL SECTOR IN THE INDIAN ECONOMY

LAKSHAMA RAO Dr. V.

in *The Indian Journal of Economics*, University of Allahabad, n°266, janv. 1987, pp. 301-315

A partir de statistiques, l'auteur présente les tendances macro-économiques (de croissance) du secteur formel et du secteur informel (rural et urbain) pour l'ensemble de l'économie indienne.

Entre 1971 et 1981, les activités du secteur informel ont contribué au revenu national à raison de 65,66%.

L'auteur conclut cependant à la sévérité des relations d'exploitation entre secteur formel et secteur informel et entre les capitalistes des deux secteurs vis-à-vis des travailleurs.

EXPLOITATION OF WOMEN LABOUR : AN ANALYSIS OF WOMEN'S EMPLOYMENT IN KERALA

MATHEW P.M.

in *Social Scientist*, New Delhi, 13 (10-11), oct-nov. 1985, pp. 28-47

REPORT OF THE NATIONAL COMMISSION ON SELF-EMPLOYED WOMEN AND WOMEN IN THE INFORMAL SECTOR

National Commission on Self-employed Women and Women in the Informal Sector

New-Delhi, 1988, 1 vol.

Rapport de recherche sur la politique de l'emploi, la législation du travail et les travailleuses du secteur informel. Recommandations. (Photographies, questionnaire, tableaux statistiques, bibliographie)

**TECHNICAL PAPER ON NEW APPROACHES AND TECHNIQUES IN
GENERATING, MANAGING AND UTILISING LABOUR MARKET INFORMATION
IN INDIA**

OMAKANT RAO R.

Genève, OIT, 1986, 39 p.

Publication OIT/Ministry of Labour, India. Document de méthode de recherche des sources d'information et de collecte des données concernant le marché du travail.

**MOBILITY AND WAGE STRUCTURE IN AN URBAN LABOUR MARKET : A
STUDY OF AHMENABAD**

PAPOLA T.S.

in *Studies of Urban Labour Market Behaviour in Developing Areas*, S. KANAPPAN (éd.), OIT, Genève, 1977, pp. 14-33

L'auteur étudie les entreprises de moins de 10 employés qui ne tombent pas sous la législation de l'Indian Factory Act. A Ahmenabad, 46 % des travailleurs appartiennent au secteur informel et contribuent pour 28% au PIB de la ville. Les salaires sont inférieurs de moitié malgré une productivité plus élevée. Les activités informelles qui se développent sont celles reliées au marché et aux technologies du secteur moderne. Les travailleurs du secteur informel sont en général plus jeunes, moins éduqués et moins payés.

CALCUTTA'S INFORMAL SECTOR : THEORY AND REALITY

ROMATET E.

in *Economic and Political Weekly*, Bombay, 18 (50), 10 décembre 1983, pp. 2115-2128

Article de synthèse des théories et des enquêtes menées en Inde sur le secteur informel. Une première enquête concerne l'industrie de confection à Garden Reach, dans le sud de Calcutta. Les patrons des ateliers de confection sont musulmans à 90%. Au-dessus des tailleurs, il y a les ostagars, propriétaires

d'unités de fabrication et au-dessus d'eux, les marchands de tissu du Barabazar. La spécialisation des tâches est très poussée, les contrats sont verbaux, des intermédiaires allouent du crédit, les débouchés sont assurés par l'ensemble des marchés de gros et de plein air. La sous-traitance et la déqualification des travailleurs entraînent un coût du travail qui ne dépasse pas 20% du prix.

Une deuxième enquête concerne les tanneries qui font vivre 75000 personnes. Une troisième enquête porte sur les bidonvilles (83000 ha/km² à Calcutta) où existent beaucoup d'unités informelles. L'auteur résume ces enquêtes et analyse le facteur travail et le facteur capital. Il présente des tableaux, des fourchettes de rémunérations des nomenclatures d'activités et des recommandations. (Bibliographie)

URBAN POOR : SLUM AND PAVEMENT DWELLERS IN THE MAJOR CITIES OF INDIA

SINGH A.M., DE SOUZA A.

New Delhi, Manohar, 1980, 142 p.

Monographie sur le secteur informel des villes indiennes. Les facteurs explicatifs relèvent de la démographie, de la pauvreté, des migrations rurales mais aussi de l'état des équipements urbains et des services de santé. (Bibliographie)

INDUSTRIAL TRANSITION IN MODERN INDIA

STREEFKERK H.

New Delhi, 1985

UNIONISM IN THE INFORMAL SECTOR IN INDIA

SHUKLA, BIMLA

in *Indian Journal of Labour Economics*, Lucknow, 29 (4), janv. 1987, pp. 135-146

INDIAN INFORMAL SECTOR

UNICEF. Regional Office for South Central India. National Productivity Council of India

New Delhi, 1985, VI, 134 p.

Rapport avec recommandations pour la promotion d'un artisanat qui favorise la position des femmes (et des enfants) face à la politique industrielle. (Tableaux, photographies, bibliographie)

SELECT BIBLIOGRAPHY ON INFORMAL SECTOR

VIG SN.

in *Productivity*, New Delhi, 26 (3), oct-déc. 1985, pp. 297-309

SMALL-SCALE LEATHER SHOE MANUFACTURING IN AGRA, INDIA. REPORT OF CASE STUDY ON SMALL-SCALE INDUSTRIES IN INDIA'S DEVELOPMENT

WAARDENBURG J. G.

Rotterdam, Erasmus Universiteit, 1984, Discussion paper n°74, 33 p.



INFORMAL SECTOR IN INDONESIA : A MACRO VIEWPOINT

ARIEF S.

in *South-East Asian Economic Review*, East Balmain, 8 (3), déc. 1987, pp. 229-251

Analyse théorique macro-économique basée sur la productivité, la compétitivité et la valeur ajoutée du secteur informel. Critique de la politique économique. (Tableaux statistiques, bibliographie)

STREETFOODS IN INDONESIA : VENDORS IN THE URBAN FOOD SUPPLY

CHAPMAN B.

Washington, Equity Policy Center, 1984, II, 89 p.

Rapport de recherche sur la vente d'aliments du point de vue du petit producteur et du consommateur. Problèmes techniques et financiers abordés. Etude de cas. (Tableaux, cartes, bibliographie)

JAKARTA INFORMAL SECTOR

MOIR H.

Genève, 1978, 163 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-19/wp 31). Enquête avec échantillon.

INFORMAL SECTOR IN INDONESIA : AN ASSESSMENT OF POLICIES

SETHURAMAN S.V.

Genève, OIT, 1985, 30 p.

Publication OIT/PME. Rapport technique n°2 (Ilo-Wep 2-19/Wep 2-33).

LE SECTEUR NON STRUCTURE EN INDONESIE : POLITIQUES ET PERSPECTIVES

SETHURAMAN S.V.

in *Revue Internationale du Travail*, Genève, 142 (6), nov-déc. 1985, pp. 789-808

INFORMAL SECTOR IN JAKARTA

UPPAL JS.

in *Asian Economic Review*, Hyderabad, 30 (2), août 1988, pp. 230-245

PAKISTAN

**ENTREPRENEURSHIP IN THE THIRD WORLD : RISK AND UNCERTAINTY IN
INDUSTRY IN PAKISTAN**

ALTAF Z.

London, Croom Helm, 1988, 224 p.

Présentation des nouvelles théories liées au concept d'entrepreneur, appliquées à l'environnement social et économique des pays en voie de développement. (Tableaux, bibliographie)

PAKISTAN'S INFORMAL SECTOR

GUISINGER S., IRFAN M.

in *Journal of Development Studies*, Londres, 16 (4), juillet 1980, pp. 412-426

**SKILL FORMATION, EMPLOYMENT AND EARNINGS IN THE URBAN
INFORMAL SECTOR**

KASI S.

in *Pakistan Development Review*, Islamabad, 26 (4), 1987, pp. 711-719

PHILIPPINES

**STREET FOODS : INFORMAL SECTOR, FOOD PREPARATION AND
MARKETING IN THE PHILIPPINES**

BARTH GA.

Washington, Equity Policy Center, 1983, X, 170 p.

Rapport de recherche sur la vente ambulante d'aliments en zone urbaine.

CROSSING THE GAP BETWEEN MICROECONOMIC ACTIVITIES AND SMALL-SCALE FOOD-CATERING ENTERPRISES

BARTH GA., KUO MJ.

Washington, Equity Policy Center, 1984, 42 p.

La restauration informelle en zone urbaine aux Philippines, en relation avec l'emploi, la concurrence, la productivité. Analyse comparative. (Tableaux, bibliographie)

NATURE, CONSEQUENCES AND PROSPECTS OF UNDERGROUND EMPLOYMENT IN FOUR CITIES OF METRO-MANILA

GATCHALIAN JC., GATCHALIAN MM., ALMEDA C.J., BARRANCO NO.

Manila, Friedrich-Ebert-Stiftung, 1987, IV, 102 p.

Rapport de recherche avec questionnaire sur la condition (âge, sexe, situation matrimoniale) des travailleurs du secteur informel en relation avec la motivation, la situation au travail et la politique de l'emploi. Méthodologie. (cartes, photographies, tableaux, questionnaire)

INFORMAL SECTOR IN THE GREATER MANILA AREA, 1976 : AN OVERVIEW

JURADO G., CASTRO J.

Genève, 1978, 87 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-19/WP 34). Enquête avec échantillon.



INFORMAL SECTOR OF COLOMBO CITY (SRI LANKA)

OIT/MARGA INSTITUTE

Genève, 1978, 171 p.

Publication OIT/PME (Ilo-Wep 2-19/WP 30). Enquête avec échantillon.



**URBAN RESETTLEMENT AND MIGRATION IN NORTHEAST THAILAND : THE
SPECTER OF URBAN INVOLUTION**

HAFNER J. A.

in *Journal of Developing Areas*, Macomb, 14 (4), juillet 1980, pp. 483-499

**REPORT OF THE NATIONAL SEMINAR ON URBAN INFORMAL SECTOR IN
THAILAND**

Nacional Economic and Social Development Board

Bangkok, OIT, 1988, 65 p.

**URBAN SELF-EMPLOYMENT IN THAILAND : A STUDY OF TWO DISTRICTS IN
METROPOLITAN BANGKOK**

PHONGPAICHIT P., CHARSEMBUT P., MUQTADA M., ROMIJN H.

New Delhi, OIT/ARTEP, 1988, 92 p.

Publication OIT/PME/ARTEP. Enquête auprès des travailleurs indépendants. Variables utilisées : profession, sexe, âge, niveau d'enseignement, dimension de l'entreprise. Du point de vue économique, on analyse l'investissement en capital, la rentabilité, les revenus, la création d'emploi, la concurrence et la position des activités de sous-traitance. (Tableaux statistiques, bibliographie)

EARNINGS OF SELF-EMPLOYED IN INFORMAL SECTOR : A CASE STUDY OF BANGKOK

TEILHET-WALDORF S., WALDORF W. H.

in *Economic Development and Cultural Change*, Chicago, 31 (3), avril 1983, pp. 587-607

Enquête avec échantillon auprès des travailleurs indépendants non qualifiés (vendeurs ambulants, négociants). Etude des revenus, revue de la littérature. (Bibliographie)